

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

LES
RENTES VIAGÈRES

SERVIES

PAR LES COMPAGNIES D'ASSURANCES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le lundi 30 avril 1900, à dix heures.

PAR

Georges PIOT

Président : M. SAUZET, professeur.

Suffragants : { M. CHAVEGRIN, professeur.
M. DESCHAMPS, professeur.

PARIS

A. PEDONÉ, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, RUE SOUFFLOT, 13

1900

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

LES
RENTES VIAGÈRES

SERVIES

PAR LES COMPAGNIES D'ASSURANCES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le lundi 30 avril 1900, à dix heures.

PAR

Georges PIOT

Président : M. SAUZET, professeur.

Suffragants : { M. CHAVEGRIN, professeur.
 { M. DESCHAMPS, professeur.



PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, RUE SOUFFLOT, 13

1900



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41550224_0063

TABLE ANALYTIQUE

INTRODUCTION.....	9
CHAPITRE I. — Historique du contrat.....	13
CHAPITRE II. — Formes du contrat	17
<i>Section I. — Rentes viagères immédiates</i>	17
§ I. — Sur une seule tête.....	18
§ II. — Sur plusieurs têtes. Rentes réversibles, avec ou sans réduction	21
<i>Section II. — Rentes viagères différées</i>	27
§ I. — En quoi elles diffèrent des rentes viagères immé- diates. Avantages et dangers	27
§ II. — De la contre-assurance	33
§ III. — Rentes différées sur plusieurs têtes. Rentes de survie	38
§ IV. — Assurance d'un capital différé.....	39
<i>Section III. — Rentes viagères temporaires</i>	43
CHAPITRE III. — Nature du contrat	45
<i>Section I. — Est-il un contrat d'assurance ?</i>	45
§ I. — Intérêt de la question	45
§ II. — Examen des solutions proposées.....	47
§ III. — Pourquoi la rente viagère n'est pas une opéra- tion d'assurance.....	54
<i>Section II. — La rente viagère est un prêt aléatoire</i>	59
CHAPITRE IV. — Conditions de validité du contrat	67
<i>Section I. — Du consentement</i>	67

§ I. — Quels sont les consentements nécessaires ?	67
§ II. — Comment ces consentements sont-ils constatés ?	
De l'acte constitutif	73
§ III. — Ces consentements peuvent-ils être autrement constatés	79
<i>Section II. — De la capacité des parties</i>	83
§ I. — Capacité de la société et de son représentant...	83
1 ^o Capacité de la société	83
A. Existence légale	83
B. Autorisation des statuts	88
2 ^o Capacité du représentant	89
§ II. — Capacité du stipulant et du bénéficiaire	90
1 ^o Mineur	91
2 ^o Mineur émancipé	93
3 ^o Dément	93
4 ^o Prodigue	96
5 ^o Femme mariée	98
<i>Section III. — De la cause du contrat</i>	101
§ I. — Absence de cause. Art. 1974, 1975	101
§ II. — S'appliquent-ils aux rentes viagères constituées sur plusieurs têtes	104
<i>Section IV. — De l'objet du contrat</i>	110
§ I. — Le capital constitutif	110
§ II. — Les arrérages	112
1 ^o Leur nature	112
2 ^o Comment ils sont calculés	116
CHAPITRE V. — Effets du contrat	126
<i>Section I. — Droits de la compagnie</i>	126
<i>Section II. — Droits du rentier</i>	128
§ I. — Exiger les arrérages	128
§ II. — Exiger les garanties prévues au contrat	133
§ III. — Céder son droit	136
<i>Section III. — Droits des créanciers du rentier</i>	137
§ I. — Quand la rente est égoïste	137

1 ^o Saisir la rente	137
2 ^o Attaquer le contrat.....	139
§ II. — Quand la rente est libérale.....	140
1 ^o Saisir la rente.....	140
2 ^o Attaquer le contrat.....	144
<i>Section IV. — Droits des héritiers du rentier.....</i>	<i>152</i>
§ I. — Quand la rente est égoïste.....	153
§ II. — Quand la rente est libérale	154
1 ^o Action en rapport.....	154
2 ^o Action en réduction	155
3 ^o Que deviennent ces deux actions quand la rente a été constituée au moyen de primes annuelles ?....	157
<i>Observation commune aux Sections III et IV. — Comment concilier les solutions admises pour les rentes viagères avec les solutions de la jurisprudence relatives aux as- surances sur vie ? Quid des « rentes de survie ? »....</i>	<i>160</i>
<i>Section V. — Droits du conjoint du rentier.....</i>	<i>162</i>
§ I. — La rente est constituée avec des deniers propres à l'un des époux.....	163
§ II. — La rente est constituée avec des deniers com- muns.....	167
<i>Section VI. — Droits du fisc.....</i>	<i>177</i>
<i>Section VII. — Des rentes réversibles.....</i>	<i>181</i>
§ I. — Définition.....	181
§ II. — Nature et effets de la réversion, <i>en général</i>	184
§ III. — Nature et effets de la réversion, <i>entre époux</i> ...	188
1 ^o Nature.....	188
2 ^o Effets.....	191
3 ^o Droits d'enregistrement.....	201
CHAPITRE VI. — Comment le contrat prend fin.....	202
<i>Section I. — Décès du rentier.....</i>	<i>202</i>
<i>Section II. — Prescription.....</i>	<i>203</i>
<i>Section III. — Résolution.....</i>	<i>204</i>
§ I. — Quand y a-t-il lieu à résolution ?	204

§ II. — Qui peut la demander ?	206
§ III. — Quels en sont les effets ?	207
CHAPITRE VII. — Valeur économique et morale du contrat.	211
<i>Section I. — Accroissement progressif du nombre des rentes viagères servies par les compagnies.</i>	211
<i>Section II. — Utilité du contrat en lui-même, et de l'intervention des compagnies d'assurances.</i>	218
<i>Section III. — Moralité du contrat.</i>	223

INTRODUCTION

Lorsque les auteurs du Code civil rédigèrent le titre xii du livre iii, ils ne se doutaient probablement pas du développement considérable que l'avenir réservait au contrat de rente viagère.

Parmi les causes diverses qui ont pu déterminer ce développement, la plus manifeste est l'intervention des Compagnies d'assurances sur la vie, qui, trouvant dans ce contrat un avantage pour elles-mêmes, offraient au public un taux de rente calculé scientifiquement, et une sécurité souvent parfaite au sujet du service des arrérages.

Cette intervention n'a-t-elle point eu d'influence sur la nature du contrat de rente viagère et sur les principes qui le régissent ? Manié par les Compagnies d'assurances, le contrat n'a-t-il point pris une physionomie, des caractères nouveaux ? Ce maniement n'a-t-il pas soulevé des questions nouvelles, modifié les solutions des questions anciennes ? Tel sera l'objet de nos recherches.

Ce n'est donc point du tout un traité de la rente viagère que nous nous proposons d'écrire.

Prenant un contrat de rente viagère passé avec une Compagnie d'assurances sur la vie, nous étudierons les différentes difficultés qu'il peut faire naître, et celles-là seulement. Et nous laisserons de côté, de propos délibéré,

toute question qui n'a point trait aux rentes servies par les Compagnies d'assurances.

D'autre part, notre désir est de nous livrer à une étude pratique de ce contrat de rente viagère, qui devient chaque année plus fréquent : d'en saisir, s'il est possible, sur le vif le fonctionnement journalier, et de nous arrêter surtout aux difficultés qui se présentent, non pas seulement en théorie, mais dans la réalité des faits. Par suite, c'est surtout à la jurisprudence que nous demandons l'indication des questions qui doivent retenir notre attention. Nous nous sommes efforcé de ne laisser passer inaperçue aucune décision judiciaire récente se rapportant, de près ou de loin, à notre sujet ainsi délimité. Les recueils spéciaux relatifs aux assurances sur la vie se sont donc offerts à nous comme principaux instruments de travail. Et même nous avons pu, grâce à quelques complaisances dont nous gardons un souvenir reconnaissant, mettre à contribution l'expérience de quelques praticiens, pour apprendre d'eux comment et dans quelle mesure ils utilisent notre contrat dans les Compagnies d'assurances qu'ils dirigent.

Ainsi envisagée, la rente viagère est voisine des assurances sur la vie au point de se confondre parfois avec elles. Sans doute, notre sujet ne présente pas la même variété, n'offre pas le même intérêt que les assurances sur la vie : du moins a-t-il peut-être ce mérite d'avoir été moins souvent étudié au point de vue auquel nous nous sommes placé.

Cette conception du sujet nous dictait notre plan.

Puisque c'est, à proprement parler, la monographie d'un contrat bien déterminé que nous avons tenté d'écrire, nous avons à examiner successivement, après quelques lignes consacrées à son origine (chapitre 1) : les formes

qu'il revêt (ch. II); sa nature (ch. III); les conditions requises pour qu'il soit valable (c'est-à-dire, comme tout contrat, le consentement, la capacité des parties, la cause et l'objet) (ch. IV); ses effets (ch. V), relativement à tous ceux qui, de près ou de loin, y participent; la façon dont il prend fin (ch. VI), et, pour terminer par des considérations générales, l'usage sans cesse plus fréquent qu'on en fait, son utilité et sa moralité (ch. VII).

CHAPITRE I

HISTORIQUE

Du titre même de ce travail il résulte que nous n'avons pas à nous préoccuper ici de l'origine du contrat de rente viagère. Peu importe à notre sujet que les Romains aient connu des stipulations d'arrérages annuels et viagers, et même peut-être le calcul des chances de mortalité (1). Peu importe de même que l'ancien droit ait pu faire de ce contrat aléatoire un moyen d'éluder la prohibition du prêt à intérêt, et que le Parlement de Paris en ait reconnu la légitimité. Peu importe, enfin, bien qu'ici nous nous rapprochions du sujet, que, en 1689, Louis XIV ait eu l'idée, pour se procurer des ressources, d'ouvrir une tontine de 1.400.000 livres de rentes viagères au denier dix; tontine qui finit en 1726, par le décès d'une femme de 96 ans, qui touchait 73.500 livres de rente.

(1) Cf. 68, D. 35, 2, Ulpien rapporté par Macer. Voici la progression établie par ce texte. Il peut être curieux de la comparer aux progressions de nos tables de mortalité.

AGE DU RENTIER	VIE PROBABLE	AGE DU RENTIER	VIE PROBABLE
1 à 20 ans	30 ans	40 à 50 ans	de 19 à 9
20 à 25 —	28 —	50 à 55 —	9
25 à 30 —	25 —	55 à 60 —	7
30 à 35 —	22 —	Après 60 —	5
35 à 40 —	20 —		

Ce mode d'emprunt fut d'ailleurs interdit comme trop onéreux, par une déclaration royale du 21 novembre 1763 (1).

Ce que nous devons rechercher uniquement, c'est l'époque à laquelle, pour la première fois, une rente viagère fut servie par une Compagnie d'assurances.

Notre recherche se trouve ainsi limitée dans le temps : car c'est seulement au xviii^e siècle que nous voyons apparaître la première Compagnie d'assurances sur la vie.

L'exemple paraît avoir été donné par l'Angleterre. En 1698, fut organisée la fameuse société des « Merciers, » qui « s'engageait à verser tous les ans une somme de 7.200 fr. comme fonds destiné à assurer le paiement annuel de 750 fr., la vie durant, à toute veuve dont le mari aurait remis 2.500 fr. au fonds commun pendant son existence, et ainsi proportionnellement à toute contribution plus ou moins considérable (2). »

Il est intéressant de noter que l'indemnité prévue par cette assurance était précisément servie sous forme de rente viagère.

Huit ans après, la première Compagnie d'assurances proprement dite se fondait avec l'autorisation de la reine Anne : c'était l'*Amicable society*. A la fin du xviii^e siècle, plusieurs Compagnies d'assurances sur la vie fonctionnaient en Angleterre.

En France, l'assurance sur la vie des personnes était prohibée depuis l'ordonnance de 1681. Mais elle fut autorisée de nouveau en faveur d'une Compagnie dite : *Compagnie des assurances contre l'incendie*, par l'arrêt du

(1) Lefort, *Assurances sur la vie*, 1, p. 43.

(2) Lefort, *ibid.*, 1, p. 44.

Conseil du 3 novembre 1787 (1) confirmé et commenté par un arrêt du Conseil du 27 juillet 1788 (2). Aux termes de ce dernier, l'autorisation conférée comprenait « tous les engagements à forfait de sommes fixes et déterminées à acquitter, soit en deniers, soit en contrats de constitution, sous la condition éventuelle de chances incertaines dépendant de la durée de la vie, et généralement tous les divers genres d'opérations et de traités aléatoires d'assurances sur la vie, soit que les contrats qui en doivent résulter aient pour objet de payer un capital ou des rentes lors du décès des têtes assurées, soit qu'ils obligent la Compagnie à des *annuités différées*, c'est-à-dire à payer un capital ou des *rentes en cas de survie* des têtes désignées à des termes convenus. »

Voilà, précisément indiquées, les opérations que nous appelons aujourd'hui rentes viagères différées, et voilà aussi mise en lumière l'origine de notre contrat.

A côté de cette Compagnie, sérieuse et solide, mais qui fut néanmoins supprimée par la Convention (décret du 24 avril 1793), un autre établissement beaucoup moins sûr s'ouvrit le 21 août 1791, sur l'initiative du banquier Lafarge. C'était la *Caisse d'épargne et de prévoyance*, qui promettait, après un certain nombre d'années variant suivant l'âge des actionnaires, trois mille francs de rente de survie, pour un capital versé de quatre-vingt-dix francs.

Ces chiffres suffisent à expliquer que cette entreprise ait causé bien des déboires. Elle subsista néanmoins jusqu'en 1889. Mais elle contribua, avec d'autres fondations analogues et pires encore, à augmenter la répugnance des

(1) Isambert, *Anciennes lois*, xxviii, p. 463.

(2) Isambert, *ibid.*, p. 604.

législateurs révolutionnaires pour les opérations d'assurances sur la vie.

Ce n'est qu'en 1819 qu'une ordonnance royale autorisa la « Compagnie d'assurances générales sur la vie. » L'année suivante, la « Compagnie royale, » en 1829, « l'Union, » commencèrent leurs opérations. Les unes comme les autres y comprenaient les rentes viagères : désormais notre contrat devait fonctionner sans interruption et avec un succès toujours croissant.

Enfin, il n'est peut-être pas hors de propos de citer dans ce rapide historique les lois des 18 juin 1850 et 28 mai 1853 qui créèrent et organisèrent la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. Cette institution a fait, depuis cette époque, l'objet de nombreuses dispositions législatives et administratives dont l'étude nous entraînerait trop loin. Au reste, il ne s'agit pas là d'une Compagnie d'assurances : c'est l'État lui-même, ici, qui se fait assureur. Cependant, la Caisse des retraites sert des rentes viagères et use de combinaisons dont nous pourrions être appelé à dire un mot en passant (1).

(1) Couteau, *Ass. sur la vie*, 1, p. 59.

CHAPITRE II

FORMES DU CONTRAT

Nous nous proposons, dans ce travail, nous l'avons dit, d'étudier surtout le fonctionnement pratique et, si l'on peut dire, la vie journalière du contrat de rente viagère. Il est donc naturel qu'avant d'aborder les théories juridiques, nous examinions sous quelles formes, sous quels aspects extérieurs cette vie se manifeste.

A cet égard on ne peut être mieux renseigné que par les *prospectus* des différentes compagnies d'assurances. La lecture en est facile. A qui les a seulement feuilletés, une grande division s'impose : les rentes viagères offertes par les compagnies sont « immédiates » ou « différées. »

Examinons successivement les unes et les autres.

SECTION I. — Rentes viagères immédiates.

La rente viagère immédiate est celle dont les arrérages commencent à courir du jour où le capital constitutif a été versé. C'est l'hypothèse traitée par le Code civil, qui n'en prévoit point d'autres.

Art. 1971. — *La rente viagère peut être constituée soit sur la tête de celui qui en fournit le prix, soit sur la tête d'un tiers qui n'a aucun droit d'en fournir.*

Art. 1972. — *Elle peut être constituée sur une ou plusieurs têtes.*

Art. 1973. — *Elle peut-être constituée au profit d'un tiers, quoique le prix en soit fourni par une autre personne.*

Ces trois textes indiquent déjà plusieurs combinaisons ; il serait sans intérêt de chercher à dresser une liste de toutes les combinaisons théoriquement possibles. Nous chercherons seulement à concrétiser par des exemples les combinaisons susceptibles d'une application pratique ; enfin, parmi ces dernières, nous examinerons lesquelles se trouvent le plus fréquemment employées.

§ 1^{er}. — RENTES CONSTITUÉES SUR UNE SEULE TÊTE.

Paul a soixante-dix ans ; il ne peut plus travailler, et doit vivre de ses rentes. Mais son capital est modeste, et les placements sûrs rapportent peu. *Paul* est célibataire ; il a peut-être des héritiers collatéraux qui attendent, plus ou moins patiemment, son héritage ; mais il aime mieux tromper leur attente que réclamer leur assistance. Il place sa fortune « en viager » : ses fonds vont lui rapporter non pas trois, mais douze pour cent d'intérêts. Il se procure ainsi pour ses dernières années l'aisance, presque la richesse. C'est la rente viagère sous sa forme primitive et souvent égoïste : rente viagère constituée *sur une seule tête*, celle du constituant, au profit *d'une seule personne*, ce même constituant.

Jacques est mort. Jusqu'à ses derniers moments, il a été soigné par un serviteur fidèle, à qui les héritiers du défunt veulent, reconnaissants, constituer une rente viagère de mille francs. Ils peuvent, à la vérité, se contenter

de lui remettre annuellement cette somme de mille francs soit de la main à la main, soit par l'entremise de leur notaire. Mais ils peuvent aussi, s'adressant à une Compagnie d'assurances, constituer, sur la tête et au profit de celui qu'ils veulent gratifier, une rente viagère de mille francs. Et cette combinaison, aléatoire sans doute, leur offre des chances sérieuses de bénéfice, si le rentier est de bonne santé. Supposons que cet homme ait cinquante ans. A cet âge, d'après Deparcieux, la vie probable est de 21 ans. Mais l'âge de 71 ans, pour un homme bien portant, qui mène une vie tranquille, n'est point inaccessible et peut être de beaucoup dépassé. Le contrat passé avec la Compagnie deviendra très avantageux pour les héritiers de Paul, si le rentier vit très vieux, puisque le capital constitutif est calculé d'après le temps que les tables de mortalité donnent à vivre aux rentiers de 50 ans. Ces héritiers peuvent en outre, de cette façon, savoir exactement, dès l'ouverture de la succession, à combien se montera leur charge, et éviter d'immobiliser un capital considérable pour garantir le service de la rente. Enfin, ce procédé inspirera aux constituants, à l'égard du rentier, un *votum vitæ*, au lieu du fameux *votum mortis*, ce qui, moralement, n'est peut-être pas négligeable. Et voilà une seconde forme de rente viagère, libérale, et non plus égoïste, constituée *sur la tête et au profit d'un autre que le constituant*.

Voici maintenant *Pierre*. S'il n'avait à subvenir qu'à ses propres besoins, il pourrait se contenter de ses revenus. Mais il a à sa charge une sœur, incapable de gagner sa vie, et qui menace de vivre fort longtemps. Pierre vient de toucher un gros capital : l'idée lui vient d'en placer une partie à fonds perdus, pour assurer l'existence de cette

sœur. Il pourrait assurément constituer la rente viagère sur la tête et au profit de celle-ci. Mais, en procédant ainsi, il craint que la mesure ne soit pas efficace ; il a de bonnes raisons, fondées sans doute sur la faiblesse ou la prodigalité de la rentière, pour redouter que celle-ci ne fasse mauvais usage de sa rente, n'en dissipe les arrérages, et même ne vienne à se dessaisir de la rente elle-même. Ou bien il veut éviter que ce placement viager ne révèle, soit à ses héritiers, soit au fisc, la libéralité qu'il fait à sa sœur. Pierre imagine alors l'expédient suivant : il constitue la rente viagère sur la tête de sa sœur, mais à son profit à lui-même. La rente reste, en apparence, égoïste, et le tiers, — en l'espèce, la sœur, — n'est nommé au contrat que pour déterminer la durée de la rente.

Autre application de cette combinaison : Mon oncle meurt me laissant héritier d'une fortune considérable, mais en nue propriété seulement, l'usufruit de tous ses biens étant réservé à sa veuve. Je puis, étant sûr de l'avenir, améliorer le présent, et avec mes biens personnels me constituer une rente viagère sur la tête de ma tante. Quand celle-ci décédera, je perdrai ma rente ; mais cette perte me sera peu sensible, puisque ce même décès m'apportera la pleine jouissance de tout mon héritage.

Dans ces deux cas, la rente est constituée au profit du stipulant, sur la tête d'un tiers. Mais il peut arriver que la personne au profit de qui je veux constituer une rente viagère soit ou ait été vis-à-vis de moi dans une situation telle que des raisons de famille ou de convenance m'empêchent de la gratifier ouvertement, et même de la faire profiter directement des arrérages stipulés payables à moi-même comme dans un exemple précédent. En outre, si je reprends la combinaison précédente : constitution à mon

profit sur la tête de la tierce personne, — et si je viens à décéder avant celle-ci, il arrivera que mes héritiers, ayant seuls droit aux arrérages, cesseront de les transmettre à leur secret bénéficiaire, ou de moins connaîtront une situation que j'ai voulu leur cacher. Pour éviter ces inconvénients, que ferai-je? Je constituerai la rente viagère au profit d'un ami sûr, à qui j'aurai confié mon secret et imposé l'obligation morale de faire parvenir le bénéfice de la rente à son véritable destinataire; mais je fixerai la rente sur la tête de ce dernier, dont la vie déterminera la durée de la rente. Le constituant, le bénéficiaire et la personne sur la tête de qui la rente est fixées sont ici distinctes : c'est la rente viagère à trois personnages.

§ II. — RENTES CONSTITUÉES SUR PLUSIEURS TÊTES.

RENTES RÉVERSIBLES AVEC OU SANS RÉDUCTION.

Jusqu'ici, nous avons supposé la rente viagère constituée sur une seule tête. Il serait facile d'imaginer des hypothèses où la rente doit durer aussi longtemps, non pas qu'une seule, mais que deux ou plusieurs vies désignées.

Supposons que, dans notre troisième espèce, Pierre ait à sa charge non pas une seule, mais deux sœurs dans les mêmes conditions. Pierre pourra prendre ces deux vies comme mesure de la durée de la rente constituée à son profit personnel.

On a vu encore un constituant fixer sur sa propre tête et sur celle de son fils la rente viagère qu'il stipulait à son profit personnel. Il est clair qu'alors, en cas de prédécès du père constituant, le fils devenait créancier de la rente; mais il le devenait *jure hereditario*, et non pas *jure pro-*

prio. Il a été à bon droit jugé par la Cour de cassation (1) qu'on se trouvait, dans cette espèce, en présence d'une rente viagère constituée au profit d'une seule personne et non pas, comme dans les espèces auxquelles nous arrivons maintenant, d'une rente viagère *réversible*.

La réversibilité suppose que la rente viagère a été constituée *au profit* de plusieurs personnes. Cette pluralité de bénéficiaires est une hypothèse que l'on rencontre fréquemment. Par exemple, ce sont deux époux qui, parvenant à leur vieillesse et n'ayant point d'enfants, veulent employer tout ou partie de leur capital à se procurer un peu d'aisance. Ils se constituent une rente viagère sur leur tête et à leur profit à tous deux. Au décès du prémourant, la rente continuera d'être servie au survivant. Ou bien, pour reprendre l'exemple qui nous a déjà servi, c'est, non plus seulement à un seul serviteur, mais à un ménage de domestiques fidèles que les héritiers de Jacques veulent assurer une vieillesse exempte de misère : ils constitueront sur la tête de ces époux une rente viagère qui sera payée jusqu'au décès du survivant.

Mais il ne faut pas croire que toute rente viagère constituée au profit de deux personnes soit une rente *réversible* à proprement parler. Il nous paraît nécessaire d'établir ici des distinctions qui ne sont point toujours admises, mais qui peuvent aider à résoudre les difficultés de cette matière.

Les deux bénéficiaires de la rente peuvent être stipulés crédi-rentiers conjoints, ou crédi-rentiers successifs. Les compagnies acceptent indifféremment l'une ou l'autre de

(1) Cass. 29 mai 1865, *Journ. not.*, art. 18313.

ces combinaisons, dont les conséquences peuvent être pourtant assez différentes.

Nous écartons, bien entendu, l'hypothèse où la part de chaque bénéficiaire dans la rente serait désignée. Il n'y a plus là, à proprement parler, de *conjonction* : il y a en réalité deux rentes distinctes ; et, en pratique, les compagnies rédigeront, sans aucun doute, deux contrats séparés.

Si les crédi-rentiers sont conjoints, la solidarité entre eux peut être ou n'être pas stipulée.

Dans le premier cas, tous deux sont immédiatement créanciers des arrérages : tous deux en peuvent valablement donner quittance ; et, au décès de l'un deux, l'autre reste ce qu'il était avant ce décès, créancier de toute la rente. Il n'y a pas là, à bien dire, l'ombre d'une réversion.

Dans le second cas, chacun est encore immédiatement créancier de la rente ; son droit de créance n'est limité que par celui de son co-créancier : tous deux doivent donc signer les quittances d'arrérages. Quand l'un d'eux meurt, son droit s'éteint et le droit de l'autre se trouve désormais intégral, par l'effet d'une sorte de droit d'accroissement identique à celui qui appartient aux légataires conjoints, aux époux institués conjointement par contrat de mariage. Là encore, nous ne pouvons trouver trace d'une réversion proprement dite : car la rente demeure dans le patrimoine où elle est entrée le jour de sa naissance (1).

Il en va tout différemment si les deux rentiers ne sont appelés que *successivement* au bénéfice de la rente. Par exemple, je veux constituer une rente viagère au profit et sur la tête d'une personne dont l'existence est à ma charge :

(1) Cf. Cass. 18 janvier 1830, S. 30, 1, 142; Civ. Cass. 30 décembre 1873, D, 74, 1, 363.

mais je ne veux pas courir le risque d'être complètement dépouillé de mon capital si cette personne vient à décéder plus tôt que je ne le prévois. Je stipulerai la rente viagère à son profit; puis, à son décès, à mon profit, si je survis. Voilà, cette fois, la rente *réversible*. Tant que vivra le premier bénéficiaire, lui seul sera crédit rentier : lui seul pourra donner quittance des arrérages. A son décès, le second bénéficiaire, qui, jusqu'ici, n'était point créancier, ou ne l'était que sous condition, le devient purement et simplement.

On voit dès lors en quoi consiste exactement la réversion. Il y a réversion, toutes les fois qu'en vertu d'une stipulation initiale la rente doit passer du patrimoine du bénéficiaire primitif dans celui d'un second bénéficiaire désigné par l'acte constitutif. La réversion suppose une transmission. Aussi la question se pose-t-elle de savoir si elle ne doit pas donner lieu à des droits de mutation. Nous retrouverons cette question en étudiant avec plus de détails les effets de la réversion. Il nous suffit ici de l'avoir nettement définie. Constatons seulement que, dans les compagnies, on conseille de stipuler les rentes payables aux deux bénéficiaires *conjointement*. On évite ainsi les difficultés et les exigences fiscales (1).

Qu'elles soient, ou non, réversibles, les rentes viagères constituées au profit de deux ou plusieurs personnes peu-

(1) Si l'on applique ces définitions à la combinaison connue sous le nom de tontine, on reconnaît que les rentes viagères servies par les tontines sont des rentes, non pas, à proprement parler, réversibles, mais susceptibles d'accroissement. Tous les tontiniers ont un droit égal à la totalité du revenu des capitaux placés. Chacun de ces droits est limité par les autres. Aussi, dès que l'un d'eux s'éteint, les autres s'accroissent d'autant. Il y a accroissement, et non pas transmission.

vent être stipulées *réductibles*. C'est-à-dire qu'au décès, soit de tel des rentiers, soit du prémourant, le survivant restera ou deviendra crédi-rentier, mais d'une rente diminuée d'une quotité désignée d'avance : un quart, un tiers, une moitié.

En examinant le fond des choses, on reconnaît qu'ici il existe en réalité deux ou même trois rentes distinctes : l'une, constituée au profit des deux bénéficiaires conjointement ou successivement, suivant les stipulations contenues au contrat, l'autre, ou les autres, de quotité égale à la réduction stipulée, constituées au profit du ou des rentiers dont le décès donne lieu à ladite réduction.

Cela est si vrai que, dans leurs tarifs, les Compagnies ne donnent que le prix des rentes *non* réductibles. Et, si elles veulent calculer le prix d'une rente réductible, elles décomposent celle-ci en une rente commune, non réductible, et en une ou plusieurs rentes individuelles. Voici un extrait d'une instruction donnée par une Compagnie à ses agents, où l'on verra clairement expliquées cette façon de procéder et cette conception de la rente viagère réductible :

« Lorsque la rente à constituer sera réversible seulement pour partie sur la tête du survivant, en obtiendra le prix de la rente *en la décomposant*. Ainsi, une rente réversible pour moitié sur l'une ou l'autre des deux têtes équivaut à la constitution de la moitié de la rente sur chaque tête prise isolément. Si la rente est réversible pour les deux tiers, cela revient à constituer un tiers de la rente sur chaque tête, et un tiers sur les deux. Exemple : Supposons deux époux âgés de 65 à 70 ans, qui veulent obtenir une rente de 1.200 francs par an, payable par semestres, et réversible pour 800 fr. seulement sur la tête du survivant. On opérera ainsi qu'il suit :

1° D'après le tarif n° 11 (tarif de la rente viagère sur une seule tête), une rente de 400 francs sur une tête de 70 ans coûte. 3.293 fr.

2° La même rente sur une tête de 65 ans coûte 3.864 fr. 44

3° D'après le tarif n° 12 (R. v. sur deux têtes sans réduction), une rente viagère de 400 fr. sur deux têtes de 65 à 70 ans coûte 4.451 fr. 24

Par conséquent la rente totale pourra être constituée moyennant 11.608 fr. 68

On devine l'effet de ces clauses de réversion et de réduction sur le prix de la rente ; il est plus élevé quand la rente est réversible, puisque les chances de durée de la rente sont augmentées : il diminue si la rente est réductible au décès d'un bénéficiaire, et d'autant plus que la réduction est plus forte.

Il nous reste à examiner, parmi les différentes combinaisons que nous venons de passer en revue, lesquelles se présentent le plus fréquemment dans la pratique.

Ici la statistique des Compagnies d'assurances va nous renseigner d'une façon formelle.

Les rentes viagères le plus souvent demandées, et de beaucoup, sont les rentes viagères égoïstes, constituées sur la tête et au profit du souscripteur du contrat. Après elles viennent, assez fréquentes, les rentes constituées sur deux têtes, au profit du souscripteur et d'une seconde personne désignée par lui, avec réversion totale ou partielle : elles sont demandées surtout par des époux sans enfants, des frères et sœurs célibataires, vivant ensemble. Voici, pour quelques-unes des principales Compagnies de Paris, la proportion, relativement à l'ensemble des contrats de rente

viagère actuellement en cours, des rentes viagères constituées suivant cette seconde combinaison :

Assurances générales	18,75 %
Aigle.	18,65 %
Phénix	18,25 %
Union	16,98 %
Urbaine.	15,97 %
Nationale	15,62 %

Toutes les autres combinaisons sont plus rares, et les Compagnies les considèrent comme exceptionnelles.

SECTION II. — Rentes viagères différées.

Poursuivant cette énumération des diverses formes qu'affectent les rentes viagères servies par les Compagnies d'assurances, nous sommes arrivé maintenant à la seconde branche de notre division primordiale, aux rentes viagères différées, plus intéressantes parce qu'elles n'ont pas été prévues par le Code, qu'elles constituent parfois une forme ingénieuse de l'épargne et qu'à ce titre il est désirable qu'elles soient mieux connues et plus fréquemment employées qu'elles ne le sont actuellement.

§ 1^{er}. — EN QUOI ELLES DIFFÈRENT DES RENTES VIAGÈRES IMMÉDIATES. — AVANTAGES ET DANGERS QU'ELLES PRÉSENTENT.

Sur quelle idée reposent les rentes viagères différées ?

Je veux me constituer une rente viagère, au taux le plus élevé possible, bien entendu, et je remarque que cette rente me sera utile surtout dans quelques années. La Compagnie m'offre alors la combinaison suivante : Au lieu de

toucher les arrérages du capital versé, dès l'année où je l'ai versé, je ne commencerai à les toucher qu'après un délai plus ou moins long : le paiement des arrérages sera *différé*. Par ce moyen, le taux des arrérages pourra être plus élevé ; car la Compagnie aura à servir un moins grand nombre d'annuités : il est donc juste que ces annuités soient plus fortes.

Naturellement le taux de la rente différée sera d'autant plus élevé que le délai suspensif sera plus long. Ce délai peut varier progressivement de 1 an à 25 ou 30 ans. En fait, plusieurs Compagnies distinguent la rente différée à court terme, qui comporte un délai de 1 à 5 ans, et la rente différée à long terme, dans laquelle le délai est le plus souvent de 10 à 25 ans. Cette distinction ne repose guère que sur une différence d'intention. Dans le premier cas, le crédi-rentier cherche seulement, le plus souvent, à augmenter le taux de la rente qu'il stipule pour lui-même. Dans le second cas, le crédi-rentier a le plus souvent en vue, non plus de rendre plus lucrative une rente dont le besoin se fait dès maintenant sentir, mais de constituer, pour un avenir éloigné, et souvent au profit d'un autre que lui-même, une rente qui pourvoit à une nécessité non pas présente et imminente, mais éventuelle et lointaine. C'est ici que la rente viagère devient vraiment une forme de l'épargne. Un fonctionnaire public, un prêtre, un employé qui jouit d'un assez fort traitement mais à qui nulle retraite n'est assurée, ou bien un médecin, un avocat, un militaire, qui gagnent leur vie, mais qui ne peuvent pas réaliser de sérieuses économies pour leur vieillesse, peuvent ainsi, de 30 à 55 ans, par exemple, se constituer, par des versements annuels, une sorte de pension de retraite, qu'ils commenceront à toucher à 55 ans, et qui durera

aussi longtemps qu'eux. Le taux de la rente qu'ils toucheraient sera, à 55 ans, de 13 fr. 28 %.

Cette épargne peut même devenir, non plus égoïste, mais libérale. Un père de famille veut assurer à son fils pour l'avenir une réserve qui soit à l'abri de toutes vicissitudes. Il veut lui constituer une source de revenus, sur laquelle celui-ci puisse compter, sans craindre qu'aucun événement ne vienne la tarir : il n'a qu'à constituer sur la tête de son fils encore jeune une rente viagère différée, qui sera servie après 20 ans, après 25 ans, et qu'il stipule incessible et insaisissable. Le taux de la rente viagère constituée sur la tête d'un jeune homme de 21 ans est après 20 ans de 12 fr. 12 %.

Ainsi l'utilité de la rente viagère différée, son but et sa physionomie morale, si l'on peut dire, changent considérablement, suivant qu'elle est constituée à court terme ou à long terme. Mais, cette différence d'intention mise à part, les deux classes de rentes viagères différées se confondent et sont soumises aux mêmes règles. Néanmoins elles présentent l'une et l'autre une particularité importante, qui les sépare nettement de la rente viagère immédiate. Nous voulons parler du mode de versement du capital constitutif. Tandis que, pour constituer une rente viagère immédiate, le stipulant doit verser en bloc le capital constitutif, pour constituer une rente viagère différée, il peut, au contraire, s'il le désire, verser, non plus un capital, mais des primes annuelles, qui s'échelonnent pendant tout ou partie du délai suspensif.

De cette manière, le constituant se trouve, quand toutes les primes sont versées, avoir payé plus, tous comptes faits, qu'il n'aurait payé, en versant d'un seul coup le capital. Mais, avant de s'en étonner, il faut songer que les

chances de perte étaient aussi moins grandes dans le deuxième cas que dans le premier, puisque, si le crédi-rentier venait à mourir avant l'expiration du délai, la Compagnie gagnait le capital entier dans l'un des deux cas et seulement, dans l'autre, les primes déjà versées; et que, d'autre part, dans le premier cas, la somme d'intérêts perçus par la Compagnie est moins considérable que dans le second, puisque le crédi-rentier perçoit lui-même les intérêts de toutes les portions non encore versées du capital constitutif.

De ce mode de paiement du capital constitutif découle une conséquence intéressante. Le capital a-t-il été payé en une seule fois? La rente est définitivement constituée dès le jour du versement. A-t-il été versé au contraire par primes? « La rente alors se partage en autant de fractions égales qu'il y a de primes annuelles à payer, et chacune de ces constitutions de rentes partielles correspond au versement de chacune des primes annuelles. Alors, si pendant le cours du délai convenu les primes ne sont pas acquittées, les annuités versées, quel qu'en soit le nombre, auront assuré un nombre égal de fractions de rente, qui seront exigibles à la date stipulée, au même titre et dans les mêmes conditions que devait l'être la rente totale (1). »

Cette faculté de constituer les rentes par primes annuelles est, on le voit, tout à l'avantage de la rente viagère différée. Elle peut s'introduire dans toutes les combinaisons de rentes viagères que nous avons examinées plus haut, et elle en fait un précieux instrument d'épargne, et d'épargne souvent libérale. Ainsi, en effet, un père, un mari pourra constituer au profit de son enfant, de sa femme,

(1) Lefort, *Assurances sur la vie*, 1, p. 114.

au moyen d'une dépense annuelle qui ne grèvera pas très lourdement son budget, une rente viagère, qui viendra plus tard apporter à son bénéficiaire un secours fort appréciable, et peut-être la sauvegarde de la misère.

Ces avantages, du reste, il faut le reconnaître, se présentent surtout dans la rente viagère différée à long terme. La longueur du délai suspensif qu'elle comporte favorise en effet l'augmentation du taux de la rente et le versement du capital par primes assez faibles. Dans la rente différée à court terme, ces primes restent considérables, étant peu nombreuses, et l'augmentation du taux est faible.

Enfin, cette rente différée à court terme présente un inconvénient qui en fait parfois, dans les Compagnies, déconseiller l'usage. Le plus souvent en effet, nous l'avons vu, elle est stipulée par quelqu'un qui va bientôt en avoir besoin, mais qui néanmoins peut ou croit pouvoir attendre encore quelques années, avant d'en toucher les arrérages. Or, que va-t-il arriver, si ces prévisions sont fausses ? Je verse un capital de 10.000 fr., en différant le paiement de la rente de trois ans. Mon capital est dès maintenant acquis à la Compagnie. Survienne un accident, qui me mette dans la nécessité de faire face à des dépenses considérables ; je n'ai plus mon capital et je n'ai pas encore ma rente. Peut-être, il est vrai, pourrai-je la vendre ou emprunter sur elle : à coup sûr je subirai une perte.

Cet inconvénient, je l'éviterai, en procédant de la façon suivante. En versant mes 10.000 fr., je stipule une rente immédiate. Mais je me réserve la faculté de ne pas toucher mes arrérages pendant trois ans, et de les placer à côté du premier capital. C'est une série de petites rentes viagères supplémentaires, qui viendront s'accoler à la rente primitive, mais dont les arrérages seront naturelle-

ment servis à un taux un peu plus élevé, puisque j'aurai vieilli depuis le premier placement. De cette façon, je toucherai, au bout de trois ans, des arrérages, moins forts assurément que si ma rente avait été, dès l'origine, stipulée différée, mais plus forts que ceux de ma rente viagère primitive. Le taux de ma rente, au bout de trois ans, sera de 9 fr. 94 %. Il aurait été de 11 fr. 12 %, c'est-à-dire plus élevé de 1 fr. 18 %, si j'avais stipulé, dès l'origine, la rente différée. Mais il n'aurait été que de 8 fr. 40 %, c'est-à-dire 1 fr. 54 % moins élevé, si j'avais touché les deux premières années d'arrérages, au lieu de les adjoindre au capital constitutif. Et je n'aurai pas du moins couru le risque de me trouver à court d'argent, avec la perspective d'une rente viagère à toucher dans trois ans.

Il est évident que cette façon de procéder n'aurait pas de raison d'être dans les rentes différées à long terme. Ici, le constituant, par hypothèse, ne peut pas avoir besoin de sa rente avant un temps très long ; il peut donc sans crainte en différer le paiement. En outre, la différence entre le taux des arrérages de la rente différée et celui des arrérages produits par une série de rentes immédiates constituées successivement chaque année, comme nous venons de l'expliquer, devient très considérable, le délai suspensif étant beaucoup plus long, et beaucoup plus jeune, nécessairement, la tête sur laquelle la rente est établie.

D'après l'exposé qui précède, on peut maintenant discerner facilement, en même temps que l'avantage, le danger que présentent les rentes viagères différées. Certes, elles permettent de toucher des arrérages plus forts ; mais elles font subir en même temps au constituant le risque de perdre son capital ou ses primes, sans avoir

touché un centime d'arrérages, si la personne sur la tête de laquelle la rente est constituée n'est plus vivante au jour où expire le délai suspensif. Car le capital, les primes sont acquis à la Compagnie du jour où ils lui sont versés, ou plus exactement du jour où ils lui sont dus.

§ II. — DE LA CONTRE-ASSURANCE.

A ce danger ne pourrait-on pas trouver des préservatifs ?

L'idée directrice de cette recherche est la suivante : Il faut éliminer de la rente viagère différée le risque spécial que présente le *Différé*, en assurant au rentier ou à ses ayants cause le remboursement du capital constitutif ou des acomptes versés sur ce capital, dans le cas où la rente ne pourrait prendre naissance, par suite du décès du rentier avant le terme convenu. C'est donc une assurance fonctionnant en sens inverse de la rente viagère : c'est une contre-assurance. Or, en feuilletant les tarifs, nous voyons que cette contre-assurance est fréquemment employée par les Compagnies dans les assurances de capitaux différés, opération analogue par certains points à la rente viagère différée. Au moyen d'une prime supplémentaire, payée en même temps que la prime unique ou les primes annuelles constitutives du capital différé, la Compagnie s'engage, pour le cas où l'assuré viendrait à mourir avant l'expiration du délai suspensif, à restituer au constituant ou à ses ayants droit, mais sans addition d'intérêts, toutes les primes qu'elle aurait perçues, depuis l'origine du contrat jusqu'au jour du décès.

Cette contre-assurance ne pourrait-elle s'appliquer à la rente viagère différée ?

Les tarifs ne le prévoient pas, et les Compagnies déclarent qu'elles ne l'emploient jamais.

« En effet, disent-elles, en pratique, une personne, qui place de l'argent en viager, n'a pas l'intention de laisser quelque chose derrière elle : peu lui importe, si elle meurt, que son capital soit perdu. »

Cette raison est insuffisante.

Elle ne s'applique point, en effet, au cas où la rente viagère différée, instituée sur la tête ou au profit d'un tiers, d'un enfant, par exemple, est une libéralité faite à celui-ci par le stipulant.

Mais une autre raison contribue à écarter la contre-assurance du contrat de rente viagère différée.

Dans l'assurance de capital différé, je suis sûr, dès que le délai suspensif est expiré, de ne subir aucune perte. Car j'ai immédiatement droit au capital tout entier, sans plus désormais courir aucun risque.

Dans la rente viagère au contraire, le jour où le délai suspensif est expiré, je suis sûr de toucher un terme d'ar-rérages, mais ma certitude ne va pas au-delà ; les risques continuent ; ma mort survenant un an après l'expiration du délai sera presque aussi désastreuse pour mon patrimoine que survenant un an avant. La différence des pertes subies dans l'un ou l'autre cas n'est que d'un terme d'ar-rérages. L'assurance m'aura bien préservé du risque spécial à la rente viagère différée, mais elle me laissera exposé au risque inhérent à toute rente viagère. A quoi m'aura-t-il servi d'éviter le premier, si je dois subir le second ? Il faudrait donc que ma contre-assurance durât jusqu'au moment où les primes touchées auront reconstitué mon capital constitutif. Mais, *a priori*, on peut prévoir que l'opération ainsi comprise ne présentera plus d'avan-

tages. Dans le contrat aléatoire qu'est la rente viagère, je ne puis diminuer mes chances de perte qu'en diminuant du même coup mes chances de gain. Et si les Compagnies dressaient des tarifs de contre-assurance contre tous risques de perte, il est probable que la prime de contre-assurance serait assez onéreuse et diminuerait assez le taux de la rente viagère, pour que l'opération ne permit plus au rentier d'atteindre le but qu'il vise.

La contre-assurance est cependant pratiquée, sous une forme spéciale, par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, qui sert des rentes viagères à *capital réservé*.

Le taux de ces rentes est calculé de telle sorte qu'au décès du rentier, la caisse peut rendre aux ayants droit le capital constitutif de la rente viagère.

A voir les choses de près, on reconnaît qu'ici, en réalité, le capital constitutif de la rente a consisté seulement dans les intérêts du capital versé, depuis le jour du versement jusqu'au décès du rentier. C'est tout ce que gagne la caisse. Et tout ce qu'elle peut distribuer, sous forme d'ar-rérages, ce sont ces mêmes intérêts, un peu augmentés, en raison des décès qui se sont produits dans le groupe des rentiers.

Nous voyons donc apparaître ici la rente viagère sous un aspect nouveau : elle devient purement et simplement une opération de placement, un moyen de faire fructifier un capital qui n'est plus aliéné, mais simplement prêté par le rentier jusqu'au jour de son décès. Le placement est rémunérateur, surtout si la rente viagère est différée ; car, pendant le délai suspensif, la caisse gagne les intérêts, sans avoir rien à verser au rentier. Il peut devenir avantageux même dans les rentes immédiates, dans le cas d'une diminution du taux de l'intérêt. Car les tarifs de la

caisse ne suivent pas immédiatement les variations du cours de la Rente sur l'État.

C'est bien ainsi que ces rentes à capital réservé ont été envisagées par les rentiers : car on a constaté que les capitaux constitutifs versés à la caisse diminuaient, dès qu'augmentait le taux de la Rente sur l'État. En 1881, année où le cours moyen de la Rente 3 % était de 84 fr. 75, les capitaux versés à la caisse, pour constituer des rentes viagères à capital réservé, s'élevaient à 48 millions, tandis qu'en 1885, année où le cours moyen de la Rente 3 % était de 77 fr. 65, les capitaux versés à la caisse, pour constituer des rentes viagères à capital réservé, étaient descendus à 21 millions.

Ils ont diminué de moitié, alors que le taux de l'intérêt a augmenté de 0,33 %.

Mais ces rentes à capital réservé sont peu avantageuses pour le débi-rentier, et les Compagnies ne consentent pour ainsi dire jamais à en servir.

Cependant, des Compagnies américaines proposent au public une combinaison, dite « Assurance-Placement, » qui n'est autre chose qu'une rente viagère à capital réservé. Voici la combinaison, telle que l'indiquent les prospectus :

« Un père de famille, âgé de quarante ans, possesseur d'une fortune d'un million de francs, désire garantir contre tous les risques possibles de dépréciation du capital et des revenus, un dixième de cette fortune, soit 100,000 fr. Il place en viager cette somme de 100,000 fr., en échange de laquelle il reçoit une rente annuelle et viagère de 6,589 fr. Le même jour, il souscrit, sur sa tête, pour cette même somme de 100,000 fr., au profit de sa femme et de ses enfants, une assurance, dont le montant intégral sera

payé à ces derniers, aussitôt après son décès, d'après le mode: « Vie entière, sans participation aux bénéfices ; » il paye pour cette assurance de 100,000 fr. une prime annuelle et viagère de 2,570 fr.

Il recevra donc, d'une part (arrérages) . . 6,589

Il paiera, d'autre part (prime d'assurance) . . 2,570

Le revenu net de 100,000 fr. sera donc de . 4,019 »

Il faut observer que cette combinaison n'est avantageuse que grâce aux tarifs assez élevés des Compagnies étrangères. Nos Compagnies françaises, dont les tarifs sont moins avantageux et plus prudents, ne pourraient recommander cette Assurance-Placement, qui ne rapporterait qu'un intérêt de 2.50 % environ.

On peut se demander aussi quel avantage les Compagnies peuvent trouver dans une semblable opération, qui perd tout caractère aléatoire, et qui offre pour le rentier une certitude de gain. Car il n'y a même plus là placement à fonds perdu des intérêts du capital, comme dans la rente viagère différée à capital réservé indiquée plus haut. Cet avantage ne peut être aperçu que si l'on suppose à ces Compagnies le désir de réunir un grand nombre de capitaux, auxquels elles pourront faire produire un taux plus élevé que 4 %. Mais on pressent en même temps que cette élévation de taux comporte aussi une diminution de sécurité. Enfin, il faudrait, avant de conseiller cette opération de l'Assurance-Placement, être sûr qu'elle ne contient pas quelque clause dangereuse, quelques cas de déchéance dissimulés et menaçants, qui pourraient en rendre l'emploi plus dangereux qu'il ne le paraît au premier abord.

§ III. — RENTES DIFFÉRÉES SUR PLUSIEURS TÊTES.

RENTES DE SURVIE.

A court terme ou à long terme, constituées par le versement d'un capital ou par le versement de primes annuelles, les rentes viagères différées peuvent, dans tous les cas, comme les rentes viagères immédiates, être constituées sur la tête et au profit de plusieurs personnes, conjointement ou successivement, avec ou sans réduction au premier décès. Les combinaisons que nous avons indiquées à propos des rentes viagères immédiates peuvent s'appliquer également aux rentes viagères différées.

Même, les rentes viagères différées constituées sur deux têtes peuvent donner lieu à des combinaisons spéciales qu'il nous faut examiner ici.

C'est ainsi que, par exemple, il est permis de stipuler que la rente viagère différée sur deux têtes sera payable même avant le terme du différé, si l'un des deux rentiers décède avant cette époque. C'est en somme une alternative convenue relativement au délai. La rente est différée : ou bien pendant tant d'années ou bien jusqu'à la mort de l'un quelconque, ou de l'un, particulièrement désigné, des deux assurés.

Dans le même ordre d'idées, il convient de mentionner les *rentes de survie*. Ici, le terme du différé est toujours incertain : c'est le décès d'une personne. La rente est stipulée, soit au profit d'une seule personne, à condition qu'elle survive à une autre, dont le décès donnera ouverture au service des arrérages ; soit au profit du survivant, quel qu'il soit, de deux rentiers, à partir du décès du prémourant ; enfin elle peut être stipulée réversible, en tout

ou en partie, au profit du constituant, si le bénéficiaire est prédécédé au moment où le différé vient à prendre fin.

Cette combinaison, que certains auteurs ont rangée parmi les assurances sur la vie, peut être cependant considérée aussi comme une variété de rente viagère différée. Nous verrons plus loin si quelque différence essentielle distingue ces deux sortes d'opérations. Notons seulement ici que, dans le calcul du taux de la rente, il faut tenir compte d'une double éventualité : non seulement de la durée plus ou moins longue de la vie du rentier, mais encore de la durée plus ou moins longue du *différé* ; ces deux durées, et non plus seulement la première, devront être évaluées d'après les tables de mortalité ; un double aléa est encouru : pour la durée du différé, et pour la durée de la rente. Le calcul du taux sera donc plus compliqué ; mais ce n'est pas là une raison suffisante, à notre avis, pour exclure cette combinaison de la catégorie des rentes viagères différées.

§ II. — ASSURANCE D'UN CAPITAL DIFFÉRÉ.

Nous n'en dirons pas autant d'une autre combinaison très usitée, très avantageuse, qu'on a voulu parfois assimiler aux rentes viagères différées ; il s'agit de l'*assurance d'un capital différé*. Dans ce contrat, l'assuré verse des primes annuelles pendant un certain temps, de même que pour une rente viagère différée. Mais, le délai du différé expiré, ce n'est plus une rente qu'il touche, c'est un capital. L'avantage est évident : le fruit des économies et des versements annuels est perçu d'un seul coup : plus de danger ici de toucher seulement un ou deux termes d'ar-rérages ; toute perte est écartée, du moment que l'assuré

vit au jour où expire le *différé*; et comme les contre-assurances fonctionnent habituellement, et très facilement avec ce contrat, tout risque peut être écarté pour l'assuré.

Aussi les praticiens conseillent-ils l'emploi du capital différé de préférence à celui de la rente viagère différée. Ils appuient même parfois ce conseil sur des raisons peu exactes. Nous relevons ces lignes, écrites par un actuaire, *Actuarius*, dans le *Bulletin des institutions de prévoyance* (1) :

« Supposons qu'une personne âgée de 35 ans veuille se constituer une rente de 500 fr. à l'âge de 60 ans. Elle devra verser une somme, qui dépend de la table de mortalité et du taux employé. Or, cette même somme donnera droit à un certain capital différé, toujours payable à l'âge de 60 ans; et ce capital placé en une rente viagère immédiate, donnerait la même rente de 500 fr. Il est donc bien inutile de s'engager d'avance. »

Contrôlons cette affirmation avec un tarif.

J'ai 35 ans : je me constitue une rente de 100 fr. payable après 25 ans ; je dois verser 383 fr. 73.

Cette même somme placée en capital différé me donnera droit à un capital de 1.142 fr. 73, payable à 60 ans. Or, ce capital placé en une rente viagère immédiate me donnera une rente de 95 fr. 98, et non plus de 100 fr.

A 60 ans, pour me constituer une rente viagère de 100 francs, j'aurais dû verser 1.190 fr. 66. Et, pour avoir ce capital de 1.190 fr. 66 à 60 ans, j'aurais dû, à 35 ans, payer 399 fr. 82, c'est à-dire 16 francs de plus que pour une rente viagère différée.

Les deux combinaisons ne sont donc pas identiques,

(1) 1890, p. 648.

quoi qu'on en ait dit ; et la rente viagère différée coûte moins cher que la rente viagère immédiate constituée au moyen d'un capital différé. Et cela s'explique, et pouvait se prévoir. En effet, lorsque je stipule dès maintenant une rente viagère différée après 25 ans, la Compagnie acquiert une double chance : celle de me voir mourir avant le délai expiré, et celle de me voir mourir peu de temps après.

Si au contraire je stipule un capital différé, sans m'engager à le replacer en rente viagère immédiate lorsqu'il sera devenu exigible, la Compagnie n'acquiert que la première chance ; l'opération est moins avantageuse pour elle, il est juste qu'elle soit aussi plus coûteuse.

Il est vrai que si, à 60 ans, je place mon capital différé en viager, la Compagnie va acquérir la deuxième chance. Mais, à 60 ans, je ne suis plus un aussi bon *client* qu'à 35. A 60 ans j'ai, relativement, plus de chance de vieillir que je n'en avais à 35.

D'après les tables de mortalité de la Compagnie d'assurances générales, la vie moyenne est à 35 ans de 30,75 et à 60 ans de 12,45. La Compagnie doit donc calculer ses tarifs, en considérant, si j'ai 35 ans, que je mourrai à 65 ans et 9 mois ; si j'ai 60 ans, que je mourrai à 73 ans. Elle me fera donc payer la même rente viagère, stipulée payable quand j'aurai 60 ans, plus cher si je stipule à 60 ans que si je stipule à 35.

Au surplus, et si avantageuse que puisse être l'assurance d'un capital différé, il semble bien qu'elle ne rentre pas dans le cadre de notre travail. Peu importe, en effet, que ce capital soit, par l'assuré, remplacé en viager : son assurance lui donne droit à un capital, non à une rente viagère. Rien, quand il a conclu, n'impliquait le service d'une rente. Tout ce qu'on peut dire, c'est que l'assurance

du capital différé est une assurance *en cas de vie*, que la rente viagère différée en est *peut-être* une autre ; nous aurons à le rechercher. En tous cas, on ne doit pas pousser l'assimilation plus loin entre ces deux contrats.

Nous nous contenterons donc d'avoir mentionné le premier, pour l'écarter, et, nous restreignant exactement au contrat de *rente viagère*, nous nous trouvons du même coup avoir passé en revue les principales combinaisons de rentes viagères différées.

Indiquons, avant de les quitter, dans quelles proportions elles sont employées par rapport à l'ensemble des contrats de rentes viagères :

Assurances générales	4,79 %
Union	7,08 %
Nationale.	3,45 %
Phénix.	5,97 %
Urbaine	7,06 %
Aigle	9,26 %

Une autre statistique, dressée par années et non pas par Compagnies, nous donne les chiffres suivants, qui représentent le nombre des contrats de rentes viagères différées ou de survie, par rapport au nombre des contrats de rentes viagères immédiates, passés chaque année :

1888	9,36 %
1889	8,84 %
1890	9,70 %
1891	8,60 %
1892	8,95 %
1893	10,14 %
1894	9,63 %
1895	9,08 %

1896	9,82 %
1897	7,18 %
1898	8,01 %

Bien que fort avantageuses dans certains cas, on voit donc que les rentes viagères différées ne sont pas très fréquemment employées.

SECTION III. — Rentes viagères temporaires.

A la suite de la rente viagère différée, il est juste de dire un mot de la rente viagère temporaire, qui est en quelque façon la combinaison inverse de la précédente. Au lieu que le paiement des arrérages soit soumis à un terme suspensif, mais dure jusqu'à la mort du rentier, il se trouve au contraire ici soumis à un terme extinctif, qui n'est pas la mort du rentier. La rente est toujours viagère, en ce sens que la mort du rentier met toujours fin au contrat ; mais elle est, en outre, temporaire, parce qu'elle est destinée à ne durer que pendant un délai fixé d'avance. Aussi le prix de cette rente viagère est-il peu élevé. L'usage n'en est pas non plus très fréquent. Elle peut convenir pourtant à certaines situations particulières. M. Lefort cite le cas d'une personne dont les ressources actuelles sont insuffisantes, et qui, soit par voie d'héritage, soit de toute autre façon, est en mesure de compter sur un changement de situation avant le terme d'un délai déterminé. Ou bien encore, pour assurer l'éducation d'un enfant, le mettre à l'abri de tout revers de fortune, on peut constituer sur la tête de cet enfant une rente temporaire. On peut même la constituer directement au profit de l'établissement d'éducation.

Nous en aurons fini avec l'énumération des différentes combinaisons de rentes viagères, lorsque nous aurons cité, plutôt à titre de curiosité que comme présentant un grand intérêt pratique, les rentes viagères progressives, qu'ont aussi servies certaines Compagnies. L'une d'elles a émis ainsi des Bons Fonciers d'une valeur de 500 fr., qui donnaient droit à leurs titulaires à 15 fr. d'intérêt fixe, et de plus à une rente viagère de 10 fr. élevant le revenu du bon au taux de 5 %. En outre, cette rente s'accroissait de 0 fr. 50 par an, lorsque le porteur avait atteint 50 ans. Le revenu pouvait donc atteindre un taux assez élevé. Mais il est difficile de ne pas trouver à cette opération le caractère et les inconvénients des tontines. Il est juste d'ajouter que cette combinaison paraît avoir été fatale à la Compagnie, qui l'avait imaginée. Sans plus nous y attacher, cherchons maintenant si toutes les combinaisons, que nous avons passées en revue, ou du moins certaines d'entre elles, ne modifient pas assez profondément la rente viagère, pour changer sa nature juridique elle-même, et faire d'elle un contrat différent du contrat prévu par le Code civil.

CHAPITRE III

NATURE DU CONTRAT

Connaissant exactement comment fonctionne le contrat de rente viagère entre les mains des Compagnies d'assurances, nous pouvons maintenant nous demander quelle est sa nature, ou, plus exactement, si l'emploi que ces Compagnies en font, l'utilité qu'elles en tirent, soit pour elles, soit pour leurs rentiers, emploi et utilité assurément imprévus des auteurs de notre Code, ne transforment pas profondément notre contrat, et ne lui impriment pas des caractères nouveaux et tels que sa propre nature en soit modifiée.

SECTION I. — Est-il un contrat d'assurance ?

Considérée de ce point de vue, la question se formule d'elle-même : les rentes viagères servies par les Compagnies d'assurances ne sont-elles pas des opérations d'assurance ?

§ 1^{er}. — INTÉRÊT DE LA QUESTION.

L'intérêt de cette question n'est pas purement spéculatif.

Il est manifeste que si l'on admet à ce sujet telle théorie plutôt que telle autre, on sera amené à des conséquences pratiques fort différentes.

Veut-on voir dans le contrat de rente viagère une opération d'assurance ? On devra reconnaître aux arrérages le caractère d'une indemnité d'assurance, et leur appliquer, par conséquent, toutes les solutions admises pour l'indemnité d'assurance sur la vie dans les nombreuses difficultés soulevées à ce sujet, notamment au point de vue respectif des droits du constituant et du bénéficiaire. On devra encore appliquer à notre contrat, ou plutôt à ceux qui s'en servent, les règles de capacité établies pour les opérations d'assurance. Enfin, les droits dus au fisc, soit pour l'enregistrement des actes de constitution ou de transmission, soit, avant la loi du 14 avril 1898, pour le timbre des contrats, différeront ou différaient notablement suivant que notre contrat est ou non devenu un contrat d'assurance.

C'est même cet intérêt fiscal qui a porté cette question devant les tribunaux. Elle a été tranchée d'ailleurs avec persistance dans le sens de la négative par la Cour de cassation, qui s'est toujours refusée à assimiler la rente viagère à l'assurance en cas de vie. Néanmoins, la spécialité du point de vue auquel elle se plaçait, les motifs assez forts de quelques jugements (1), l'incertitude de la doctrine sur ce point, laissaient la question douteuse. Une loi récente, du 13 avril 1898 (2), la loi de finances, pour mettre fin aux procès qui naissaient entre l'Enregistrement et les Compagnies, et peut-être aussi pour augmenter le rendement d'une source d'impôts, a, contrairement aux tendances de la Cour suprême, assimilé la rente viagère à l'assurance sur la vie : désormais les droits de tim-

(1) Cf. notamment Trib. Seine, 13 novembre 1896, *J. Ass.*, 97, p. 55.

(2) Art. 16.

bre seront les mêmes pour les deux contrats. Faudra-t-il en conclure que nos législateurs, plus clairvoyants sur ce point que nos magistrats, ont discerné définitivement le caractère nouveau du contrat de rente viagère?

§ II. — EXAMEN DES SOLUTIONS PROPOSÉES.

Il faut bien reconnaître qu'ils seraient alors en contradiction avec la plupart des auteurs.

Quelques uns, il est vrai, semblent pencher pour l'assimilation. « La formule descriptive suivante comprend dans sa généralité toutes les opérations d'assurances sur la vie en usage : Moyennant le paiement d'une prime unique ou de primes annuelles, la Compagnie d'assurance paie au bénéficiaire de l'assurance un capital ou une rente déterminés, soit lorsque l'assuré décède, soit lorsqu'il atteint un certain âge, soit sans condition après un certain nombre d'années, soit immédiatement (1). » Il est clair que cette formule comprend toutes les rentes viagères. De même, M. Couteau affirme que toutes les opérations des Compagnies (rentes viagères, assurances en cas de vie, assurances en cas de décès) peuvent devenir des opérations d'assurances, suivant l'intention des parties.

Mais le plus grand nombre refuse de reconnaître le caractère d'une assurance sur la vie à la rente viagère, et surtout à la rente viagère immédiate. Seulement le désaccord commence, lorsqu'il s'agit de préciser en quoi la rente viagère diffère essentiellement de l'assurance sur la vie.

Examinons rapidement les différentes opinions émises

(1) Chaufton, *Assurances*, 1, p. 313.

à ce sujet; puis, si elles ne nous satisfont pas entièrement, nous essaierons de formuler la nôtre.

A. — Un premier groupe d'auteurs affirme que, dans la rente viagère, il n'y a point de risque. « On ne voit pas un préjudice susceptible d'être causé par la réalisation d'un événement incertain, dans le fait de vivre au-delà d'un certain nombre d'années (1). »

« Lorsqu'on invoque un préjudice, en droit, il faut être en mesure de le chiffrer; il faut, en un mot, que ce soit un préjudice pécuniaire, et non pas un préjudice métaphysique, qui n'existe que dans l'esprit de celui qui s'en plaint (2). »

Préjudice métaphysique ! Cela est bientôt dit : examinons les faits de plus près. Voici un homme de 50 ans, un ecclésiastique, par exemple. Son traitement de vicaire ou de curé lui permet de vivre : il a même pu économiser un petit pécule; mais la vieillesse arrive; ses forces, usées, vont bientôt lui faire défaut. Il prévoit que l'heure de la retraite approche, et que, quand elle aura sonné, le revenu du capital amassé ne suffira pas pour assurer son existence quotidienne. Il est donc dès maintenant certain qu'il sera obligé d'entamer chaque année son capital; la brèche, qu'il y fera, sera chaque année plus forte, puisque chaque année son revenu diminuera, sans compter les dépenses imprévues de maladie. Et s'il vit au-delà d'un certain nombre d'années, qu'il peut évaluer facilement, il verra le dernier écu de son capital disparaître, et il se trouvera dans la misère. Est-ce là un préjudice métaphysique? Avoir un capital qui diminue chaque année, prévoir le jour où il

(1) Lefort, *op. cit.*, I, p. 107.

(2) Montluc, *Ass. sur la vie*, p. 31.

sera épuisé, où l'on tombera dans la détresse, alors qu'on est devenu inapte à la lutte, qu'on aurait droit au repos, et donc besoin d'un revenu assuré, n'est-ce pas vraiment courir *un risque*, le risque de *survivre à son capital* (1)? Danger incertain, puisqu'une mort, vraiment bienfaisante, pourra le prévenir; mais danger terrible, et menaçant bien les intérêts matériels et pécuniaires de celui qui le court.

Or, ce risque, notre ecclésiastique a un sûr moyen de l'éviter : ce capital, dont le revenu est insuffisant, qu'il le verse dans la caisse d'une Compagnie; celle-ci, chaque année, sous forme de rente viagère, lui en rendra une fraction, augmentée des intérêts qu'il produit; et si le rentier vit encore le jour où la Compagnie lui aura ainsi remboursé par annuités tout le capital constitutif, c'est-à-dire si le risque se réalise, la Compagnie continuera néanmoins à lui servir chaque année la même rente. Il semble bien, quoi qu'on dise, qu'il y ait là, comme dans toutes opérations d'assurances, un risque évité. Au surplus, les auteurs qui refusent, en matière de rente viagère immédiate, de voir un risque dans la prolongation de la vie, reconnaissent que cette prolongation de la vie constitue un risque dans l'assurance de rente différée et de capital différé. Cette concession paraît ruiner leur système (2). Cherchons donc une différence plus décisive.

B. — Il y a bien dans la rente viagère un risque véritable qu'on veut éviter, disent d'autres auteurs (3). Mais ce n'est pas la réalisation de ce risque qui donne lieu au paiement de l'indemnité; car le risque, c'est la dispropo-

(1) Cf. Vermot, *Catéchisme de l'assurance*, 1, p. 10.

(2) Vavasseur, *L'assurance sur la vie et la Rente viagère*, *Revue des sociétés*, 1888, p. 276 et suiv.

(3) Herbault et de Folleville, *Assurances sur la vie*, p. 14; Sébire et Carteret, *Encyclopédie du droit*, v^o *Rente viagère*.

portion des charges qui pèsent sur le rentier avec le revenu dont il dispose ; et la condition d'exigibilité des arrérages, c'est seulement la survie. Or, il se peut que le rentier vive et que les charges qu'il redoutait ne se soient pas réalisées, ou qu'il ait trouvé un moyen de les supporter aisément.

Nous répondrons immédiatement à ce raisonnement, qu'en matière d'assurances en cas de mort, il se peut faire que, par suite de circonstances imprévues, le décès qui constitue la réalisation du risque ne cause pas au bénéficiaire de l'assurance la perte pécuniaire redoutée ; c'est ce qui arrive, par exemple, lorsque le père de famille qui a stipulé une assurance en cas de décès, est devenu pour les siens, par suite de maladie ou d'infirmité, une charge, et non plus un soutien. L'opération n'en reste pas moins une assurance. Le danger qu'a voulu éviter le stipulant, c'est assurément de laisser en mourant le bénéficiaire sans ressource. Mais le signe extérieur auquel on est convenu de reconnaître que ce danger s'est réalisé, c'est la mort du stipulant, sans qu'on ait à rechercher quelles en sont en réalité les conséquences pécuniaires. De même dans la rente viagère. Le danger véritable, c'est la survivance de l'assuré à ses ressources pécuniaires ; le signe extérieur auquel on est convenu de reconnaître que le risque s'est réalisé, c'est la survivance à un âge donné. Nous ne voyons pas encore là une différence essentielle.

C. — Les arrérages peuvent constituer pour le rentier un bénéfice ; or, une assurance ne doit jamais procurer qu'une indemnité : telle est une troisième opinion, soutenue par Quenault (1).

Mais, en vérité, où est ce prétendu bénéfice ? Le voit-on

(1) Quenault, *Assurance terrestre*, n° 16.

dans l'excédent possible des arrérages payés sur le capital constitutif ? Mais n'est-il pas de principe que l'indemnité dépasse, et de beaucoup, la prime d'assurance ? On nous rappelle qu'après avoir touché l'indemnité réparatrice, l'assuré ne doit pas se trouver plus riche qu'avant le sinistre. Soit. Mais peut-on dire que notre rentier soit plus riche qu'avant d'avoir versé son capital à la Compagnie ? C'est mal envisager les choses : car, pour lui, la réparation du préjudice consiste précisément dans les versements d'arrérages que lui fait la Compagnie, et qui lui permettent de ne point tomber dans la misère. C'est un mal évité, un sinistre réparé, et non point un bénéfice réalisé : *damnum vitatum, non lucrum captatum*. Cherchons toujours quelque raison meilleure de distinguer les deux contrats.

D. — M. Couteau a cru la trouver cette meilleure raison dans le raisonnement suivant. L'association est un élément *essentiel* de l'assurance. Or, la rente viagère peut être constituée par un particulier : c'est même seulement sous cette forme qu'elle a été prévue par le Code.

Cette argumentation serait décisive, si l'on ne pouvait concevoir d'autre forme d'assurance que l'*assurance mutuelle*. Mais les faits journaliers nous apprennent que cette forme n'est en rien essentielle à l'assurance. Peu importe que le contrat soit passé par une Compagnie, du moment que cette Compagnie traite avec des *tiers, non associés*. Qu'on mette à la place de la Compagnie un capitaliste assez riche et hardi pour entreprendre l'opération, celle-ci ne changera pas de caractère : comment donc affirmer que l'association en est un des éléments essentiels (1) ?

(1) Voir en ce sens : Agnel, *Manuel général des assurances*, p. 4, n° 7; Sébire et Carteret, *op. cit.*, 1, p. 128.

E. — Écartons encore deux raisonnements, dont l'un est peu compréhensible, et l'autre insuffisamment démonstratif; on les trouve tous les deux dans les conclusions de M. l'avocat général Desjardins, sur lesquelles a été rendu l'arrêt déjà cité de la Chambre civile du 25 mai 1891 (1).

Le premier est ainsi présenté par l'éminent magistrat : « En matière de rente viagère, le constituant ne peut se libérer du paiement de la rente en offrant de rembourser le capital. Il en est autrement en matière d'assurances sur la vie : d'après l'usage constant des Compagnies, le paiement de la prime est facultatif pour l'assuré. »

En vérité, il n'y a rien là qui puisse surprendre : car on considère dans un cas *l'indemnité*, et dans l'autre cas *la prime*. Et si, d'une part, on n'a jamais vu un assureur avoir le droit de se soustraire au paiement de l'indemnité en remboursant les primes reçues, ce qui peut expliquer l'article 1979, d'autre part, on voit, dans la rente viagère différée, que le rentier a le droit, comme un assuré sur la vie, de cesser, quand bon lui semble, le paiement des primes.

« Mais, ajoute M. Desjardins, le Code civil distingue formellement les deux contrats (art. 1964). » Cette fois l'affirmation est incontestable. Mais on peut répondre que le Code civil ne connaissait guère les assurances sur la vie, et que s'il distingue la rente viagère des assurances *maritimes*, il n'a ni pu ni voulu par là trancher la question de savoir si la rente viagère est ou n'est pas une assurance *sur la vie*.

Une note de M. Wahl, sous le même arrêt de la Chambre civile, serre cette question de plus près. Pour M. Wahl

(1) S. 92, 1, 33.

comme pour M. Vavasseur (1), la différence essentielle entre la rente viagère et le contrat d'assurance sur la vie, c'est que, dans la rente viagère, le droit aux arrérages, qui constitueraient l'indemnité, serait certain quant à son existence, incertain seulement quant à sa quantité, et que cette certitude est incompatible avec une opération d'assurance où l'indemnité doit être conditionnelle.

Ceci est plus digne de réflexion. Cependant, remarque la note, cette objection ne s'applique pas aux rentes viagères *différées* : ici le droit aux arrérages se trouve conditionnel, même dans son existence, tant que le délai du différé n'est pas expiré. C'est ce que reconnaît M. Vavasseur, et il admet donc que les rentes viagères différées sont des assurances sur la vie.

Mais on peut faire à la théorie de M. Wahl une réponse plus décisive, si l'on admet la conception du risque en matière de rente viagère, telle que nous avons essayé de la préciser.

En effet, si le risque proprement dit c'est la survivance de l'assuré à son capital épuisé, il est manifeste que les arrérages ne prendront le caractère *d'indemnité* que lorsque le risque se sera *réalisé* : c'est-à-dire lorsque ce capital sera vraiment épuisé ; c'est-à-dire encore, lorsque la Compagnie l'aura intégralement remboursé au rentier, sous forme d'arrérages annuels. Si bien que le droit à l'indemnité reste parfaitement conditionnel, puisque nul ne sait, ni l'assureur, ni l'assuré, si le rentier touchera une somme d'arrérages plus forte que le capital qu'il a versé à la Compagnie, augmenté des revenus que ce capital aurait produits entre ses mains s'il l'avait gardé.

(1) Article déjà cité.

Ce n'est donc pas encore dans cette théorie que nous trouvons la différence décisive que nous avons entrepris de préciser.

§ III. — POURQUOI LA RENTE VIAGÈRE N'EST PAS
UNE OPÉRATION D'ASSURANCE.

Et cependant, nous aussi, nous pensons que ni la rente viagère immédiate, ni même la rente viagère différée ne sont des opérations d'assurance !

Reportons-nous au contrat d'assurance pour en bien comprendre l'essence.

S'assurer, c'est s'imposer volontairement une perte pécuniaire, légère et certaine, pour éviter, pendant une période de temps déterminée, une perte pécuniaire peut-être ruineuse et sans cesse menaçante.

Il suffit d'un instant de réflexion pour reconnaître que cette définition s'applique exactement à toute opération ayant, sans conteste, le caractère d'une assurance, — que le sinistre redouté soit l'incendie, la grêle, les accidents, la maladie ou la mort. Tenons-la donc pour juste. Nous allons immédiatement en extraire les trois éléments essentiels de l'assurance, qui sont :

1° Une perte incertaine, et sans cesse menaçante, c'est-à-dire un *risque permanent* ;

2° Une perte périodique, légère et certaine, c'est-à-dire une *prime*, acquise par l'assureur, quoi qu'il arrive ;

3° Une indemnité conditionnelle, de beaucoup supérieure à la prime.

On ne nous objectera pas qu'en fait, l'indemnité d'assurance est à peine supérieure, quelquefois inférieure, aux primes déjà versées. Ce serait mal comprendre la nature

du contrat d'assurance, qui est par essence, ainsi que nous venons de le faire voir, un contrat périodique et sans cesse renouvelé. Chaque prime représente le prix de l'indemnité conditionnelle, pendant une période donnée : un an, un mois, peu importe. La période s'étant écoulée (et peu importe que le sinistre, condition suspensive du droit à l'indemnité, se soit ou non réalisé), cette prime est légitimement acquise à l'assureur. Le contrat d'assurance a fonctionné pour cette première période ; le paiement de la deuxième prime va de nouveau le mettre en mouvement pour la deuxième période, et ainsi de suite. C'est donc au montant de la prime versée pour la période où le sinistre est arrivé, et non au total des primes précédentes, qu'il faut comparer le montant de l'indemnité.

Ces trois éléments essentiels se retrouvent-ils dans le contrat de rente viagère ?

Un premier fait saute aux yeux : le risque couru n'est point permanent. Ce risque, en effet, nous l'avons vu, c'est le danger que courait le rentier, de survivre à un capital qui s'use et s'amointrit chaque année. Or, si ce danger est grave, il n'est pas *immédiat* : s'il se réalise, ce sera à une époque qu'on peut plus ou moins exactement préciser, qui se rapproche chaque jour, mais qui reste plus ou moins lointaine.

De cette différence essentielle une autre va découler : c'est que notre contrat n'est plus périodique ; qu'il ne consiste plus dans l'échange d'une prime périodique contre la créance conditionnelle d'une indemnité.

Mais, de fait, où est la prime d'assurance dans la rente viagère ? Qu'est-ce que la Compagnie acquiert *certainement*, en échange de l'indemnité qu'elle s'expose à payer ? On sera bien embarrassé de le dire. Ce n'est pas le capi-

tal constitutif, puisque, si le risque se réalise, ce capital aura été intégralement restitué, avant que l'indemnité ne soit payée. Ce que la Compagnie acquiert, en réalité, c'est la chance de s'approprier une partie du capital constitutif, par la mort du rentier survenue avant l'époque du risque. Il intervient entre la Compagnie et le rentier *un échange de chances*, mais rien qui ressemble au versement d'une prime d'assurance.

Donc, pas de risque permanent, point de primes d'assurance : voilà, nous semble-t-il, des différences essentielles, décisives, qui nous permettent d'affirmer, cette fois, sans hésiter, que les rentes viagères ne sont pas une opération d'assurance.

Et l'on remarquera que ce raisonnement a l'avantage de s'appliquer aussi bien à la rente viagère différée qu'à la rente viagère immédiate. Dans les deux cas, le risque est le même : dans les deux cas, la certitude qu'acquiert le rentier de ne point voir la fin de son capital a pour prix la chance contraire que court la Compagnie de verser moins qu'elle n'a touché. Une chance de gain n'a jamais constitué une prime d'assurance. Et peu importe que le capital constitutif puisse être versé par primes annuelles. Ces primes ne sont pas des primes d'assurance : car elles ne représentent nullement, nous venons de le voir, le prix d'une indemnité conditionnellement due pendant la période où elles ont été versées. Et il faut au contraire qu'elles aient été *toutes* versées, pour que l'*indemnité* promise, c'est-à-dire les arrérages stipulés, soient intégralement dus.

Ici peut-être une objection nous attend. N'y a-t-il pas, nous dira-t-on, une ressemblance frappante entre les rentes viagères différées et les assurances de capitaux diffé-

rés ? Les unes, comme les autres, ne sont-elles pas des assurances *en cas de vie*, c'est-à-dire des assurances contre la simple survivance au-delà d'un âge donné ? Et le langage même des Compagnies n'autorise-t-il pas cette définition ?

Notre réponse sera brève. Les assurances de capitaux différés sont en effet de tous points semblables aux assurances de rentes différées ; mais elles n'attirent point ces dernières dans la classe des assurances, pour cette bonne raison que les assurances de capitaux, pas plus que les assurances de rentes, ne sont de véritables assurances. Il est évident que notre définition ne s'y applique pas. D'abord, on ne comprend guère que le fait de dépasser un âge donné constitue un risque, si l'on ne suppose pas, comme nous avons eu soin de le faire, un capital qui s'use et menace de disparaître. En tous cas, ce risque n'est pas permanent, lui non plus ; le contrat n'est pas plus périodique que ne l'est la rente viagère immédiate. Et nous nous refusons à reconnaître aux primes constitutives le caractère de primes d'assurance, puisque c'est leur totalité, et non pas chacune d'elles, qui donne droit au capital ou à la rente assurée.

Voyons les chiffres, d'ailleurs ! Prenons l'assurance en cas de décès sous sa forme élémentaire, l'assurance-vie entière. J'ai vingt-cinq ans ; je paye chaque année 2 fr. 35 ; et chaque année, si je meurs, la Compagnie versera au bénéficiaire désigné 100 fr. La prime est de 2,35 0/0 : voilà une proportion normale entre une prime et une indemnité. Revenons maintenant à l'assurance *en cas de vie*. J'ai vingt-cinq ans. Je veux m'assurer à un âge quelconque, 45 ans, par exemple, un capital de 100 francs. La prime nécessaire sera de 46 fr. 02, si elle est versée d'un seul

coup; elle sera de 66 fr. 20, si elle est versée par fractions annuelles (1)! Est-ce là la proportion normale entre une prime et une indemnité d'assurance? La démonstration nous paraît bien claire et probante.

Ainsi, ni la rente viagère, immédiate ou différée, ni même les assurances en cas de vie ne sont des opérations d'assurance.

On nous objectera peut-être que, dans un cas au moins, la rente viagère peut être assimilée à une assurance : c'est le cas de la rente dite *de survie*, que nous avons étudiée plus haut. Ici, la rente n'est due que si un décès se produit, mais dès qu'il se produit : le risque, que cette rente va réparer, est en réalité ce décès lui-même; et le versement d'une seule des primes constitutives peut donner lieu au paiement des arrérages; nous trouvons bien ici le caractère permanent du risque, le caractère périodique de l'assurance. N'est-ce pas une assurance sur la vie, en cas de décès?

Oui, assurément; mais cela n'infirmes en rien notre théorie. Dans la rente de survie, il y a en réalité deux contrats : une assurance en cas de décès et une rente viagère. Une assurance sur la vie, qui assure le paiement d'une indemnité en cas de décès du stipulant, et un contrat de rente viagère, qui commence à fonctionner dès que l'indemnité est due, et qui donne à cette indemnité la forme d'une rente, au lieu de la forme d'un capital qu'elle affecte le plus souvent. Il y a juxtaposition de deux contrats qui, dans leur nature, restent parfaitement distincts.

(1) Cf. *Tarifs de la « Nationale »* p. 57.

SECTION II. — La Rente viagère est un prêt aléatoire.

Il nous reste à préciser dans quel genre d'opérations on doit classer la rente viagère, immédiate ou différée, et les assurances en cas de vie.

Nous pourrions, négligeant les assurances des capitaux différés, qui ne rentrent point dans notre sujet, nous borner à répondre comme certains auteurs l'ont fait :

Les rentes viagères, immédiates ou différées, sont le contrat défini et réglé par le Code civil, art. 1968 et suivants.

Cette façon très simple de résoudre la question ne nous paraît pas suffisante. Il y a grand intérêt, au sujet de la capacité qu'il réclame, au sujet de la nature des arrérages, au sujet des difficultés qui se posent dans les liquidations de communautés et de successions, à préciser la nature véritable, l'essence même de notre contrat ; à déterminer, en particulier, s'il constitue, comme on le dit souvent, une *aliénation*, opinion que semble accréditer l'expression populaire de *placement à fonds perdus*.

Or, nous n'hésitons pas à considérer cette expression comme inexacte. *Placement*, oui ; à *fonds perdus* ? pas toujours. La rente viagère n'est pas une aliénation. La rente viagère immédiate, la rente viagère différée, et aussi l'assurance de capitaux différés, sont en réalité des *prêts aléatoires*.

Ce contrat de prêt aléatoire ou de prêt viager, qui n'a, à notre connaissance, fait l'objet d'aucune étude approfondie, est cependant bien connu des praticiens, et en particulier des Compagnies d'assurances, qui l'emploient

sous des formes variables (1). Tantôt l'emprunteur s'engage à restituer le capital qu'il a reçu par annuités, dont chacune comprend une fraction du capital et une somme d'intérêts. C'est la forme décrite par un auteur anglais (2), qui lui donne le nom d'annuités à vie.

« Quelquefois il arrive qu'un emprunteur, préférant se libérer successivement et partiellement, s'engage à restituer chaque année, avec les intérêts échus, une portion du capital emprunté jusqu'à parfait remboursement du capital, en sorte que, la dernière annuité payée, l'emprunteur ne doit plus rien, ni intérêts, ni capital. Mais on peut aussi convenir que l'emprunteur paiera pendant toute sa vie une certaine annuité. De ces deux contrats, le premier n'a rien d'aléatoire; il change seulement le mode habituel de paiement. Mais il en est autrement du second. Le prêteur court le risque de perdre, si l'emprunteur ne vit pas assez longtemps pour s'acquitter; et l'emprunteur, de son côté, s'expose à payer plus qu'il n'a reçu, les intérêts compris. Le montant des annuités est fixé comme il convient aux parties, suivant l'âge, la constitution, la situation et la conduite de l'emprunteur. »

Cette combinaison est usitée dans certaines Compagnies d'assurances. Elle se dissimule sous l'apparence d'une assurance en cas de décès, que l'on fait signer à l'emprunteur, et dont il doit payer les primes calculées d'après les tarifs. Mais, en réalité, le capital, qui constitue l'indemnité d'assurance, lui est compté dès le jour du contrat; des garanties sont exigées par la Compagnie, pour le

(1) En pratique, cet emploi est peu fréquent : car les Compagnies exigeront naturellement de leur emprunteur de sérieuses garanties, que celui-ci aura sans doute peine à fournir.

(2) Blackstone, cité par Dalloz, *Rép.*, v^o *Rentes viagères*, n^o 5, p. 134.

paiement des annuités; et toute obligation cesse de part et d'autre, lorsque l'emprunteur vient à mourir.

Tantôt, le capital emprunté et les intérêts stipulés ne doivent être touchés par la Compagnie qu'après la mort de l'emprunteur. Ce capital et ces intérêts accumulés, calculés d'après l'âge de l'emprunteur et la durée probable de sa vie, forment une somme totale exigible au décès de celui-ci, et dont le remboursement est garanti en général par hypothèque. C'est la forme que nous trouvons dans un procès tranché par jugement du Tribunal de la Seine, le 5 décembre 1891 (1).

Il peut arriver même que le prêteur ait versé par annuités à l'emprunteur le capital, qui doit être restitué au décès de celui-ci; et nous rencontrons cette combinaison dans une espèce soumise successivement au Tribunal de Valence, à la Cour de Grenoble et à la Cour de cassation (2). Les parties avaient rédigé deux contrats : le premier, portant prêt par la Compagnie à M. de Siéyès d'un capital de 200.000 fr. productif d'intérêts à 5 % et remboursable au décès de l'emprunteur; l'autre, contenant constitution, au profit de M. de Siéyès, d'une rente viagère de 25.190 fr. au moyen dudit capital prêté, lequel en réalité ne quittait donc pas la caisse de la Compagnie. Quant aux intérêts (10.000 fr. par an), ils étaient prélevés chaque année sur les arrérages. La Cour de Grenoble jugea souverainement, en fait, que ces deux conventions ne formaient en réalité qu'un seul contrat aléatoire; nous pouvons ajouter que ce contrat était un prêt aléatoire, qui, en dernière analyse, se réalisait de la façon suivante : la Compagnie

(1) Urbaine contre Peschaud, *J. Ass.*, 1892, p. 228.

(2) Syndic du Crédit viager contre Siéyès, Valence, 7 juillet 1886; Grenoble, 31 janvier 1887; Req., 13 mars 1888, D. 88, 1, 357.

s'engageait à verser, chaque année, à l'emprunteur, sa vie durant, une somme de 15.190 francs, et, se fondant sur l'âge de l'emprunteur, convenait avec celui-ci de fixer à forfait à 200.000 francs la somme qui, au décès de M. de Siéyès, lui serait versée, pour la rembourser, en capital et intérêts, des annuités fournies par elle, et dont le nombre était inconnu.

Le caractère commun de ces opérations, c'est d'être un prêt fait par une Compagnie à un particulier, prêt dans lequel intervient le calcul de la vie probable de l'emprunteur, dont l'âge sert à déterminer, d'après les tables de mortalité, le montant du capital qui devra être remboursé, et le chiffre des intérêts qu'il devra produire; prêt aléatoire, par conséquent, prêt *viager*, dont le résultat sera avantageux ou désavantageux pour l'emprunteur, suivant qu'il aura vécu plus ou moins longtemps.

Or, renversons cette hypothèse, et supposons qu'au lieu d'être prêteur, la Compagnie se fasse emprunteur: la nature de l'opération ne pourra être modifiée par ce seul fait que les parties auront échangé leurs rôles.

J'ai cinquante ans; au lieu d'emprunter, je *prête* à la Compagnie une somme de 10.000 francs, [en stipulant que la Compagnie me remboursera mon capital et les intérêts en provenant par annuités viagères égales, représentant chacune: soit une fraction égale du capital prêté, augmentée d'une somme d'intérêts dont le taux ira évidemment en croissant, puisque le capital gardé par la Compagnie décroît chaque année; soit une somme d'intérêts servis à un taux fixe, et complétée chaque année par une fraction du capital dont le montant ira en croissant, puisque, avec le même taux, les intérêts décroissent en

même temps que le capital gardé par la Compagnie (1).

Mais comment déterminer le taux de cet intérêt ou le montant de ces fractions égales? C'est ici qu'intervient le calcul des probabilités. La Compagnie consulte ses tables de mortalité, qui lui apprennent que la vie moyenne de tous ses prêteurs de cinquante ans est de vingt ans et demi. Elle en déduit, par un calcul que nous ne pouvons ni ne saurions exposer ici, que l'annuité, qu'elle pourra servir à chacun, est pour cent francs empruntés de 6 fr. 42: somme représentant une portion de capital et une portion d'intérêts, calculées comme si chaque rentier devait mourir à l'âge indiqué par les tables de mortalité. Telle sera donc l'annuité versée. Quant au résultat de l'opération, c'est-à-dire au taux réel de l'intérêt servi ainsi qu'au montant réel de la fraction du capital annuellement restituée, la Compagnie ne les connaîtra que lorsque le prêteur sera mort. Ce prêt intervenu entre eux est un prêt aléatoire.

Les parties auraient pu stipuler que le remboursement par annuités, au lieu de commencer dès la première année écoulée après le versement du capital prêté, ne commencerait qu'après un certain délai, un, cinq, dix, vingt ans, peu importe. L'accumulation des intérêts pendant ce

(1) Cette dernière façon d'envisager la composition de l'annuité est, à notre avis, plus conforme à la réalité. — Car c'est sur un taux constant et choisi par la Compagnie que son calcul est fondé. Si l'on désigne par C , le capital prêté; par A , l'annuité payée pendant un nombre n d'années; par $F_1, F_2, F_3, \dots, F_n$, la fraction, sans cesse croissante, de capital comprise dans l'annuité, au bout de 1, 2, 3... n années, et par t le taux de l'intérêt, supposé constant, l'importance de la fraction de capital restituée chaque année est donnée par la formule générale suivante: $F_n = (c - At) (1 + t)^{n-1}$. Il est donc facile de calculer cette fraction, quand on connaît t et n .

délai aurait évidemment pour résultat d'augmenter le montant des annuités qui devraient être servies. En reprenant les chiffres de la précédente hypothèse et les tarifs de la Compagnie, nous trouvons en effet que l'annuité monterait à 7 fr. 93, au lieu de 6 fr. 42, pour un délai de *trois ans* ; à 9 fr. 20, pour un délai de *cinq ans* ; à 12 fr. 61, pour un délai de *dix ans*.

Enfin le prêteur, en versant son capital, pourra stipuler qu'il lui sera remboursé, non pas par annuités, mais d'un seul coup, capital et intérêts accumulés, à une époque qu'il fixe dès maintenant ; et pour augmenter le taux des intérêts produits, il introduit dans ce contrat de prêt un aléa, en consentant à ne point être remboursé, s'il n'est plus vivant au jour du remboursement. A un prêteur âgé de vingt-cinq ans, la Compagnie peut, toujours d'après ses tables de mortalité, promettre, après vingt ans, un remboursement de 100 francs, pour un prêt de 46 fr. 02, c'est-à-dire un taux d'intérêts composés de 3 fr. 954 %.

Tous ces prêts sont aléatoires, puisque le montant de la somme remboursée, puisque le taux des intérêts servis varieront, à l'avantage ou au détriment des parties, suivant que l'existence du prêteur aura duré plus ou moins longtemps.

Or, dans ces trois nouvelles formes de prêts aléatoires, on a déjà reconnu la rente viagère immédiate, la rente viagère différée et l'assurance d'un capital différé. Nous avons ainsi démontré l'exactitude de notre affirmation initiale : la rente viagère immédiate, la rente viagère différée, l'assurance de capital différé sont des prêts aléatoires.

Cette théorie se trouve d'ailleurs plus ou moins explicitement confirmée par un texte de notre matière et plusieurs décisions de la jurisprudence.

L'article 1978 porte que « le seul défaut de paiement des arrérages de la rente n'autorise pas celui en faveur de qui elle est constituée à demander le remboursement du capital. »

Pourtant, la solution contraire ne serait-elle pas équitable et juridique, si ce capital était le *prix d'achat* de la rente viagère ? Mais on conçoit en revanche à merveille que le rentier ne puisse réclamer le remboursement du capital constitutif, si les arrérages qu'il a déjà touchés l'ont déjà remboursé en partie. Il pourrait tout au plus demander le remboursement du solde de ce capital. Nous retrouverons d'ailleurs cette question en son temps.

Quant à la jurisprudence, elle tend de plus en plus à adopter notre opinion.

« Le prêt, même à rente viagère, est un des modes de placement prévus par la loi, » dit un jugement du Tribunal de la Seine du 3 février 1869 (1).

« Le capital nécessaire à la constitution d'une rente viagère s'éteint graduellement par voie d'amortissement au moyen du paiement des arrérages, » ainsi s'exprime à deux reprises le Tribunal de commerce de la Seine (2).

Cette opinion n'est pas sérieusement contredite par un autre jugement du Tribunal de la Seine, du 5 décembre 1891 (3), qui veut voir dans les rentes viagères une aliénation. Car il est obligé d'y reconnaître une aliénation *d'une nature particulière*, « qui peut rentrer dans les actes dits d'administration, » et qui peut être valablement

(1) *Journ. Ass.*, 71, p. 187.

(2) 14 novembre 1884, *J. Ass.*, 85, p. 197; 1^{er} septembre 1886, *J. Ass.*, 86, p. 469. Voir aussi en ce sens : Grenoble, 13 janvier 1887, *S.* 90, 1, 169, et note de M. Lacoste.

(3) *J. Ass.*, 92, p. 228.

consentie par une femme séparée de biens. Si cette aliénation est d'une nature si particulière, n'est-ce pas qu'elle constitue un *placement*, un *prêt aléatoire*, et non une *vente*?

Telle est aussi l'opinion de M. Guillouard (1). Ces différentes autorités, jointes à la démonstration que nous avons essayé de faire, nous paraissent ne laisser subsister désormais aucun doute sur la véritable nature de notre contrat (2).

Nous aurons, à plusieurs reprises, à nous en souvenir pour en déduire des conséquences relatives soit à la capacité qu'il exige, soit à la nature des arrérages.

(1) *Contrats aléatoires*, p. 208, n° 136.

(2) Si la rente viagère est un prêt, n'est-elle pas, ou ne peut-elle pas être dans certains cas un prêt *commercial*?

La question présente un intérêt pratique touchant, non pas le taux de l'intérêt, mais les règles de compétence et les modes de preuve.

Or, l'opinion qui paraît dominer, en jurisprudence et en doctrine, c'est qu'un prêt a un caractère commercial, lorsque les deniers prêtés doivent servir à une opération commerciale. (Paris, 2 mars 1860, D. 60, 5, 78; Cass., 16 mai 1886, S. 87, 1, 345; Paris, 4 février 1891, *Loi*, 27 février; Lyon, 3 juin 1889, D. 91, 2, 21; Req., 12 juin 1894, D. 94, 1, 473; Paris, 28 décembre 1893, D. 94, 2, 500; Lyon-Caen et Renault, iv, 694; D. J. G., *Supp.*, *Prêt à intérêt*, n° 125).

Mais les Sociétés d'assurances à primes fixes sont réputées commerciales (Cf. Carpentier, *Rép.*, v° *Acte de commerce*, nos 1035 et suiv.), et telles sont toutes ou presque toutes les Sociétés d'assurances françaises qui servent des rentes viagères; et les rentes viagères sont assurément des opérations commerciales par rapport auxdites Sociétés. La conséquence est qu'elles peuvent réclamer, lorsqu'elles sont assignées, la juridiction commerciale, et que les modes de preuve commerciaux peuvent être invoqués contre elles. Ce raisonnement nous paraît rigoureusement exact. Nous n'avons pas trouvé pourtant que la question se soit posée en fait.

CHAPITRE IV

CONDITIONS DE VALIDITÉ DU CONTRAT

« Quatre conditions, dit l'article 1108 du Code civil, sont essentielles pour la validité d'une convention : le consentement de la partie qui s'oblige ; sa capacité de contracter ; un objet certain qui forme la matière de l'engagement ; une cause licite dans l'obligation. »

Nous allons consacrer une section à chacune de ces conditions de validité.

SECTION I. — Du consentement.

§ 1^{er}. — QUELS SONT LES CONSENTEMENTS NÉCESSAIRES ?

Quels sont les consentements nécessaires à la formation du contrat ?

A. — D'une part, d'abord, le consentement de la Compagnie. (Nous verrons plus loin qui peut le donner).

D'autre part, non moins évidemment, le consentement du souscripteur du titre de rente.

Rien à ajouter, si ce souscripteur est en même temps bénéficiaire, et si la durée de sa vie est la mesure de la rente.

Mais nous avons vu que le bénéficiaire peut être distinct du souscripteur, et que la tête sur laquelle la rente est constituée peut être celle d'une troisième personne.

Ces trois personnes doivent-elles consentir au contrat ?

B. — La question se pose souvent, en pratique, pour le bénéficiaire.

C'est ici le lieu de se souvenir qu'une constitution de rente viagère faite au profit d'un tiers bénéficiaire n'est autre chose qu'une stipulation pour autrui, et que l'article 1973 ne fait qu'appliquer l'article 1121.

On l'a contesté. M. Laurent (1) a prétendu que l'article 1973 ne pouvait s'appliquer qu'au cas où la rente viagère libérale était l'accessoire d'un autre contrat profitant au stipulant ; mais que, quand la constitution d'une rente viagère au profit d'un tiers est un contrat indépendant, on ne peut lui appliquer le texte de l'article 1121. Cette opinion extrême est restée isolée. D'autres ont affirmé seulement que l'article 1973 constituait une exception, ou du moins une extension apportée à l'article 1121. C'est comprendre, à notre avis, ce dernier texte bien étroitement, bien plus étroitement que ne l'a compris la jurisprudence. Car celle-ci admet, d'une façon constante, que la stipulation pour autrui est valable, non seulement lorsqu'elle est la condition d'une stipulation que l'on fait pour soi-même, mais encore toutes les fois que le stipulant a un intérêt pécuniaire et même purement moral à l'exécution des engagements du promettant envers le tiers (2).

Constituer une rente viagère au profit d'un tiers, c'est

(1) xxvii, n° 266.

(2) Amiens, 26 avril 1888, S. 88, 2, 220 ; Bourges, 7 mai 1888, S. 89, 2, 17 ; Civ. cass., 16 janvier 1888, D. 88, 1, 77 ; *France judiciaire*, 88, 2, 125 ; Cass., 30 avril 1888, D. 88, 1, 291 ; Aubry et Rau, iv, § 343 *ter*, p. 308.

donc faire une stipulation pour autrui. Il en résulte que toutes les solutions admises pour les stipulations pour autrui, touchant le consentement exigé du tiers bénéficiaire, l'époque à laquelle ce consentement peut intervenir, son effet, touchant l'effet de la stipulation elle-même vis-à-vis du bénéficiaire, des créanciers et des héritiers du stipulant, devront être admises également en matière de rentes viagères libérales.

Malheureusement, ces solutions sont loin d'être incontestées.

Nous n'avons pas évidemment à rapporter ici les discussions que soulève cette question difficile des stipulations pour autrui. Elle a fait récemment l'objet de maints articles et de maints ouvrages, auxquels nous nous bornons à faire un renvoi (1).

Il est nécessaire cependant que nous choisissons entre les diverses théories présentées; car les conséquences pratiques de ces théories diffèrent parfois considérablement. Pour résoudre les difficultés pratiques, il faut avoir pris parti dans la controverse initiale.

C'est sur le fondement du droit du bénéficiaire que porte cette controverse. Cinq systèmes nettement différents se sont fait jour.

Le premier et le plus ancien, au moins dans notre siècle, voit dans la stipulation pour autrui une double convention: l'une, dès maintenant définitive, entre le stipulant et le promettant; l'autre, formée par la réunion d'une offre de libéralité par le stipulant au bénéficiaire, et de l'acceptation de cette offre par celui-ci.

(1) Labbé, notes au Sirey, 1877, 1, 393; 1885, 1, 5; Chavegrin, *Droit*, 4 novembre 1888; Worms, thèse, 1893; Lambert, thèse, 1893; Bailly, *Mon. Ass.*, 1897, p. 517.

Le deuxième assimile la stipulation d'autrui à une gestion d'affaires; le stipulant serait le gérant, et le bénéficiaire le géré qui, par une acceptation, ratifie la gestion.

Les partisans du troisième système disent : Le promettant contracte une obligation alternative ou plutôt facultative, non pas quant à l'objet, mais quant à la *personne* du créancier. Il paiera au bénéficiaire, ou bien au stipulant.

Une quatrième doctrine, qui nous vient ou plutôt nous revient d'Allemagne, attache un effet obligatoire à la sollicitation unilatérale faite par le promettant. Le stipulant a provoqué cette sollicitation; il en a pris acte, et l'acceptation du bénéficiaire, avant laquelle cette sollicitation a déjà engendré une *dette* dans le patrimoine du promettant, fait naître la *créance* correspondante dans le patrimoine du tiers.

Enfin, une cinquième opinion qui s'appuie sur de décisives considérations historiques, admet que la convention passée entre le stipulant et le promettant fait naître directement et sur la tête du bénéficiaire, par exception au principe de la personnalité de l'effet des contrats, un droit de créance immédiat, mais révocable tant que le bénéficiaire n'a pas déclaré vouloir en profiter. Cette déclaration, analogue à l'acceptation d'un droit héréditaire, a pour effet de rendre ce droit de créance irrévocable.

Cette dernière théorie a toutes nos préférences. Nous ne voulons pas encore une fois entrer ici dans cette discussion. Mais M. Lambert (1) nous paraît avoir victorieusement démontré l'exactitude de son opinion (2). Adoptons-

(1) *Op. cit.*

(2) Nous avons terminé ce chapitre, lorsque nous eûmes l'occasion de lire l'ouvrage publié sous le nom de M. Bufnoir, par plusieurs de ses anciens élèves (*Propriété et contrat*, Paris, 1900). Notre satisfaction

la donc telle quelle, et appliquons-la à la question qui nous occupe, celle du consentement.

Le tiers au profit de qui une rente viagère est constituée doit-il donner son consentement au contrat ?

Evidemment, il ne peut être gratifié malgré lui; s'il déclare qu'il ne veut pas accepter le bénéfice de la rente, celle-ci ne devra pas lui être servie. Devra-t-elle être servie au stipulant ? Autrement dit, le contrat sera-t-il nul, faute d'acceptation du bénéficiaire ?

Nous l'avons dit, la libéralité faite à un tiers est révocable, tant que celui-ci ne l'a pas acceptée. S'il la refuse, le stipulant la révoquera et deviendra lui-même créancier. Le contrat restera valable, mais l'exécution n'en devra être ni plus ni moins onéreuse que les contractants ne l'avaient prévue; la durée de la rente ne devra donc pas changer; la rente devra toujours rester fixée sur la tête choisie lors de l'échange des signatures, c'est-à-dire, le plus souvent, sur la tête du bénéficiaire récalcitrant.

Supposons maintenant, comme il est vraisemblable, que le bénéficiaire accepte la rente viagère. Sous quelle forme et à quel moment cette acceptation doit-elle intervenir ?

On admet unanimement qu'elle peut être tacite, et qu'elle résulte suffisamment du fait que le rentier a touché ou réclamé un seul terme d'arrérages.

Expresse ou tacite, elle peut intervenir utilement à toute époque, tant que le stipulant n'a pas révoqué sa libéralité. Elle pourrait même, en théorie, être donnée efficacement par les héritiers du bénéficiaire, à condition qu'en

a été grande de voir que la théorie à laquelle nous nous rallions ici est celle que défendait l'éminent professeur. (Cf. *op. cit.*, leçon xli, p. 573 et suiv.)

fait la rente survive à celui-ci. En tous cas, les héritiers auraient le droit, en acceptant la rente au nom de leur auteur, de réclamer le paiement des arrérages échus et non touchés. L'acceptation pourrait même être valablement donnée, au nom d'un mineur, par son père administrateur légal ou tuteur, même si c'est le père qui a stipulé la rente ; solution admise en jurisprudence (1), mais inapplicable dans la théorie de l'offre.

Quelle que soit la date de l'acceptation, la rente viagère est toujours entrée dans le patrimoine du tiers bénéficiaire, à la date du contrat passé entre le stipulant et la Compagnie. C'est ce que ne peuvent admettre les partisans de la théorie de l'offre. Ils ne peuvent expliquer non plus l'opinion généralement admise, suivant laquelle l'acceptation intervient utilement même après le décès du stipulant. Car le décès ne change rien au droit acquis par le bénéficiaire. Du moins il ne le diminue pas, mais il le consolide : car on n'admet pas généralement que le droit de révoquer la libéralité puisse être exercé par les héritiers du stipulant (2).

C. — Presque toujours c'est sur la tête du bénéficiaire qu'est fixée la rente viagère. Elle peut pourtant l'être sur la tête d'une personne étrangère au contrat. Et l'on peut alors se demander si le consentement de cet étranger est nécessaire.

Le Code ne le dit pas ; mais certains auteurs, notamment Merger (3), l'affirment. En effet, disent-ils, une cir-

(1) Caen, 11 janvier 1863, Bonneville de Marsangy, 2, 262 ; Cass., 28 octobre 1888, S. 89, 1, 890 ; Cass., 27 juillet 1892, D. 92, 1, 557.

(2) Cf. Lambert, *op. cit.*, p. 100 et s. — En sens contraire : Bufnoir, *op. cit.*, p. 584.

(3) *Assurances terrestres*, p. 75.

culaire ministérielle du 11 juillet 1818 a défendu « d'assurer sur la vie d'autrui, sans son consentement. » Cette prohibition inspirée par cette idée que la vie d'un homme ne peut être sans son consentement l'objet d'un contrat, doit s'appliquer également au contrat de rente viagère.

Cette conclusion ne nous paraît pas exacte. Toute prohibition est de droit étroit, et la circulaire ministérielle ne vise exclusivement que les assurances sur la vie (1).

On ne voit pas, au contraire, comment les principes généraux du droit pourraient rendre nécessaire le consentement d'une personne, qui n'est point *partie* au contrat, qui ne devient ni créancière ni débitrice et dont la capacité est, de l'avis de tous, indifférente.

§ II. — COMMENT CES CONSENTEMENTS SONT-ILS CONSTATÉS.

DE L'ACTE CONSTITUTIF.

Ainsi deux consentements sont *indispensables* à la *formation* du contrat : celui de la Compagnie et celui du souscripteur. Comment seront-ils constatés ?

Ils le seront dans l'acte constitutif du contrat, dans la « police » de rente viagère, comme disent les Compagnies.

Comment est rédigée et que contient cette police ?

Deux règles sont constantes :

1° La police est toujours un acte sous seings privés, alors même que la rente viagère constitue une libéralité faite par le stipulant au profit d'un tiers. C'est l'application de l'article 1973.

2° La police est toujours rédigée en double original. On peut se demander s'il ne suffirait pas d'en dresser un seul

(1) Voir en ce sens : Paris, 13 décembre 1851, S. 54, 1, 114.

exemplaire, lorsque le capital constitutif est déjà versé au moment de la signature du contrat (et c'est le cas de tous les contrats de rente viagère immédiate passés par les Compagnies). En effet, l'obligation qui prend naissance paraît bien alors unilatérale. La Compagnie doit les arrérages, et le rentier a besoin de son titre. Mais le rentier ne doit plus rien, et dès lors à quoi bon munir la Compagnie d'un double ?

C'est qu'il sert à la Compagnie de titre de propriété, en quelque sorte, du capital versé. Souvent les Compagnies ont à prouver, contre les héritiers du rentier, le caractère définitif et la date exacte des consentements échangés entre elles et le rentier. Cette preuve leur serait difficile, si l'acte n'était pas rédigé en double. En revanche, on ne rédige point, dans la pratique, la police en triple original, alors même que le stipulant et le bénéficiaire seraient distincts, et tous deux présents au contrat. On fait signer cependant le bénéficiaire, mais simplement pour avoir un exemplaire de sa signature. Son consentement n'étant pas nécessaire à la formation du contrat, la Compagnie ne le considère point comme étant véritablement *partie* au contrat. Et, de fait, s'il était absent, ce qui peut être fréquent, la police ne pourrait être rédigée qu'en double et n'en serait pas moins valable.

Quant aux termes mêmes du contrat, voici, pour préciser les idées, un modèle de police de rente viagère immédiate :

MODÈLE N° 20

N°

Nom du Rentier

M. DUBOIS

Age: 65 ans

POLICE

DE RENTE VIAGÈRE IMMÉDIATE

Agence de Romorantin

RENTE ANNUELLE

Fr. 1.200

Payable par trimestres

CAPITAL

Fr. 11.743 30 c.

Entre la Compagnie d'une part, et d'autre part,

Monsieur DUBOIS (PAUL-HENRI-LÉON), propriétaire, demeurant à Romorantin (Loir-et-Cher), rue Verte, n° 2, né à Bourges (Cher) le vingt-cinq novembre mil huit cent quinze ;

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

La Compagnie s'oblige à servir à Monsieur DUBOIS, susnommé, une rente viagère sur sa tête et à son profit de mille deux cents francs par an, sans retenue, en quatre paiements de trois cents francs chacun, dont le premier aura lieu le vingt-huit février mil huit cent quatre-vingt-un, le deuxième le vingt-huit mai suivant, le troisième le vingt-huit août de la même année, et ainsi de suite, de trois mois jusqu'à son décès.

Cette rente est constituée moyennant la somme de onze mille sept cent quarante-trois francs trente centimes que la Compagnie reconnaît avoir reçue comptant de Monsieur DUBOIS, plus six francs pour le coût du contrat.

Les arrérages du trimestre, dans le cours duquel le décès du rentier arrivera, demeureront acquis à la Compagnie.

Fait double par la Compagnie, à Paris, le vingt novembre mil huit cent quatre-vingt, et, pour le Rentier, à Romorantin, le vingt-neuf mêmes mois et année.

Le Rentier,

L'un des Administrateurs,

Le Directeur,

Signé : **P. DUBOIS.**

Signé : **A.....**

Signé : **B.....**

Voici donc, en résumé, les mentions diverses que contient le contrat :

Nom et prénoms, domicile du stipulant. Désignation, siège social de la Compagnie ;

Nom et prénoms, domicile du bénéficiaire ;

Nom et prénoms, domicile et âge de la personne sur la tête de qui la rente est constituée ;

Montant annuel des arrérages ;

Époques de paiements (trimestres ou semestres) ;

Montant du capital constitutif ;

Quittance dudit capital ;

Clause dite : « sans arrérages au décès ; »

Date ;

Signatures.

Si la rente viagère est stipulée différée, et non plus immédiate, la police contient en outre :

La durée du délai après lequel la rente sera servie ;

Le nombre et le montant des primes que doit payer le stipulant ;

La quittance de la première prime ;

Le lieu et le mode de paiement des suivantes ;

Une clause de résiliation, en cas de non paiement de ces primes ;

Une attribution de juridiction au tribunal du siège de la Compagnie, pour toutes les contestations relatives au contrat.

Toutes ces mentions ne sont pas également intéressantes, et ce n'est pas ici le lieu de les examiner toutes.

Retenons seulement les deux observations suivantes :

Quant aux signatures : La Compagnie est presque toujours représentée par deux signatures, qui sont celles de deux Administrateurs ou du Directeur et d'un Administra-

teur. Mais c'est là un point réglé par les statuts, au gré de leurs auteurs.

Quant à la date du contrat : Elle présente, dans le contrat de rente viagère, une importance particulière : car les articles 1974 et 1975 annulent toutes rentes viagères créées sur la tête d'une personne décédée au jour du contrat, ou déjà atteinte de la maladie dont elle est décédée dans les vingt jours de la date du contrat.

Or, qui aura intérêt la plus souvent à intenter contre la Compagnie cette action en nullité ? Les héritiers du rentier. La Compagnie pourra-t-elle invoquer contre eux l'article 1322, et leur opposer la date contenue au contrat, même si celui-ci n'a pas reçu de date certaine ? Les héritiers au contraire pourront-ils prétendre qu'ils sont des tiers en la circonstance, et que l'acte, n'ayant date certaine qu'au jour du décès du stipulant, doit tomber sous le coup de l'article 1975 du Code civil ?

La question a été controversée, et l'intérêt pratique de cette controverse est manifeste. Si l'on admet en effet que l'acte constitutif de rente viagère n'a pas date certaine vis-à-vis des héritiers du constituant, en dehors des cas de l'article 1328, les Compagnies devront faire soigneusement enregistrer tous leurs contrats de rentes viagères. Sinon, pas un seul de leurs rentiers ne pourra mourir de maladie, sans qu'elles ne soient exposées à l'action en nullité fondée sur l'article 1975. Et comme, en outre, il est certain que l'article 1328 est limitatif, et que par aucun autre moyen la sincérité de la date d'un acte sous seings privés ne peut être établie vis-à-vis des tiers, le fait même d'avoir exécuté le contrat ne pourrait servir à la Compagnie pour prouver la date exacte de ce contrat. *Dura lex,*

sed lex (1)! Sa posture, dans cette action en nullité, serait donc des plus mauvaises.

La solution de cette difficulté dépend de l'interprétation qu'on donne à l'article 1322. Car un premier point est certain, c'est que, au contraire de ce qu'affirme un arrêt de la Cour suprême (2), l'article 1975 ne formule aucune exception aux principes généraux de la matière contenus dans les articles 1322 à 1328 du Code civil.

L'article 1322 rend opposable, d'une façon générale, aux héritiers et ayants cause du souscripteur la date énoncée dans l'acte souscrit.

Mais les auteurs et la jurisprudence ont remarqué que, dans certains cas, cette règle comportait une exception, et que l'héritier devait être considéré, à cet égard, comme un tiers, lorsqu'il « agit en vertu d'un droit propre, quoique dépendant de sa qualité d'héritier; » par exemple, lorsqu'il exerce l'action en réduction, en qualité d'héritier réservataire, ou qu'il attaque en vertu de l'article 1545 une vente passée entre de futurs époux, mais n'ayant pas date certaine avant le mariage (3).

Or, à première vue, il semble que l'action en nullité fondée sur l'article 1975 soit également l'exercice d'un droit propre aux héritiers. Car le fait, qui donne ouverture à cette action, c'est le décès du crédi-rentier. Elle n'a donc jamais pu lui appartenir; elle est donc personnelle à ses héritiers. C'est ce qu'ont décidé plusieurs arrêts (4).

(1) Cf. Larombière, art. 1328, nos 50, 51; Huc, art. 1328; Cass., 28 juillet 1858, D. 58, 1, 316; Rouen, 22 juin 1872, D. 74, 2, 38.

(2) Civ., 5 avril 1842, D. 42, 1, 199.

(3) En ce sens : Civ. cass., 31 janvier 1837, S. 37, 1, 533; Req., 6 février 1838, S. 38, 1, 108.

(4) Cass., 15 juillet 1824, S. 25, 1, 46; Colmar, 20 décembre 1830, S. 31, 2, 183; Angers, 18 février 1837, S. 39, 2, 426.

Mais cette théorie repose sur une confusion. Sans doute le plus souvent cette action en nullité n'aura pas appartenu au crédi-rentier. Mais elle appartient au moins à son hérédité ; et la meilleure preuve, c'est que le curateur à la succession vacante pourra l'exercer, et, bien entendu, la date de l'acte lui sera opposable (1). L'action en réduction ne peut être au contraire exercée que par l'héritier : c'est que l'une lui est vraiment personnelle et non pas l'autre.

Au surplus, il suffit que la rente viagère soit constituée sur une autre tête que celle du constituant, pour que l'action fondée sur l'article 1975 appartienne à celui-ci, et cette possibilité démontre une seconde fois que cette action n'est nullement personnelle aux héritiers du constituant.

Concluons donc que l'article 1322 du Code civil s'applique à notre matière, et que la date du contrat de rente viagère, même non rendue « certaine, » est opposable aux héritiers du souscripteur ; opposable jusqu'à preuve contraire naturellement : c'est le droit commun, et les héritiers pourront, par tous les moyens, faire la preuve de l'antidate. Mais cette preuve leur incombe (2).

§ III. — CES CONSENTEMENTS PEUVENT-ILS ÊTRE AUTREMENT CONSTATÉS ?

Lorsqu'un capitaliste se présente dans les bureaux d'une Compagnie, pour passer un contrat de rente viagère, on commence par lui faire signer une pièce dite « Déclara-

(1) Arg. Bordeaux, 3 juin 1870, S. 70, 2, 315 ; Chambéry, 4 mars 1864, S. 64, 2, 207.

(2) En ce sens : Larombière, *loc. cit.* ; Aubry et Rau, § 388, n° 17 ; Huc, art. 1975, p. 442 ; Guillouard, *Rente viagère*, p. 248.

tion » ou « Proposition de rente viagère. » Puis il verse à la Compagnie les fonds nécessaires à la constitution de la rente. Enfin, la Compagnie lui délivre un contrat de rente viagère régulier et définitif.

Ces trois opérations peuvent fort bien être séparées par quelques jours.

Il faut établir le tarif de la rente ou les clauses du contrat, ou bien il faut, si le capitaliste ne s'est pas adressé au siège de la Compagnie, transmettre son offre aux représentants autorisés de la Compagnie. Pendant que ces quelques jours s'écoulent et que les formalités s'accomplissent, le futur rentier peut devenir incapable ; ou bien il peut décéder plus de vingt jours après la signature de la proposition ou après le versement du capital, mais moins de vingt jours avant la signature du contrat définitif. Il peut donc devenir très intéressant de savoir à quel moment précis le contrat s'est formé.

En fait, il importe moins de connaître la date à laquelle le contrat s'est juridiquement formé que celle à laquelle *on peut prouver* qu'il s'est formé. Car les droits ne valent, en pratique, qu'autant qu'ils peuvent être prouvés.

Or, si l'on peut concevoir que le contrat, échange de consentements, s'est formé, dès que l'acceptation de la Compagnie vient rencontrer et vivifier en quelque sorte la proposition du rentier, indépendamment de tout écrit, en fait, il sera impossible que la preuve de cette acceptation soit administrée sans qu'aucune police ait été régulièrement établie et signée. C'est donc la date de cette dernière qui sera la date du contrat ; et nous ne faisons qu'appliquer dans cette solution la règle généralement admise, d'après laquelle le contrat est définitif, lorsque l'acceptation de l'offre a été extérieurement manifestée. La signa-

ture de la police par le directeur et l'administrateur compétents, et son passage de leur bureau aux mains des employés chargés de la remettre, constituent cette manifestation extérieure, nécessaire et suffisante (1). On a essayé pourtant de chercher ailleurs cette preuve des consentements échangés, notamment dans le versement du capital constitutif entre les mains de la Compagnie. Le Tribunal de la Seine (2) a ainsi jugé qu'un contrat de rente viagère, dont la date réelle était litigieuse, ne pouvait pas être postérieur au versement des fonds et qu'en conséquence il était valable, si ce versement était antérieur de plus de vingt jours au décès du constituant. Ce raisonnement paraît bien hasardeux. Il n'est pas rare en effet que les fonds soient versés avant que l'accord ne soit intervenu entre les parties ; et ce versement est impuissant à produire une obligation à la charge de la Compagnie, aussi bien qu'à dessaisir le déposant de la propriété des deniers versés, tant que l'accord ne s'est pas établi entre eux sur tous les termes du contrat.

A plus forte raison, la signature de la seule proposition de rente viagère ne saurait former le contrat. Elle ne constitue qu'une offre, qui doit être acceptée pour produire quelque obligation. C'est ce qu'ont jugé, contrairement à la décision précédente, les Tribunaux de la Seine (3) et de Lyon (4), les Cours de Paris (5) et de

(1) Cf. Aubry et Rau, vi, § 343, p. 294.

(2) 24 décembre 1880, *J. Ass.*, 81, p. 79.

(3) 18 janvier 1882, *J. Ass.*, 82, p. 54.

(4) 7 juin 1892, *J. Ass.*, 94, p. 58.

(5) 23 février 1884, *J. Ass.*, 84, p. 229. Cet arrêt infirme le jugement du Tribunal de la Seine du 18 janvier 1882, mais il reconnaît néanmoins que le contrat est établi par un reçu *motivé* des fonds versés ; ce n'est donc pas par la simple remise du capital ; ce sont les termes

Lyon (1), et plus récemment le Tribunal de la Seine (2).

Mais ne pourrait-on pas prétendre que l'acceptation survenue de la Compagnie, condition nécessaire pour que le contrat se forme, opère rétroactivement (art. 1179) et rend le contrat valable au jour de la proposition? C'est ce que semble indiquer, encore que sans précision, l'arrêt déjà cité de Paris du 23 février 1884. Mais c'est une théorie insoutenable. Une *offre de contrat* n'a jamais constitué un contrat, *même conditionnel*.

Relevons, en terminant, une pratique des Compagnies, qui nous paraît offrir, pour elles, un léger inconvénient. Nous trouvons sur plusieurs Polices la mention suivante :

Fait double. *Pour la Compagnie* : à Paris, le 1^{er} novembre; et *Pour le rentier* : à Romorantin, le 8 novembre.

Que décidera-t-on, si le rentier meurt le 25 novembre de la maladie dont il était atteint au commencement de mai? En droit ne pourrait-on pas soutenir qu'il n'a consenti la constitution de la rente que le 8 novembre, et que le contrat est nul?

Cette prétention serait assurément mal fondée. En fait le rentier a donné son consentement, dès qu'il a signé la *proposition* de rente; le contrat s'est formé, dès que la Compagnie a accepté cette proposition, en signant la police. Mais la difficulté pourrait naître et il serait prudent de l'éviter : on l'éviterait en ne mentionnant sur le contrat qu'une seule date, celle du jour où la Compagnie a signé.

explicatifs du reçu délivré, qui constituent la preuve de la formation du contrat. Un pareil reçu est en réalité une *police provisoire*.

(1) 19 août 1893, *J. Ass.*, 94, p. 58.

(2) 24 juillet 1897, *Le Droit*, 27-28 septembre 1897; *Mon. Ass.*, 1897, p. 650.

SECTION II. — De la capacité des parties.

La capacité nécessaire à la validité du contrat doit être examinée successivement chez chaque partie, c'est-à-dire, d'une part, en considérant la Société et son représentant ; d'autre part, en considérant le stipulant, le bénéficiaire et l'assuré.

§ 1^{er}. — CAPACITÉ DE LA SOCIÉTÉ ET DE SON REPRÉSENTANT.

1^o Capacité de la Société.

La capacité, pour la Société, consiste uniquement à avoir une existence légale, et à être autorisée par ses statuts à passer des contrats de rente viagère.

A) Existence légale. — A quelles conditions une Société d'assurances sur la vie, à primes ou mutuelle, est-elle régulièrement et légalement constituée ?

C'est une question que nous n'avons pas à approfondir. Nous pouvons seulement noter que ces sortes de sociétés, régies par l'article 66 de la loi du 24 juillet 1867 et par le décret du 22 janvier 1868, sont soumises à la nécessité d'obtenir l'autorisation du Gouvernement, et de se conformer aux prescriptions édictées par ce décret pour toutes les Sociétés d'assurances.

Les formes de cette autorisation sont déterminées dans un règlement du ministère de l'intérieur du 23 décembre 1807 (1) et une instruction ministérielle du 22 octobre 1817 (2), qui règlent les conditions d'application de l'article 57 du Code de commerce.

(1) *Circulaires et instructions du ministère de l'intérieur*, II, p. 64.

(2) *Circulaires et instructions du ministère de l'intérieur*, III, p. 166.

L'autorisation est donnée par un décret en forme de règlement d'administration publique, inséré au *Bulletin des lois* avec les statuts approuvés, après que ceux-ci ont été soumis, ainsi que les tarifs, au Conseil d'État, qui peut les modifier comme bon lui semble.

Une fois homologués, statuts et tarifs ne peuvent plus être modifiés, sauf la faculté réservée en général aux Compagnies par leurs statuts de faire varier leur tarif d'un dixième.

Cette autorisation peut être révoquée, si les Compagnies ne se conforment pas à la réglementation qui leur est imposée. L'exemple s'est présenté (1).

Il est remarquable qu'à cet égard, les Sociétés étrangères jouissent d'une situation préférable à celle des Sociétés françaises. L'administration considère en effet que l'article 2 de la loi du 30 mai 1857 confère au Conseil d'État le droit d'autoriser par décret et en bloc toutes les Sociétés anonymes de tous les pays étrangers, et que par conséquent elle ne peut leur imposer l'obligation d'obtenir une autorisation individuelle.

Cette solution, souvent critiquée (2), nous paraît aussi inadmissible en droit pur qu'en équité. La loi de 1857 ne donne au Conseil d'État le pouvoir d'autoriser les Sociétés étrangères à vivre en France que si elles se « conforment aux lois de l'Empire. »

L'article 1^{er} le dit, et le droit commun de même. Or, les lois de l'empire exigeant une autorisation individuelle pour toutes Sociétés d'assurances sur la vie, pourquoi soustraire

(1) Cf. Décret du 2 décembre 1885, Duverger, 86, p. 60; décret du 17 août 1886, Duverger, 86, p. 327.

(2) Cf. Couteau, *Assurances sur la vie*, II, nos 269 et suiv.; Vavasseur, *Revue des Sociétés*, 1898.

les Sociétés étrangères à une loi aussi précise et aussi formelle ? Quoiqu'il en soit, la pratique est constante (1).

Quelle est maintenant la sanction, quant à la validité du contrat de rente viagère, de l'inobservation de ces formalités administratives ?

La Société, qui n'a pas obtenu, ou dont le Gouvernement a révoqué l'autorisation, n'a pas d'existence légale. Est-ce à dire que la police délivrée par elle au rentier n'ait pas de valeur juridique ?

Il ne faudrait pas être aussi affirmatif. D'abord, en tout état de cause, la police engage toujours la responsabilité personnelle des administrateurs qui l'ont signée. Il est vrai que cette responsabilité sera sans doute un peu illusoire en fait. Mais en outre il faut tenir compte ici de la jurisprudence que nous avons déjà rencontrée, et qui refuse formellement, et à bon droit, de reconnaître au contrat de rente viagère le caractère d'une assurance sur la vie. La conséquence de cette théorie s'aperçoit facilement. Constituée pour faire des opérations d'assurance sur la vie, la Société anonyme a besoin des autorisations que nous venons de désigner. Mais les constitutions de rentes viagères, qui peuvent être faites par de simples particuliers, peuvent être faits de même par les Sociétés sans autorisation gouvernementale. Nulle en tant que *Société d'assurances*, la Société peut donc rester valable en tant que *Caisse de rentes viagères*. Il y a là une question de fait, qui devra être tranchée dans chaque espèce. En particulier, elle l'a été dans le sens que nous indiquons, par un arrêt de Lyon (2). Il s'agissait d'une Société

(1) Voir sur ce point le Rapport de M. Chauchat, conseiller d'État, sur un projet de loi adopté par le Sénat, *J. Ass.*, 1899, p. 256.

(2) 6 janvier 1892, *J. Ass.*, 92, p. 156.

dite : « L'Avenir des familles, Société d'assurances pour la reconstitution des capitaux, » qui ne faisait pas d'assurances sur la vie, mais qui avait constitué des rentes viagères. Les demandeurs, créanciers d'un rentier, prétendaient faire résulter la nullité du contrat du défaut d'autorisation de la Société. Le Tribunal de Lyon (1) admet cette théorie, considérant que la rente viagère est une opération d'assurance sur la vie, et que toute Société passant de tels contrats tombe par là même sous le coup de l'article 66 de la loi de 1867. La Cour de Lyon (2) contredit cette affirmation, et décide que, la rente viagère n'étant pas une assurance sur la vie, la Société défenderesse « a été considérée à tort comme assujettie, pour avoir une existence légale, à l'observation de l'article 66 de la loi de 1867 sur les Sociétés.

Il est vrai que le même arrêt de Lyon prononçait la nullité du contrat de rente viagère attaqué, par cette raison que, Société d'assurances mutuelles, l'Avenir des familles était soumis au règlement du 22 janvier 1868, et que l'article 33 de ce règlement « n'autorise pas les placements par constitution de rente viagère et qu'en conséquence la Société débi-rentière n'avait pas la capacité légale pour passer un contrat de rente viagère. »

Cet arrêt de Lyon fut cassé par la Cour suprême, qui envisagea uniquement la question de savoir si la nullité invoquée était absolue ou relative (3). Tel fut également le point de vue auquel se plaça la Cour de Grenoble, statuant sur le renvoi toutes Chambres réunies (4). La question de la validité du contrat reste donc pendante.

(1) 31 mai 1890, *Ann. Dr. comm.*, 90, p. 146.

(2) 6 janvier 1892, *J. Ass.*, 92, p. 156.

(3) Civ. cass., 26 mai 1894, *Rev. Sociétés*, 1894, p. 410.

(4) 18 juin 1895, *Pand. fr.*, 97, II, 17.

A notre avis, il n'est pas possible de s'appuyer sur le décret du 22 janvier 1868, pour annuler les contrats de rentes viagères passés par les Sociétés d'assurances autres que les Sociétés d'assurances sur la vie et comme telles dispensées de l'autorisation gouvernementale. Les deux articles invoqués, l'article 5 pour les Sociétés à primes, et l'article 33, pour les Sociétés mutuelles, règlent le mode de placement des fonds sociaux, et ils ne prévoient pas, il est vrai, la constitution de rentes viagères. Mais il faut bien remarquer, ce que n'a pas semblé voir la cour de Lyon dans l'arrêt précité : 1° Que l'article 33 du décret n'est pas limitatif. C'est du moins ce qui résulte d'un arrêt de rejet de la Chambre civile du 20 février 1888 (1). La Cour de cassation reconnaît aux Sociétés d'assurances *mutuelles* le droit d'acquérir des immeubles, bien que ce mode de placement ne figure pas dans le texte de l'article 33 et alors même qu'il figure dans celui de l'article 5 ; pour que du rapprochement de ces deux textes il ne résulte pas une prohibition, il faut admettre que l'article 33 est purement énonciatif.

2° Que la constitution d'une rente viagère ne peut vraiment pas être considérée comme un *placement* fait par la Compagnie. Pour le rentier c'est une autre affaire : il verse à la Compagnie un capital, il le *place à fonds perdus*, suivant l'expression courante ; il le *prête*, en réalité, ainsi que nous l'avons admis. Mais, si le rentier est un prêteur, la Compagnie est un emprunteur ; un emprunt est exactement le contraire d'un placement. En quoi la Compagnie viole-t-elle les articles susvisés, si, après avoir

(1) S. 88, 1, 401.

touché le capital qui lui est immédiatement versé, elle le place en valeurs désignées par ces textes ?

Concluons donc qu'une Société d'assurances, mutuelles ou à primes, et à plus forte raison une Société qui ne fait pas d'opérations d'assurances, ne trouvent, ni dans la loi, ni dans les règlements en vigueur, aucun obstacle qui les empêche de constituer des rentes viagères immédiates. En conséquence, le contrat de rente viagère passé par une Société d'assurances *sur la vie* non autorisée peut rester valable, si cette Société peut justifier en fait qu'elle a une existence et un but, en dehors des opérations d'assurances *sur la vie* qui lui sont interdites. Et c'est ainsi, par exemple, qu'une Société d'assurances *contre l'incendie*, fonctionnant conformément au décret du 22 janvier 1868, constituerait valablement des rentes viagères même sans être autorisée à faire des opérations d'assurances sur la vie. Nous retrouvons donc justifiée l'affirmation qui avait servi de point de départ à cette discussion.

B) Autorisations des statuts. — Il est vrai d'ajouter qu'en fait le plus souvent ces Sociétés, qui ne sont pas ou ne sont que partiellement des Sociétés d'assurances sur la vie, et qui par suite ne trouvent pas dans la loi ou dans les décrets la prohibition de constituer des rentes viagères, trouvent le plus souvent cette prohibition dans leurs statuts, qui énumèrent limitativement les opérations en vue desquelles la Société est constituée et qu'elle a le droit de réaliser. Ceci revient à répéter ce que nous avons dit, que, pour avoir la capacité de constituer des rentes viagères, la Société doit, non seulement jouir d'une existence légale, mais encore être expressément ou tacitement autorisée par ses statuts.

On devine que l'action en nullité, qui constitue la sanc-

tion de cette double incapacité, sera fort différente, suivant qu'il s'agira de la première ou de la seconde.

Dans le second cas, en effet, l'incapacité résultant d'une prohibition contenue expressément ou tacitement aux statuts est édictée dans l'intérêt des seuls associés, et pourra être invoquée par eux seuls. C'est une application de l'article 125 du Code civil. C'est la théorie qu'appliquent les arrêts précités de la Cour de cassation et de la Cour de Grenoble à l'incapacité où se trouvent les Compagnies de placer leurs fonds autrement qu'en conformité du règlement du 22 janvier 1868.

Mais, dans le premier cas, la Société est incapable, parce qu'elle n'a point d'existence légale ; c'est une incapacité générale et d'ordre public, et que tout intéressé peut invoquer. Les articles 7 et 41 de la loi de 1867 ne peuvent laisser subsister aucun doute à ce sujet.

2° Capacité du représentant.

La Société, être moral, ne peut signer la police que par les mains d'un représentant. Celui-ci doit être capable d'engager la Société, c'est-à-dire avoir reçu de la Société les pouvoirs nécessaires. Et ces pouvoirs résultent de l'acte qui les définit, c'est-à-dire le plus souvent des statuts sociaux. Ces affirmations sont tellement claires qu'il semble oiseux de s'y arrêter. Cependant la Cour de Paris a trouvé moyen de soulever une difficulté à ce sujet. Un arrêt de ce siège du 23 février 1884 (1) a décidé qu'un agent d'une Compagnie américaine, investi du titre de « Directeur pour l'Europe, » était, par là même, « essentiellement pourvu du droit de passer des contrats de rentes viagères sur les

(1) *J. Ass.*, 84, p. 229.

bases déterminées d'une manière invariable par les statuts. » Et pourtant, dans l'espèce, les statuts portaient formellement qu'aucun risque ne serait accepté sans l'intervention du Conseil d'administration ou tout au moins du Président et de l'un des principaux administrateurs. Singulière théorie que celle de la cour de Paris, qui juge les pouvoirs d'un agent d'après son seul titre, et non d'après l'acte qui l'accrédite ! Cette décision ne nous paraît point appelée à faire jurisprudence. Elle est en contradiction d'ailleurs avec un arrêt de la Cour de cassation (1), qui, plus sagement, a décidé que le titre de « Directeur particulier » n'impliquait pas forcément le pouvoir de traiter pour la Société, alors même que ce directeur aurait pris l'habitude d'apposer sa signature soit sur les propositions de rentes viagères, soit sur les polices que l'Administration centrale lui envoyait signées. Il est incapable d'engager la Société, et sa signature est sans valeur.

En pratique les statuts des Sociétés décident le plus souvent que les polices, pour être valables, doivent être signées conjointement par le Directeur et un Administrateur ou par deux Administrateurs.

§ II. — CAPACITÉ DU STIPULANT ET DU BÉNÉFICIAIRE.

Nous avons vu qu'il peut y avoir une, deux ou trois personnes nommées dans le contrat : le *stipulant*, le *bénéficiaire* et la personne sur la tête de qui la rente est constituée, ou, comme disent plus brièvement les Compagnies, l'*assuré* (2).

(1) Req., 5 février 1879, *J. Ass.*, 79, p. 96.

(2) On peut remarquer que cette expression, commode, est inexacte. A proprement parler, dans toute assurance, l'*assuré*, c'est toujours le *bénéficiaire*.

Nous avons vu aussi que le consentement du stipulant était seul indispensable à la constitution du contrat.

Il est donc clair que, puisque ni l'assuré ni le bénéficiaire n'ont besoin de consentir, ni l'un ni l'autre n'ont besoin d'être capables.

Il n'y a rien à ajouter en ce qui concerne l'assuré. Pour le bénéficiaire il faut bien s'entendre. Si le bénéficiaire est incapable, de même que s'il ne consent pas, le contrat reste valable en lui-même ; c'est seulement la libéralité qu'il contient qui cesse de produire effet, de sorte que le stipulant devient bénéficiaire. Mais, pour que le contrat produise tout l'effet désiré par le stipulant, il faut que le bénéficiaire accepte la libéralité, et il faut de même qu'il soit capable de la recevoir (art. 1970). Cette capacité s'apprécie d'ailleurs d'après le droit commun.

Reste le stipulant. Il est nécessaire évidemment qu'il soit capable soit d'aliéner un capital mobilier, si l'on veut voir dans notre contrat une *aliénation*, soit de consentir un *prêt aléatoire*, si l'on reconnaît avec nous que la rente viagère n'est point autre chose. Voyons comment cette règle générale s'appliquera aux différents cas d'incapacité.

1° *Mineur*. — Avant la loi du 27 février 1880, rien n'aurait empêché un tuteur de stipuler, au nom, au profit et sur la tête du mineur, une rente viagère, qui ne pouvait évidemment (1) être qu'une rente différée ou qu'une rente temporaire. Car il pouvait librement disposer des capitaux du mineur (2). Il n'en est plus de même aujourd'hui.

(1) Evidemment, car la constitution d'une rente viagère *immédiate* sur la tête d'un mineur est une opération si peu avantageuse que les tarifs des Compagnies ne la prévoient jamais.

(2) Dalloz, J. G., v° *Minorité*, n° 452.

Presque forcément le tuteur devrait avoir recours à l'autorisation du conseil de famille, et souvent à l'homologation du tribunal, puisque, sans doute, les fonds versés à la Compagnie d'assurances proviendraient de l'aliénation de valeurs mobilières. (L. 27 février 1880, art. 1 et 2).

On peut seulement se demander si cette autorisation est encore nécessaire, lorsque les fonds versés à la Compagnie sont des deniers trouvés par le tuteur dans le patrimoine du mineur, ou encore toutes les fois que le tuteur cherche à faire emploi de capitaux échus au mineur (art. 6, loi de 1880), si l'on admet avec certains auteurs que l'autorisation exigée par les articles 1 et 2 n'est jamais nécessaire en cas d'emploi (1).

Il ne paraît pas douteux que le tuteur ne puisse, dans ces conditions, employer les capitaux du mineur à lui constituer une rente viagère différée, et ce sans autorisation du conseil de famille. Cette solution paraîtra d'autant plus certaine, si l'on songe qu'une rente viagère différée peut être constituée par le versement d'un grand nombre de primes annuelles, et que le tuteur pourra payer ces primes avec l'excédent des revenus du mineur sur les dépenses (art. 455). Le tuteur sera seulement responsable envers le mineur, si l'opération n'a point été celle d'un bon père de famille. Mais on pourrait fort bien imaginer des circonstances où le placement d'une cer-

(1) Cf. Aubry et Rau, 5^e édit. (1897), I, § 112, p. 687, n^o 31, *decies j.*; Note de Lyon-Caen sous Paris, 21 mai 1884, S. 85, 2, 97. La jurisprudence de la chambre du Conseil du tribunal de la Seine est fixée en ce sens : cette opinion semble solidement confirmée par les travaux préparatoires de la loi de 1880. Cf. Rapport de M. Denormandie, *J. off.*, 7 mai 1878, p. 4794.

taine somme en viager dans une Compagnie sera un sage et prudent emploi.

2° *Mineur émancipé*. — Sans aucun doute le mineur émancipé, qui peut disposer de ses revenus, pourra se constituer une rente viagère différée par le versement des primes annuelles prélevées sur les revenus.

Mais, pour verser à la Compagnie le capital constitutif en une seule fois, il devra être assisté de son curateur; soit que l'on considère la constitution d'une rente viagère comme une aliénation proprement dite, car il est clair qu'alors l'aliénation d'un capital mobilier aussi important ne peut être rangée parmi les actes de « pure administration » (art. 481); soit qu'adoptant notre manière de voir, on reconnaisse dans la constitution de rente viagère un prêt. Ce prêt, en effet, ne l'oublions pas, est *aléatoire*; il peut avoir comme conséquence la perte d'une partie du capital placé; il dépasse donc certainement les limites de la « pure administration ». D'autre part, si les fonds versés à la Compagnie proviennent de valeurs mobilières aliénées, le mineur émancipé, pour se procurer ces fonds, aura dû se conformer à la loi de 1880, c'est-à-dire être autorisé du conseil de famille, s'il est émancipé au cours de la tutelle et autrement que par son mariage (art. 4 de la loi de 1880).

3° *Dément*. — S'il est interdit, il est évident qu'une constitution de rente viagère faite par lui serait nulle de droit. (Art. 502).

Quant à son tuteur, ses droits et devoirs sont, quant aux biens, les mêmes que ceux du tuteur d'un mineur (art. 509 du Code civil). Notons seulement que l'article 510 du Code civil pourra motiver sérieusement la constitution, au

profit de l'interdit, d'une rente viagère, au moyen de ses revenus libres : s'il n'est pas interdit, la constitution de rente viagère faite par lui pourra être annulée suivant le droit commun, c'est-à-dire qu'il pourra obtenir l'annulation s'il prouve qu'il était en démence au moment précis où il a signé l'acte (arg. art. 504), ou bien que la cause de l'interdiction existait notoirement à l'époque de cette constitution, si depuis l'interdiction a été prononcée (art. 503).

Quant à ses héritiers, ils pourront obtenir cette annulation, en établissant que la démence du constituant ressort de l'acte constitutif lui-même (art. 504) ou bien que le constituant était en état de démence au moment précis, où il a signé l'acte; mais à condition que l'interdiction ait été, au moment du décès, prononcée ou provoquée (art. 504), ou bien que le constituant se trouvât, au moment où il a signé la police, interné conformément à la loi du 30 juin 1838 (art. 39 de cette loi).

Tel est le droit commun. L'application en a soulevé deux difficultés.

A) — Les héritiers du rentier ont, à plusieurs reprises, prétendu que le fait même de placer toute sa fortune à fonds perdus, en les dépouillant de la succession qu'ils espéraient, constituait de la part de celui-ci un acte de folie. On conçoit qu'ils aient apporté une conviction sincère à plaider cette thèse. Mais que vaut-elle ?

Le 26 juin 1855, un sieur Lavergne, capitaine en retraite des armées du premier Empire, se suicidait, et l'on s'apercevait que, pendant une période de vingt-trois ans, il avait passé avec la Nationale vingt-huit contrats de rente viagère, pour lesquels il avait versé à la Compagnie un capital de 483.149 francs. Les arrérages mêmes qu'il touchait, il les reversait en majeure partie à ladite Compagnie, pour

se constituer de nouvelles rentes. Et les héritiers, demandeurs en nullité, établissaient que le but avoué et poursuivi avec une féroce opiniâtreté par ce singulier monomane avait été de les dépouiller, de leur enlever jusqu'au dernier sou la fortune qui devait légalement leur revenir. Néanmoins, dans cette espèce bien caractéristique, le Tribunal de Tours et après lui la Cour d'Orléans jugèrent que ces faits et ces actes ne décelaient nullement un état de démence, au sens juridique du mot, et que les contrats devaient être maintenus (1).

B) — L'article 901 soustrait les donations aux articles 503 et 504 du Code civil. Lorsqu'on se trouve en présence d'une rente viagère constituée au profit d'un tiers, quels textes faudra-t-il appliquer? Faudra-t-il suivre les règles précédemment exposées, ou bien les héritiers pourront-ils, dans tous les cas, se réclamant de l'article 901, faire annuler la constitution de rente viagère, en établissant que le constituant n'était pas sain d'esprit?

Cela revient à se demander si une rente ainsi constituée est un acte à titre onéreux ou un acte à titre gratuit.

Or, elle est assurément l'un ou l'autre, suivant que l'on se place au regard de la Compagnie ou au regard du bénéficiaire.

C'est ce qu'exprime bien clairement l'article 1973, qui confirme cette opinion, précisément par l'exception qu'il crée, en faveur de ce contrat, à la règle de la solennité des donations. Dispensée, de par ce texte, de la forme solennelle, la rente viagère libérale reste soumise aux règles

(1) Orléans, 28 avril 1860, D. 60, 2, 98. — Cf. dans le même sens : Trib. Seine, 2 février 1855, *J. Ass.*, 1855, p. 301 ; Trib. Seine, 7 avril 1876, *J. Ass.*, 1876, p. 241 ; Trib. Seine, 4 avril 1883, *J. Ass.*, 1884, p. 27.

de fond qui régissent les libéralités et donc à l'article 901.

Mais alors il pourra arriver que les héritiers seront recevables à prouver la nullité du contrat à l'encontre du bénéficiaire, qui est un donataire, qu'ils l'établiront, en faisant la preuve de la démence au moment du contrat, et que d'autre part ils ne seront pas recevables à faire cette preuve à l'encontre de la Compagnie, qui a passé un contrat à titre onéreux, et non pas à titre gratuit. La situation sera singulière. On ne pourra en sortir, croyons-nous, qu'en condamnant le bénéficiaire du contrat litigieux à restituer les arrérages qu'il a perçus ; c'est une répétition de l'indu : il les a perçus à tort et sans droit, puisqu'il était incapable de recevoir. Quant à la Compagnie, elle restera à l'abri de toute réclamation ; on ne peut lui reprocher d'avoir payé au bénéficiaire désigné dans le contrat. Si ce dernier a mal reçu, la Compagnie, néanmoins, a bien payé. A moins qu'elle n'ait pas été de bonne foi, c'est-à-dire qu'elle ait connu la cause de nullité invoquée. En ce cas il semble qu'on pourrait la rendre responsable, solidairement avec le bénéficiaire, des paiements indus qu'elle a effectués entre ses mains.

4^o Prodigue. — On a souvent remarqué la différence de rédaction qui distingue l'article 481 de l'article 513. Il n'est pas question pour le prodigue de savoir si les actes qu'il peut accomplir seul rentrent ou non dans les limites étroites de la « pure administration ». Le Code définit son incapacité, en énumérant les actes qu'il ne peut passer qu'avec le concours de son conseil judiciaire. La constitution de rente viagère se ramène-t-elle à l'un des actes cités dans l'article 513 ?

Si on la considère comme une aliénation, point de doute.

On devra bien à la vérité permettre au prodigue de verser seul à une Compagnie d'assurances les primes annuelles au moyen desquelles il se constituera une rente viagère différée, si ces primes sont prélevées sur ses revenus (1); mais on devra lui interdire d'aliéner en une fois le capital constitutif, qui dépasse très probablement les limites de ces revenus.

En sera-t-il de même, si la constitution de rente viagère est un prêt, comme nous l'avons admis? Il faut bien reconnaître que non. Un prêt, même aléatoire, même comportant des chances de perte, s'il dépasse les limites de la « pure administration, » n'est pourtant pas un acte d'aliénation. L'individu pourvu d'un conseil judiciaire pourra donc le consentir seul. On trouvera peut-être cette solution dangereuse pour lui et contraire aux intentions du législateur; mais qu'on se rassure. En fait l'assistance du conseil judiciaire sera la plupart du temps nécessaire indirectement au prodigue, pour qu'il puisse faire un placement viager. En effet, si le capital constitutif qu'il doit verser à la Compagnie dépasse les limites de ses revenus libres, il devra, pour se procurer les fonds nécessaires, aliéner des valeurs mobilières. Or, cette aliénation, il ne pourra la réaliser qu'avec l'assistance de son conseil, assistance qui pourra toujours lui être refusée. En outre il est à noter que la Compagnie devra exiger sur les quittances d'arrérages la signature du Conseil judiciaire en même temps que celle du prodigue. Car les arrérages représentent, on s'en souvient, une portion du capital placé, et le prodigue ne peut donner valablement décharge de ce capital (art. 513).

(1) Civ. rej., 9 mars 1896, D. 96, 1, 391.

Notons aussi que le prodigue agissant seul est incapable de constituer une rente viagère au profit d'un tiers. Mais pour le prodigue comme pour l'interdit, n'oublions pas qu'une pareille opération est double, qu'elle comprend en réalité :

1° Le placement du capital en viager ;

2° L'aliénation à titre gratuit du droit aux arrérages.

C'est cette seconde opération seule pour laquelle le prodigue est frappé d'incapacité ; c'est celle-là seulement qui pourra être annulée. Le contrat de rente viagère lui-même subsistera donc.

5° *Femme mariée.* — Par le mariage la femme perd la capacité d'agir sans autorisation. Par la séparation de corps elle la recouvre tout entière. Pas de difficulté dans ces deux cas.

Mais si la femme obtient la séparation de biens, sa capacité est déterminée par deux textes contradictoires : l'article 217 et l'article 1449. Depuis longtemps les jurisconsultes s'ingénient à les concilier et ils sont arrivés à adopter généralement ce système. La femme séparée de biens peut faire des actes d'aliénation qui ne dépassent point les limites de la libre administration de ses biens. Mais quelles sont ces limites ? En quoi la « libre administration » diffère-t-elle de la « pure administration » permise, par exemple, au mineur émancipé ? La question est délicate et ce n'est pas ici le lieu de la résoudre (1). Aussi bien,

(1) Cf. Guillouard, *Contrat de mariage*, III, n° 1193, p. 136 ; Aubry et

en ce qui concerne les constitutions de rentes viagères, la jurisprudence est unanime à reconnaître qu'elles peuvent être faites sans autorisation par la femme séparée de biens et même le Tribunal de la Seine refuse, paraît-il, son autorisation, *comme inutile*, lorsqu'on la lui demande en pareil cas (1).

Seulement il faut avouer que cette jurisprudence peut être facilement attaquée, si l'on veut voir dans notre contrat une aliénation véritable. Aussi certains auteurs la critiquent-ils vivement. M. Guillouard (2) après avoir posé en principe que les seules aliénations permises à la femme séparée de biens agissant seule sont les aliénations qui rentrent dans les limites « d'une sage administration, » après avoir cité à l'appui de ce principe et l'article 217, et Pothier, et Bourjon, conclut ainsi :

« Le placement en viager est essentiellement un acte de disposition, dans lequel le crédi-rentier aliène un capital pour augmenter ses revenus ; il ne doit donc pas être permis à la femme séparée, qui ne peut, selon nous, faire que des actes d'administration, de disposer d'une façon aussi grave de son patrimoine mobilier » (3). Et en effet, si le placement en viager est une aliénation, comment concilier notre jurisprudence avec une série d'arrêts qui refusent à la femme séparée le droit d'aliéner ses biens mobiliers, fût-ce pour acquérir au comptant et en échange des biens

Rau, iv, § 516, p. 404 ; note de Labbé, sous arrêt d'Agen, 9 novembre 1881, S. 82, 2, 233 ; Huc, art. 1449, p. 327 et suiv.

(1) Paris, 17 mai 1834, S. 34, 2, 280 ; Trib. Seine, 3 février 1869, *J. Ass.*, 1871, p. 187 ; 4 avril 1883, *J. Ass.*, 1884, p. 27 ; 21 décembre 1891, *J. Ass.*, 1892, p. 163 ; Paris, 8 mars 1893, *J. Ass.*, 1893, p. 213, D. 93, 2, 256 ; Huc, art. 1449 ; Aubry et Rau, v, § 516, p. 404, n. 59.

(2) *Contrat de mariage*, III, nos 1194 et suiv.

(3) En ce sens : Laurent, xxii, n° 298.

immobiliers et même mobiliers, si l'importance du placement, eu égard à sa fortune, dépasse les limites d'un acte d'administration (1)? On relève la trace de l'embarras provenant de cette difficulté et du désir de concilier deux théories contradictoires dans les termes mêmes de l'arrêt de Paris du 8 mars 1893 : « Considérant que le placement en rente viagère comporte une aliénation, et que l'aliénation n'est point en principe un acte d'administration ; mais... qu'il échet de voir dans le placement de rente viagère une aliénation d'une nature particulière, qui peut rentrer dans les actes dits d'administration, lorsqu'il est effectué dans des conditions satisfaisantes et répond au besoin d'une sage administration. »

Voilà une théorie singulièrement flottante et qui laisse à l'arbitraire une place dangereuse ! A quoi les Compagnies reconnaîtront-elles par avance que la constitution de rente viagère qui leur est demandée par une femme séparée de biens se présente pour celle-ci dans des conditions satisfaisantes ? Et n'agiraient-elles pas prudemment en exigeant toujours l'autorisation maritale ?

Au contraire, aucune contradiction ne subsiste et tout embarras disparaît, si l'on admet avec nous que le placement en rente viagère est un *prêt*, et non pas une aliénation. C'est ce qu'a nettement vu et exprimé le jugement précité du Tribunal de la Seine du 3 février 1869 : « Attendu que dans le pouvoir d'administrer se trouve compris non seulement celui de toucher les fonds et revenus, mais encore celui de percevoir et aussi de placer et de prêter les capitaux et valeurs mobilières ; attendu que le

(1) Agen, 9 novembre 1881, S. 82, 2, 233 ; Lyon, 7 février 1883, D. 85, 2, 74 ; Civ. rej., 2 décembre 1885, S. 86, 1, 97 ; Paris, 14 novembre 1887, D. 88, 2, 226 ; Trib. Seine, 18 avril 1891, P. F., 92, 2, 49.

prêt, même à rente viagère, est un des modes de placement prévus par la loi. » Ainsi, dans tous les cas et sans qu'il y ait place pour l'arbitraire des Tribunaux, la constitution d'une rente viagère rentrera donc dans les limites de la capacité de la femme séparée de biens.

SECTION III. — De la cause du Contrat.

« Dans les contrats intéressés, disent Aubry et Rau (1), la cause, pour chacune des parties, se trouve dans l'avantage qu'elle entend se procurer, eu égard à la nature de la convention, et par l'effet direct qu'elle doit produire. »

Si nous appliquons cette définition à notre contrat de rente viagère, nous reconnaitrons immédiatement que sa cause, c'est la *chance de gain*, c'est l'*aléa*, que court chaque partie. Pourquoi la Compagnie offre-t-elle de servir des rentes viagères? C'est parce qu'elle sait qu'un certain nombre de ses rentiers mourra avant d'avoir reçu, sous forme d'arrérages, tout le capital versé. Pourquoi le rentier verse-t-il son capital à la Compagnie? C'est qu'il espère vivre assez longtemps pour recouvrer son capital et recevoir, en sus, une somme d'intérêts considérable. Cette affirmation n'est pour surprendre personne, puisque notre contrat est un *prêt aléatoire*.

§ I^{er}. — ABSENCE DE CAUSE. — ARTICLES 1974 ET 1975.

L'article 1131 nous apprend que « toute obligation sans cause.... ne peut avoir aucun effet. » L'article 1974 applique purement et simplement ce principe, en édictant

(1) IV, § 345, p. 321.

que « tout contrat de rente viagère créé sur la tête d'une personne qui était morte au jour du contrat ne produit aucun effet. » Il est clair en effet que le bénéficiaire de la rente n'a acquis aucune chance de gain, qu'il n'a couru aucun aléa, si la tête sur laquelle il a fixé la rente, ou si lui-même (en supposant que le contrat ait été signé par un mandataire) a cessé de vivre au jour du contrat, si par conséquent la rente s'est trouvée mort-née.

Est-ce du même principe que découle l'article 1975, qui refuse de même tout effet « au contrat par lequel la rente a été créée sur la tête d'une personne atteinte de la maladie dont elle est décédée dans les vingt jours de la date du contrat » ?

On l'a parfois contesté. Dans l'ancien droit, Pothier et la plupart des jurisconsultes estimaient qu'alors la chance de gain avait existé, mais qu'elle avait été peu sérieuse, infime, et que l'erreur commise par les parties sur cet aléa, cause du contrat, erreur substantielle, entraînait la nullité du contrat. C'est aussi la théorie défendue par différents auteurs modernes (1).

La plupart des auteurs cependant et presque toute la jurisprudence admettent que l'article 1975 établit une assimilation entre le rentier décédé avant le contrat et le rentier décédé dans les vingt jours du contrat de la maladie dont il était atteint; que la loi considère qu'une chance de gain aussi trompeuse n'est point une chance de gain, qu'une cause aussi faible, aussi exclusivement théorique, n'est point une cause et que le contrat ne peut avoir d'effet.

(1) V. notamment un article de M. Bidard, *Revue pratique*, 1866, xxii, p. 333 et suiv.

L'intérêt de cette controverse, c'est que dans la seconde théorie le contrat est inexistant, et que dans la première il est seulement annulable. A ce point de vue il nous semble que la seconde peut se réclamer d'un argument de texte assez fort : car le Code condamne dans les mêmes termes et de la même façon les rentes viagères consenties dans les deux hypothèses.

Un autre intérêt de choisir entre les deux théories réside dans ce fait que la première doit avoir pour conséquence de faire valider la constitution de rente viagère, si les parties ont connu l'état désespéré ou prévu la mort *imminente et certaine* de la tête prise pour mesure de la rente.

Mais cette conséquence même nous paraît condamner la théorie. On ne conçoit pas comment une rente viagère constituée dans de telles conditions resterait un contrat aléatoire, ni par suite comment on pourrait le valider, sous prétexte que les parties ont agi en connaissance de cause. Il faudrait, pour conclure à la validité, supposer que le constituant a voulu gratifier la Compagnie; supposition bien peu vraisemblable, et qui, d'ailleurs, en la tenant pour conforme à la vérité, devrait faire valider même la rente viagère constituée sur une tête déjà décédée.

Nous n'hésitons donc pas à admettre que les deux articles 1974 et 1975 ont le même fondement : l'absence de cause (1).

(1) Notons ici, comme ayant un intérêt pratique assez considérable, une décision récente de la Cour de Besançon (7 juin 1899, G. T., 26 octobre 1899), aux termes de laquelle le demandeur en nullité ne pourrait valablement produire un certificat de médecin, pour prouver que le rentier est mort de la maladie dont il était malade lors de la constitution de la rente : un tel certificat constituant une violation du secret professionnel.

§ II. — LES ARTICLES 1974 ET 1975 S'APPLIQUENT-ILS
AUX RENTES VIAGÈRES CONSTITUÉES SUR PLUSIEURS TÊTES ?

Écartons d'abord une hypothèse où la solution n'est pas douteuse : si toutes les têtes sont mortes avant l'expiration du délai de vingt jours, le contrat n'aura point d'effet. Un seul auteur, Dalloz, a soutenu le contraire, pour avoir appliqué trop logiquement une idée initiale inexacte que nous allons retrouver dans un instant.

La question qui se pose est donc de savoir si le décès d'une seule des têtes sur lesquelles la rente est fixée entraîne ou non la nullité du contrat.

Un parti fort nombreux et respectable dans la doctrine et dans la jurisprudence a soutenu la négative (1).

Cette théorie s'appuie sur deux arguments :

1^o L'article 1975 constitue une exception au droit commun ; il doit donc être interprété restrictivement ; or, il parle de la rente créée sur la tête d'une personne.

On pourrait, à cet argument de pur texte, répondre qu'une rente créée sur la tête de deux personnes, dont l'une est morte ou mourante, est une rente créée sur la tête d'une personne mourante, en même temps que sur celle d'une personne vivante, et que la rédaction de l'article n'exclut pas notre hypothèse !

Mais, en outre, en quoi et à quel droit commun l'article 1975 constitue-t-il une exception ?

C'est le droit commun, et même le sens commun, qui

(1) Duranton, xviii, n^o 150 ; Troplong, n^o 275 ; Aubry et Rau, iv, p. 584, texte et note 12 ; Pont, n^o 721 ; Civ. cass., 22 février 1820, D. 21, 1, 129 ; Grenoble (sur renvoi), 21 juin 1822, S. coll. nouv., 7 ; Bordeaux, 10 février 1857, S. 57, 2, 544 ; Lyon, 1^{er} juillet 1858, S. 59, 2, 163 ; Paris, 23 mai 1865, S. 65, 2, 323 ; Montélimar, 11 février 1870, *J. Not.*, 20, 194.

veut qu'un contrat synallagmatique soit nul, si l'une des deux obligations qui le constituent se trouve nulle, faute de cause. Si en conséquence un contrat aléatoire d'où tout aléa est exclu, est nul, c'est la saine logique qui le veut.

L'article 1975 déroge-t-il à ces principes ? Nullement. Il établit seulement une limite, toute fictive assurément, en deçà de laquelle l'aléa de notre contrat sera légalement considéré comme *inexistant*, et au-delà de laquelle il sera réputé existant. C'est là une fiction légale qui a pour but d'éviter et de remplacer les appréciations des juges du fait : ce n'est point une exception. Ce premier argument ne tient donc pas debout. Au reste c'est lui qui, poussé logiquement jusqu'à ses extrêmes conséquences, a entraîné Dalloz à l'opinion extraordinaire que nous avons écartée tout à l'heure.

2° L'article 1975 ne doit pas être appliqué à l'hypothèse, parce que l'on n'y retrouve plus le motif sur lequel, dans la précédente hypothèse, était fondée la nullité. Dans le cas où la rente est constituée sur la tête d'une personne morte ou mourante, le contrat est nul, faute d'aléa. Mais si la rente repose en outre sur une autre tête, l'aléa subsiste : le rentier conserve des chances de gain : son obligation a une cause, et le contrat s'est valablement formé.

Cette fois l'affirmation n'est pas contestable. Mais il reste à savoir si ce contrat, qui a une cause, ne renferme pas quelque vice essentiel, quelque germe de nullité, qui justifie l'application de l'article 1975.

Or, ce vice essentiel, les partisans de la nullité l'ont fort bien reconnu et mis en lumière (1).

(1) Paris, 23 mars 1865, S. 65, 2, 323 ; Req., 6 février 1866, S. 66, 1,

Ce vice essentiel, c'est « l'erreur sur la substance de la chose qui est l'objet de la convention, » dont l'article 1110 fait une cause de nullité.

Pothier, l'inspirateur de cet article 1110, nous apprend quel est le sens de ces mots : *erreur sur la substance*. « L'erreur annule la convention, nous dit-il (1), non seulement lorsqu'elle tombe sur la chose même, mais lorsqu'elle tombe sur la qualité de la chose que les contractants ont eue principalement en vue, et qui fait la substance de la chose. »

Cette définition nous amène immédiatement à formuler les propositions suivantes : L'objet du contrat, pour le rentier, c'est le droit aux arrérages. La substance de cet objet, c'est-à-dire la qualité principale, c'est la durée et l'importance de ce droit. Or, il est manifeste que le droit aux arrérages aura moins de chances de durée que ne le croyaient les parties, si la rente se trouve fixée sur une tête, au lieu de deux ; il est au moins certain que le taux des arrérages aurait été plus fort, si les contractants avaient compté sur un seul rentier, au lieu de deux ; cette élévation de taux aurait été la conséquence même de la diminution des chances de vie, et elle résulte irréfutablement de tous les tarifs.

L'erreur provenant de la croyance à l'existence réelle de deux rentiers influe sur le calcul de la durée probable de la rente, du taux des arrérages ; que faut-il de plus, pour qu'elle soit erreur substantielle ? « Sans doute, a

192 ; Trib. La Réole, 10 avril 1871, S. 73, 2, 15 ; Bordeaux, 16 août 1872, *ibid.* ; Bordeaux, 2 janvier 1874 ; Labbé, note sous Paris, 23 mars 1865, S. 65, 2, 323 ; Bidard, *Revue pratique*, 1866, xxii, p. 333 ; Guillouard, *loc. citat.* ; *Mon. des Ass.*, 1895, p. 659.

(1) *Oblig.*, n° 18.

dit fort justement le Tribunal de La Réole, la rente viagère qui subsiste pourrait être l'objet d'un contrat, mais d'un contrat nouveau, distinct de celui auquel les parties ont adhéré, et qu'on ne saurait leur imposer. »

Peut-être objecterait-on que, si dans notre hypothèse c'est une erreur substantielle qui entraîne la nullité du contrat, il en résulte que celui-ci doit rester valable, dans le cas où les parties ont prévu la mort imminente et certaine d'une des têtes sur qui repose la rente. Il ne faudra donc plus parler d'erreur ni de nullité, si l'on suppose que le stipulant connaissait l'état de santé désespéré de l'un des « assurés, » et qu'il a désiré néanmoins fixer la rente sur la tête de celui-ci, en même temps que sur une autre tête.

Soit ! Mais quelle supposition singulière et difficilement compréhensible ! Quel mobile inexplicable pousserait donc le stipulant à choisir un tarif moins avantageux, pour le plaisir de faire figurer au contrat un moribond ? Et comment, d'autre part, la Compagnie prouvera-t-elle que le stipulant était certain de la mort imminente de son cobénéficiaire ? Faut-il imaginer qu'il avait annoncé par écrit à la Compagnie cette mort prochaine, ou qu'on en avait fait une des clauses de la police ? Nous sommes ici dans le domaine de la pure fantaisie !

Une seule difficulté subsiste. N'y a-t-il pas lieu, dans l'application de l'article 1975, de distinguer, parmi les rentes viagères constituées sur la tête de plusieurs bénéficiaires, les rentes à réversion totale des rentes à réversion partielle ?

Les adversaires de notre doctrine font cette distinction. MM. Aubry et Rau enseignent que l'article 1975 s'applique

seulement aux dernières. « Dans ce cas en effet le contrat manquerait de cause pour la partie de la rente frappée d'extinction, et ce vice affecterait le contrat tout entier. » Et sur ce point il semble se rallier à la doctrine de l'arrêt de la Chambre des requêtes, que nous avons cité en notre faveur (6 février 1866), où nous relevons ces mots : « Dans ce cas, ce décès intervenu dans le délai de l'article 1975 aurait pour effet de faire bénéficier les débiteurs de la rente d'une quotité du capital aliéné, alors qu'ils n'auraient encouru, quant à ce, aucune chance aléatoire. »

Nous croyons que, pour trancher cette question, il importe de se rappeler ce que nous avons dit à propos de ces rentes réductibles. Ce sont en réalité des rentes *composées* et, par suite, *décomposables*. La pratique des Compagnies nous l'a prouvé. Deux époux constituent sur leur tête et à leur profit une rente viagère de 1.200 francs, réductible d'un quart au décès du prémourant. Nous sommes en réalité en présence de trois rentes : l'une de 600 francs commune aux deux époux ; les deux autres, de 300 francs chacune, fixées individuellement sur la tête de chaque époux.

Or, la femme vient à mourir dans les vingt jours de la constitution. Que se passe-t-il ?

La rente de 300 francs, qui lui était propre, est nulle, faute de cause. C'est ce que reconnaissent les autorités que nous venons de citer.

La rente de 600 francs, commune, calculée d'après le tarif « sur deux têtes, » est nulle, pour erreur substantielle.

Mais la rente de 300 francs propre au mari ? Elle a une cause, puisque le mari est vivant ; elle n'est point entachée d'erreur, puisque, on s'en souvient, elle est calculée d'après le tarif « sur une seule tête. » Pourquoi donc serait-elle nulle ?

Peut-être dans certains cas le demandeur en nullité pourrait-il prouver que cette rente qui subsiste seule était seulement l'accessoire de la rente qui disparaît, et se réclamer de l'axiome : « *Accessorium sequitur principale*, » pour faire prononcer la nullité du tout. Mais c'est là une question de fait que les tribunaux devront apprécier, et il ne nous paraît pas possible de prononcer en principe la nullité de cette partie individuelle de la rente ; de sorte que nous arrivons ainsi à une conclusion exactement contraire à celle de MM. Aubry et Rau. Si la rente est à réversion totale, la nullité de l'article 1975 s'appliquera toujours. Si la rente est à réversion partielle, la nullité pourra ne pas s'appliquer à la fraction destinée à s'éteindre au décès du rentier qui, en fait, se trouve seul survivre.

Ayant ainsi délimité le domaine d'application des articles 1974 et 1975, il nous reste à indiquer les conditions auxquelles cette application est soumise. Ici point de difficulté : tout le monde est d'accord pour reconnaître que le demandeur en nullité doit établir : 1° le fait du décès ; 2° la date du décès, antérieure à l'expiration du délai de vingt jours à compter de la date du contrat (*dies a quo non computatur*) (1) ; 3° l'existence de la maladie avant le contrat ; 4° la relation de cause à effet, existant entre cette maladie et le décès.

La question s'est posée de savoir si le suicide du rentier, intervenu dans les vingt jours du contrat, pouvait être considéré comme une cause de nullité, lorsqu'on démontrait que le rentier était, avant le contrat, atteint de

(1) Au sujet de la date, rappelons que les héritiers du rentier ne peuvent prétendre qu'ils sont des tiers, au sens de l'article 1328.

la monomanie du suicide. La jurisprudence s'est, à bon droit, et à plusieurs reprises, prononcée pour la négative. (1) « D'une part, dit la Cour de Caen, l'absence de chance aléatoire, qui a motivé les dispositions des articles 1974 et 1975, ne se rencontre pas, puisqu'il est impossible à celui qui contracte avec un monomane atteint de la folie du suicide, de déterminer à quelle époque le monomane réalisera ses funestes intentions ou même s'il les réalisera jamais. D'autre part, il a fallu qu'à la monomanie vint se joindre un acte extérieur, dont l'époque et la réalisation étaient également incertaines. » On ne saurait mieux dire.

SECTION IV. — De l'objet du Contrat.

« Tout contrat exige un objet, c'est-à-dire une prestation à laquelle l'une des parties s'engage envers l'autre. Art. 1108. » (2)

Il est facile de discerner quel est l'objet de notre contrat. Le rentier s'oblige à verser le capital constitutif; la Compagnie s'oblige à servir la rente, c'est-à-dire à payer les arrérages. Cette double obligation mérite quelques explications.

§ I^{er}. — LE CAPITAL CONSTITUTIF.

Certains auteurs estiment que la rente viagère est un contrat unilatéral « réel », qui se forme par la remise du capital constitutif.

Nous avons établi plus haut que cette remise ne consti-

(1) Orléans, 28 avril 1860, D. 60, 2, 98; Caen, 22 novembre 1871, J. Ass., 1873, p. 102.

(2) Aubry et Rau, iv, § 344, p. 313.

tue pas une preuve suffisante des consentements échangés, puisque, dans certains cas, les fonds sont déjà versés alors que le contrat n'est point encore formé. Nous pouvons ajouter qu'elle n'est point nécessaire à la formation du contrat. Sans doute en fait les Compagnies recommandent à leurs agents de ne jamais remettre une police de rente viagère sans avoir reçu au préalable le capital constitutif, et même la formule de la police, le plus souvent, contient quittance de ce capital. Mais il ne faut voir là qu'une mesure de prudence. Le contrat peut se former, avant que le capital constitutif ne soit versé. C'est ce qui arrive dans les rentes viagères différées, où le plus souvent le stipulant paye le capital par primes annuelles. C'est ce qui arrive encore lorsque le rentier n'a pas à sa disposition ce capital sous forme de deniers.

Ce cas est fréquent, et l'on peut se demander si les Compagnies acceptent le capital constitutif sous une autre forme. En principe il faut répondre : non. C'est toujours moyennant une somme d'argent que la rente viagère devra être constituée dans les Compagnies. En fait, il est vrai, elles acceptent, sans difficulté, des valeurs mobilières ; elles se chargent de les vendre au cours du jour ; mais c'est là une opération distincte de la constitution de rente, et le contrat mentionne toujours le versement d'une somme d'argent.

Accepteraient-elles aussi des immeubles, au lieu du capital constitutif ? La question est aussi intéressante au point de vue juridique qu'au point de vue pratique ; car si l'échange se faisait directement d'un immeuble contre une rente, il serait bien difficile de voir dans un tel contrat un *prêt* et non une vente immobilière.

Mais l'échange ne se fait pas directement. Les Compa-

gnies sont en général autorisées à acquérir des immeubles; elles achèteront donc l'immeuble proposé par le futur rentier, à un prix fixé entre eux : premier contrat. Puis elles verseront le prix à leur comptabilité « rentes viagères, » et délivreront au vendeur de l'immeuble une police de rente viagère : deuxième contrat. L'un est absolument distinct de l'autre. Les écritures passées par la Compagnie dans la comptabilité mentionneront ces deux opérations successives : achat et emprunt aléatoire.

Il peut arriver enfin que le rentier n'ait, pour constituer sa rente, ni deniers, ni valeurs, ni immeuble à vendre. La Compagnie le tirera d'embarras, en lui faisant souscrire un prêt; nous avons déjà rencontré cette combinaison dans les arrêts précédemment cités. Le prêt représentant le capital constitutif sera garanti par hypothèque ou autrement. Il sera remboursé au décès du rentier.

Dans toutes ces combinaisons, on peut dire que l'objet de l'obligation contractée par le stipulant, c'est le capital constitutif.

§ II. — LES ARRÉRAGES.

Quant à la Compagnie l'objet de l'obligation qu'elle a contractée, c'est le service des arrérages.

Nous avons ici à nous demander quelle est exactement la nature des arrérages, à quel taux ils sont servis et comment ce taux est calculé.

1^o Nature des arrérages. — A la première question touchant la nature des arrérages, nous avons répondu par avance, en admettant que la rente viagère est un prêt aléatoire. Car cette théorie a pour conséquence immédiate de faire reconnaître dans les arrérages, une part d'intérêts

et une fraction de capital, dont l'importance relative ne pourra être connue qu'après le décès du rentier.

Nous écartons donc complètement la théorie qui consisterait à voir dans les arrérages une indemnité d'assurance. Nous l'avons condamnée, en rejetant l'opinion qui veut faire du contrat de rente viagère une assurance.

Devrons-nous écarter de même la théorie beaucoup plus répandue qui considère les arrérages comme des fruits civils (1) ?

Cette théorie s'appuie sur un argument très fort : c'est celui que l'on tire de l'article 588. L'usufruitier d'une rente viagère a le droit de percevoir les arrérages, sans devoir aucune restitution à la fin de l'usufruit. Le Code paraît donc tout le premier ne voir dans les arrérages que des fruits civils. Mais ce texte et cette théorie ne se trouvent-ils pas en contradiction directe avec l'opinion que nous avons adoptée, et suivant laquelle les arrérages comprennent chaque année une portion du capital constitutif ? Certains auteurs l'ont pensé ; se croyant contraints de choisir entre notre opinion et l'article 588, ils ont sacrifié ce texte et n'ont pas hésité à le considérer comme une erreur du législateur ou tout au moins comme une solution inspirée par des considérations plus pratiques que juridiques.

Voici ce qu'écrit à ce sujet M. Laurent (2) :

« Dans l'ancien droit, la question était très controversée, et nous doutons que le Code ait consacré les vrais principes.

» L'usufruitier a droit aux intérêts à titre de fruits civils ; il doit restituer le capital. Eh bien, les arrérages d'une

(1) Req., 13 mars 1888, D. 88, 1, 357.

(2) VI, n° 424, p. 536.

rente viagère sont en partie des intérêts, en partie un capital. Pour un capital de 10.000 fr., j'ai régulièrement un intérêt de 500 fr.; au lieu de placer ce capital à 5 %, je le place en rente viagère, et l'on me paye, je suppose, une rente viagère annuelle de 700 fr. Ces 200 fr., que l'on me paye au-delà de l'intérêt légal sont une portion du capital. De là suit que l'usufruitier reçoit, sous forme d'arrérages, des fruits civils, plus une partie du capital; or, comme usufruitier, il n'a pas droit au capital; donc, il ne devrait gagner les arrérages que jusqu'à concurrence de l'intérêt légal et usuel de 5 %.

» C'est ce que Renusson soutenait dans l'ancien droit; et il proposait en conséquence de laisser les arrérages au propriétaire, sauf à celui-ci à payer les intérêts à l'usufruitier (1). »

« La solution admise par l'article 588 a prévalu surtout à raison de sa simplicité, et parce qu'elle évite les comptes plus ou moins compliqués, auxquels donnerait lieu le système, qui distinguerait dans la rente viagère deux parts, celle du capital et celle du revenu proprement dit (2). »

Or, nous pensons qu'en allant au fond des choses on doit reconnaître que cette incompatibilité entre l'article 588 et notre doctrine sur la composition des arrérages n'est qu'apparente.

Sur quoi porte en effet l'usufruit dont parle l'article 288? Si c'est sur le capital constitutif de la rente, il est impossible et contradictoire d'admettre que l'usufruitier perçoive les arrérages, sans en rien restituer: car chaque terme d'arrérages contient une partie de ce capital.

(1) Cf. dans le même sens: Baudry-Lacantinerie, *Précis de droit civil*, 1, n° 1347; Demolombe, x, nos 327 et 328.

(2) Guillouard, *Contrats aléatoires*, n° 138, p. 212.

Mais tel n'est point le sens de l'article 588. L'usufruit dont il s'agit porte sur la *rente viagère* elle-même, c'est-à-dire non pas sur le *capital constitutif*, mais bien sur le *droit acquis* de percevoir les arrérages. Tel est le bien qui fait l'objet de cet usufruit.

Or, quels sont les fruits de ce bien ? Sans aucun doute, ce sont les arrérages, produits périodiques, et les arrérages tout entiers, sans distinction de provenance (art. 584).

Rien d'étonnant à ce que l'usufruitier les acquière définitivement.

Mais dire que les arrérages sont les fruits de la rente, est-ce dire qu'ils sont les fruits du capital constitutif ? Pas le moins du monde ; car la rente, droit incorporel, « être moral, » ne se confond pas avec le capital constitutif.

Il n'y a donc nulle contradiction entre cette proposition, qui résulte de l'article 588 : « Les arrérages sont les fruits de la rente viagère, » et cette autre proposition, que nous tenons pour vraie : « Les arrérages comprennent pour partie les intérêts du capital constitutif, et pour partie une fraction de ce capital lui-même (1). »

Il est vrai qu'on pourrait, à ce raisonnement, opposer ce qu'écrit M. Laurent (*loc. cit.*) : « Le droit à la rente, que le Code considère comme la substance de la chose, est le plus souvent un droit dérisoire ; car la rente viagère s'éteint avec la mort du rentier ; donc, chaque jour de jouissance diminue cette prétendue substance, ce qui est contraire à la nature des choses aussi bien qu'à l'essence de l'usufruit. »

(1) Voir en ce sens deux arrêts qui emploient des termes presque identiques aux nôtres : Civ. cass., 8 avril 1872, D. 72, 4, 108 ; Bordeaux, 17 décembre 1873, D. 74, 5, 102.

Mais la réponse est aisée. Ce qui use la substance de la rente viagère, si l'on peut ainsi parler, ce n'est pas l'exercice de l'usufruit ; c'est le temps qui passe ; c'est la force des choses ou la nature même de la rente, droit viager. On peut en conclure que la nue propriété d'une rente viagère est un bien d'infime valeur ; mais non pas que l'usufruit de la rente viagère a pour objet autre chose que la rente elle-même, c'est-à-dire que le droit aux arrérages. Après tout, on se trouve en présence d'une situation tout à fait analogue à celle que l'article 589 a prévue : à la fin de l'usufruit le nu propriétaire recouvrera la rente viagère dans l'état où elle sera, ou plutôt avec la valeur qu'elle aura encore, par suite des chances plus ou moins considérables de longévité qui subsisteront sur la tête servant de base à la rente.

2° *Comment sont calculés les arrérages.* — Comprenant, outre les intérêts du capital versé, une fraction de ce capital lui-même, les arrérages dépasseront évidemment la somme que produiraient les seuls intérêts de ce capital. Ils doivent la dépasser, pour que le contrat soit valable (1). Ils la dépasseront toujours, puisque les Compagnies sont astreintes à se conformer à leurs tarifs dans toutes les rentes qu'elles servent. L'article 1976, qui permet aux parties de stipuler le taux qu'il leur plaît de fixer, n'est point applicable à notre contrat. Nous avons vu que, lors de leur constitution, les Compagnies doivent, en même temps que leurs statuts, faire approuver par le Gouvernement leurs tarifs, et elles ne pourraient modifier ceux-ci, sans obtenir l'autorisation de modifier ceux-là. Tout au plus se réservent-elles parfois le droit de changer

(1) Dijon, 21 janvier 1896, *J. Ass.*, p. 164.

de $\frac{1}{10}$ le taux de ces arrérages. Sauf cette faculté, ce taux est pour elles obligatoire. Il l'est à tel point que, si elles venaient à percevoir un capital constitutif supérieur à celui que prévoit le tarif pour la rente servie, elles seraient sujettes à répétition de l'excédent indûment perçu. Le cas s'est présenté dans une espèce assez singulière. Une femme, par animosité contre ses héritiers, avait placé tout son avoir en rente viagère, en se servant de l'acte de naissance de sa sœur cadette, afin d'augmenter le capital constitutif demandé par la Compagnie. Les héritiers s'aperçurent de la fraude, et firent condamner la Compagnie à restituer le capital perçu en trop, bien que la bonne foi de celle-ci ne fût pas douteuse (1).

Il est juste d'ajouter que les tarifs s'arrêtent à un certain âge, en général quatre-vingts ans, de même qu'ils ne commencent pas avant un certain âge, au moins pour les rentes viagères immédiates. Quelquefois, en dehors de ces limites, les Compagnies sont autorisées par leurs statuts à traiter de gré à gré avec le rentier. Ici l'article 1976 reprend toute sa valeur.

Il nous reste à rechercher comment sont établis ces tarifs, dont nous venons de voir l'effet obligatoire.

Nous touchons ici à la science de la statistique; nous ne pourrions donc donner que des explications succinctes. Il nous suffira de rechercher quels sont les éléments de calcul dont doit tenir compte l'actuaire qui dresse un tarif.

Ces deux éléments vont nous apparaître très nettement, si nous recherchons comment, en fait, la Compagnie détermine le taux de la rente qu'elle va servir. Ce mode de détermination est indiqué avec une grande clarté dans le

(1) Trib. Seine, 20 janvier 1869, *J. Ass.*, 69, p. 298.

Catéchisme de M. Ed. Vermot (1). Au lieu de chercher quelle sera la rente produite par un capital de cent francs, on recherche le capital nécessaire pour constituer une rente d'un franc. Cela revient évidemment au même.

Or, M. Vermot raisonne ainsi :

Preçons un rentier de cinquante ans et supposons connu le temps qu'il lui reste à vivre ; vingt ans, par exemple.

Pour lui servir la première annuité, la Compagnie va lui demander une somme qui, placée à intérêts composés, au taux courant, deviendra, au bout d'un an, un franc.

Pour lui servir la deuxième annuité, la Compagnie lui demandera une somme, qui, placée de même, deviendra, au bout de deux ans, un franc, et ainsi de suite. Le capital constitutif sera donc le total de vingt sommes, qui vont en décroissant, puisqu'elles sont calculées chacune de façon à ce qu'au bout d'un nombre d'années, qui croît de 1 à 20, elles deviennent, avec les intérêts composés qui s'y ajoutent constamment, égales à un franc. Il est facile de déterminer ces sommes par un calcul d'intérêts composés.

Ce procédé très simple doit inspirer tout d'abord une première remarque : c'est qu'il confirme pleinement notre opinion sur la nature des arrérages et sur la nature de la rente viagère elle-même, puisque chaque annuité n'est autre chose qu'une fraction du capital constitutif augmentée des intérêts composés de cette fraction. C'est exactement ce que nous avons avancé plus haut.

Mais en outre il met en lumière les deux questions, que doit se poser une Compagnie, avant de dresser son tarif, à savoir :

(1) *Catéchisme des Assurances sur la vie*, I, p. 11.

1° Quel profit tirera-t-elle des capitaux empruntés, et par suite à quel taux en calculera-t-elle l'intérêt ?

2° Combien d'années chaque rentier vivra-t-il, et par suite combien d'annuités devra-t-elle lui payer ?

A la première question il est facile de répondre : ce profit, la Compagnie, si elle est prudente, l'évaluera d'après le taux normal, courant, de l'intérêt de l'argent. Certaines Compagnies étrangères comptent, pour alimenter leur caisse, sur des placements très rémunérateurs ; ils sont souvent aussi hasardeux qu'avantageux, et une Compagnie sort de son rôle, si elle lance ses capitaux dans des entreprises téméraires.

Au surplus la baisse progressive de l'intérêt se fait sentir aussi bien à l'étranger qu'en France, si l'on en croit l'annonce qu'a faite, dans le courant de 1898, une des plus puissantes Compagnies américaines, la Mutual Life, d'un remaniement des tarifs en vigueur et de la publication de nouveaux tarifs calculés avec un taux d'intérêts de 3 1/2 % au lieu de 4 % (1).

Quant à la deuxième question, elle serait insoluble, si la Compagnie n'avait affaire qu'à quelques rentiers. Mais elle traite avec un grand nombre d'individus, le plus grand nombre possible. Or la statistique établit que, si l'on considère un groupe de personnes du même âge et le nombre d'années pendant lesquelles dure la vie de chacune d'elles, le total de tous ces nombres d'années, variables si on les considère isolément, forme pourtant un nombre sensiblement constant. Ce qu'on appelle : *La vie moyenne d'un individu*, c'est précisément le quotient de la division de ce nombre constant par le nombre des membres du

(1) *Mon. Ass.*, 1898, p. 19.

groupe considéré (1). Et les tables de mortalité fournissent tous ces chiffres. On voit donc immédiatement le profit que la Compagnie va tirer de ces tables de mortalité.

Ce qu'il importe à la Compagnie de connaître, c'est le nombre d'annuités qu'elle paiera, non pas au rentier Pierre ou au rentier Paul, mais bien au groupe des rentiers de tel ou tel âge ; et c'est précisément ce nombre d'annuités ou d'années qui est constant, et qui est indiqué par les tables de mortalité. Le deuxième élément du problème est donc connu, et la solution peut être calculée.

Le cadre de ce travail ne comporte pas une étude détaillée des différentes tables de mortalité, de la méthode suivant laquelle on les dresse et de leurs résultats comparés (2).

(1) Cf. de Serbonnes, *Mon. Ass.*, 1875, p. 346.

(2) Il ne faudrait pas croire que les tables de mortalité employées par les Compagnies sont les mêmes pour toutes les opérations qu'elles réalisent. On a remarqué que, « parmi les rentiers viagers et les assurés en cas de vie, la mortalité est relativement restreinte, ce qui provient peut-être en partie de la tranquillité morale, que donne la certitude d'être libre de besoin jusqu'à la fin de leurs jours. On cherche à retrouver l'équilibre, en utilisant les tables de mortalité donnant des primes un peu plus fortes.

» Quelques sociétés emploient des tables différentes pour les hommes et pour les femmes, la mortalité des femmes étant un peu inférieure à celle des hommes, et les rentes viagères surtout contractées par les femmes. » (Assurance-vie en Hollande, *Mon. Ass.*, 1897, p. 607 et suiv.).

C'est ainsi que certaines Compagnies américaines ont des tarifs plus avantageux que les tarifs français pour les hommes, et d'autres tarifs moins avantageux que les nôtres pour les femmes. Cette différence provient uniquement de la différence accusée par les tables de mortalité.

Un article intéressant de M. Massé (*M. A.*, 97, p. 560), signalant cette faible mortalité des rentiers, l'attribue à une sorte de *sélection naturelle* (c'est le titre de l'article), et indique par quel moyen on la corrige.

« Pour cela on a employé un procédé ingénieux et très simple, qui consiste à considérer tout proposant d'un certain âge comme plus

Ce qu'il est intéressant de retenir, c'est que le taux des arrérages dépend : 1° de l'intérêt courant de l'argent; 2° de la vie moyenne correspondant à l'âge du rentier, d'après la table de mortalité employée.

Nous en déduisons aussitôt trois conséquences. La première, c'est que les conversions opérées par l'État ou les grandes Sociétés peuvent avoir pour conséquence de rendre ruineux pour les Compagnies d'assurances les tarifs qu'elles appliquent. La dernière conversion de la Rente sur l'État a eu pour effet de contraindre toutes les Compagnies à abaisser leurs tarifs, en tablant sur un intérêt de 3 1/2, au lieu de 4 %.

Il est même à remarquer que les Compagnies seraient dès maintenant dans l'impossibilité de servir des rentes viagères, si l'on voulait leur appliquer un raisonnement que nous trouvons dans un arrêt de la Cour de Dijon du 21 janvier 1896 (1). « Tant que la loi sur le taux légal de l'intérêt n'aura pas été modifiée, il y a présomption légale que l'intérêt habituel est de 5 %; l'article 1976 du Code civil

jeune d'une quantité, qui croît au fur et à mesure de sa vieillesse. C'est la correction de sélection. »

Voici des chiffres fournis par M. Massé :

AGE RÉEL	AGE CORRIGÉ	AGE RÉEL	AGE CORRIGÉ
66	65.96	80	73.18
70	69.04	85	73.97
75	71.62	90	74.19

Voici quel est l'effet, sur le prix, de la correction réalisée :

Âges	Valeur de 100 fr. de rente sans correction.	Valeur de 100 fr. de rente avec correction.
66	8.523	8.537
70	7.135	7.463
75	5.507	6.592
80	4.059	6.082
85	2.840	5.829
90	1.872	5.760

1 *J. Ass.*, 1896, p. 164.

doit être entendu en ce sens que le taux peut être supérieur au taux ordinaire, et non en ce sens qu'il puisse lui être inférieur. » En conséquence la Cour annulait, comme non aléatoire, un contrat de rente viagère, passé il est vrai entre particuliers, où le taux des arrérages stipulés était de 4 %. En vérité c'est pousser bien loin les effets du taux légal. Et en suivant ce raisonnement, que deviendraient les contrats passés par des rentiers de trente et un ans, qui touchent 4 fr 78 %? Nous ne pouvons croire pourtant que ces contrats soient nuls et le Tribunal de la Seine paraît disposé à nous donner raison (1).

La deuxième conséquence, qui va de soi, c'est que le taux des arrérages sera d'autant plus élevé que le rentier sera plus âgé, et que d'une année sur l'autre le taux augmentera en raison inversement proportionnelle de la vie moyenne.

La troisième conséquence, c'est que ces tarifs peuvent être très différents suivant les tables de mortalité d'après lesquelles ils sont calculés (2). Or, c'est là une des raisons qui peuvent expliquer les différences considérables de tarifs que l'on relève entre les Compagnies françaises et certaines Compagnies étrangères.

Nous touchons ici à une question brûlante : la concurrence acharnée que font à nos Compagnies françaises les Compagnies étrangères et principalement les Compagnies américaines. Chacune d'elles ont leurs partisans con-

(1) Trib. Seine, 25 nov. 1897, *J. Ass.*, 98, p. 210.

(2) Voir à ce sujet *Mon. Ass.*, 1896, p. 1 et suiv.; et aussi, *Table de mortalité du Comité des Compagnies d'assurances à primes fixes sur la vie*, Paris, 1896, Librairie des assurances. Nous ne pouvons ici entrer dans tous les détails de ces questions fort complexes et d'ordre mathématique plutôt que juridique.

vaincus. Les uns prétendent que la supériorité des Compagnies américaines, que les avantages présentés par leurs tarifs proviennent non seulement de leurs tables de mortalité plus rapides et plus exactes, non seulement du placement plus avantageux qu'elles font de leurs capitaux, mais encore de ce qu'elles sont des Compagnies d'assurances mutuelles, qu'elles n'ont point d'actionnaires à ménager, ni de dividendes à distribuer à d'autres qu'à leurs assurés, qu'elles peuvent donc faire profiter ceux-ci de tous les bénéfices réalisés (1).

Les autres répondent que ces avantages sont trompeurs et dissimulent des dangers graves ; que les motifs par lesquels on les explique sont mensongers ; que les placements en immeubles faits par les Compagnies américaines sont moins rémunérateurs que ceux des Compagnies françaises ; que les placements en valeurs indus-

(1) Il n'est peut-être pas inutile de préciser ici l'importance de ces avantages.

Indiquons d'abord qu'ils ne se présentent que si le rentier est un homme. Les Compagnies américaines ont remarqué que la mortalité est moins rapide parmi les femmes que parmi les hommes ; elles emploient des tables spéciales pour les uns et pour les autres, et la différence de ces tables se traduit par une différence de tarifs.

Voici quelques chiffres :

I. — *Rentes constituées sur une seule tête, produites par un placement de 100 francs.*

Âge	Compagnies françaises	Compagnies américaines	
		hommes	femmes
40	5.35	5.78	5.38
50	6.42	6.93	6.32
60	8.40	9.06	8.15
70	11.83	12.82	11.55
80	14.37	17.22	15.88

trielles, le plus souvent en actions de chemins de fer américains, sont des plus aventureux : les chemins de fer, en Amérique, se construisant avec rapidité, sans aucune garantie, et les Compagnies qui les exploitent s'écroulant aussi vite qu'elles ont apparu ; que d'ailleurs les Américains dépensent en frais généraux, et particulièrement en publicité, des sommes bien plus considérables que celles qui servent à rémunérer le capital social dans les Compagnies françaises ; qu'il ne faut pas oublier, lorsqu'on cite les dividendes payés aux actionnaires de celles-ci, que presque toujours les capitaux engagés sont restés improductifs pendant dix, quinze, vingt ans, et même davantage ; qu'ils ont permis à la Société de vivre dans la période toujours critique des premières années et qu'ils constituent encore des garanties de solidité et de longévité ; et qu'enfin ces avantages que font miroiter les Compagnies américaines proviennent en réalité de ce que ces Compagnies ne constituent pas les réserves de prévoyance et de plus-value de portefeuille qui font l'orgueil des

II. — *Rentes constituées sur deux têtes, avec réversibilité.*

Prix de cent francs de rente.

Age	Compagnies françaises (Arrérages semestriels)	Compagnies américaines (Arrérages annuels)
50 et 60	1.720 04	1.672
60 et 70	1.326 14	1.304
65 et 75	1.131 06	1.117
70 et 75	1.010 79	988
70 et 80	958 87	952

On remarquera que, dans ce dernier tableau, les chiffres français seraient un peu moins élevés, si le service des arrérages était annuel, comme dans les Compagnies américaines, et non pas semestriels. — On voit donc que la différence entre les deux tarifs est, en somme, moins considérable qu'on ne le croit souvent.

Compagnies françaises et la sécurité de leurs assurés (1).

Cette controverse est assurément des plus intéressantes, mais elle dépasse les limites de notre sujet. Nous nous garderons donc d'y prendre parti. Il nous suffira de l'avoir signalée, pour montrer quelles considérations très diverses pouvaient influencer sur le taux des arrérages servis par les Compagnies.

(1) Voir lettre de M. Grimpel, *M. A.*, 98, p. 176, et *M. A.*, 1896, p. 354 :
« Pourquoi je suis resté assuré à une Compagnie française. »

CHAPITRE V

EFFETS DU CONTRAT

Supposons qu'un contrat de rente viagère est intervenu entre une Compagnie et un particulier. Quels vont être les effets de ce contrat ? A quels droits va-t-il donner naissance ?

On peut se poser la question, et nous essaierons d'y répondre, en considérant successivement la Compagnie, le rentier (qu'il soit ou non souscripteur du contrat), ses créanciers, ses héritiers, son conjoint, le fisc. En dernier lieu nous examinerons les effets spéciaux du contrat, dans le cas particulier et fréquent où la rente viagère est constituée sur la tête ou au profit de deux personnes.

SECTION I. — Droits de la Compagnie.

La Compagnie, par l'effet du contrat, devient créancière du capital constitutif. Mais, à vrai dire, cette créance est éteinte aussitôt que née, si la rente viagère est *immédiate* ; car jamais en pratique une Compagnie ne délivrera une police de rente viagère sans avoir touché préalablement le capital constitutif.

Il en va différemment, si la rente viagère est stipulée

différée et le capital constitutif payable par annuités. La Compagnie dans ce cas est bien créancière des annuités en vertu de la police.

Cependant cette créance sera rarement invoquée en justice, si le rentier ne paye pas ses annuités.

En effet la plupart des polices de rentes viagères différées contiennent une clause stipulant la résolution du contrat, dans le cas de non-paiement des primes constitutives.

Voici cette clause que nous relevons dans une police de la Compagnie « Le Nord » :

« Article 4. — La police est annulée, et les primes payées sont acquises à la Compagnie, si les primes des trois premières années n'ont pas été intégralement acquittées. Si les primes de trois années au moins ont été intégralement payées, la rente assurée est et demeure réduite dans la proportion des primes payées comparées au montant total des primes stipulées. Il n'est tenu compte que des primes annuelles, qui ont été entièrement payées. »

Il y a là, remarque M. Lefort⁽¹⁾, « une combinaison analogue à ce que l'on appelle : la *réduction du contrat*, en matière d'assurances en cas de décès. »

Le plus souvent la Compagnie préférera user de cette clause et résilier ainsi le contrat, en tout ou en partie, plutôt que de poursuivre contre le rentier un recouvrement douteux.

Ce capital, que, dans tous les cas, la Compagnie touche intégralement avant de commencer le service de la rente qui y correspond, ce capital devient-il sa propriété, dès qu'elle l'a touché ? L'acquiert-elle immédiatement ?

(1) *Assurances sur la vie*, 1, p. 116.

La réponse ne peut être douteuse : si la rente viagère est un prêt, elle porte sur la chose fongible par excellence, l'argent, et l'article 1893 lui est donc applicable. L'emprunteur, c'est-à-dire la Compagnie devient le propriétaire de la chose prêtée.

Cependant, bien que propriétaire des capitaux reçus, nous verrons tout-à-l'heure que la Compagnie est astreinte à conserver dans ses réserves, sinon ces mêmes capitaux, du moins des sommes équivalentes à celles dont elle est encore débitrice. Mais cette obligation n'empêche assurément pas l'article 1893 de s'appliquer à notre contrat.

SECTION II. — Droit du rentier.

Le droit conféré par notre contrat au rentier, c'est la créance des arrérages. Ce droit en engendre deux autres : exiger les garanties de cette créance prévues au contrat ; céder cette créance.

§ 1^{er}. — EXIGER LES ARRÉRAGES.

Les arrérages, fruits civils, s'acquièrent, en principe, jour par jour. Mais ils sont toujours stipulés par la Compagnie payables à *terme échu*. Il n'en peut être autrement, puisque ces arrérages sont en partie composés par les intérêts des capitaux versés. Et ces termes sont en général d'un trimestre ou d'un semestre. Il est à remarquer que le taux de la rente est un peu plus élevé, si les arrérages sont servis par semestre, et que cette différence est d'autant plus sensible que le rentier est plus âgé. Ainsi, pour cent francs de capital, on reçoit : à 35 ans, une rente

de 5 francs payable par trimestre, ou de 5 fr. 03 payable par semestre ; à 45 ans, une rente de 5 fr. 80 payable par trimestre, ou de 5 fr. 85 payable par semestre ; à 55 ans, une rente de 7 fr. 25 payable par trimestre, ou de 7 fr. 32 payable par semestre ; à 65 ans, une rente de 10 fr. 02 payable par trimestre, ou de 10 fr. 14 payable par semestre ; à 75 ans, une rente de 13 fr. 31 payable par trimestre, ou de 13 fr. 54 payable par semestre.

La raison de cette différence et de sa progression se trouve dans la clause, dont nous sommes ainsi amenés à parler, dite : *clause sans arrérages au décès*.

Les fruits civils étant acquis jour par jour, lorsqu'un rentier meurt, ses héritiers seraient fondés en droit à réclamer, en son nom, une somme d'arrérages proportionnelle au nombre de jours qui se sont écoulés depuis le dernier paiement d'arrérages, qu'il ait été trimestriel ou semestriel, jusqu'au jour du décès. Les Compagnies ont voulu éviter cette réclamation ; elles ont établi leurs tarifs en supposant que tout terme d'arrérages *non achevé* ne serait pas dû (1). Et elles stipulent dans la police que « les arrérages du trimestre (ou du semestre), dans le cours duquel le décès du rentier arrivera, demeureront acquis à la Compagnie. »

Dès lors, on voit clairement ce qui leur permet de donner des arrérages un peu plus forts en cas de paiement semestriel qu'en cas de paiement trimestriel : c'est que, dans le second cas, elles n'acquièrent jamais que moins de trois mois d'arrérages, au décès du rentier ; tandis que, dans le premier cas, elles peuvent en acquérir près de six,

(1) Elles calculent d'ailleurs l'âge de leurs rentiers *par trimestre*, et elles ne comptent que les trimestres *révolus*.

si le décès se produit vers la fin du semestre. A cette chance de gains plus forts elle fait correspondre un petit avantage pour le rentier.

Les arrérages sont le plus souvent stipulés payables au siège de la Compagnie ; si la police ne s'exprimait pas à ce sujet, la solution serait la même : c'est l'application pure et simple de l'article 1247, 2^o (1). C'est donc à titre de complaisance que les Compagnies et leurs agents consentent quelquefois à payer leurs rentiers à domicile, et c'est à bon droit qu'ils retiennent les frais d'envoi, quand ils envoient par la poste le montant des arrérages.

Avant de payer les arrérages, la Compagnie a le droit d'exiger qu'on lui justifie de l'existence de la tête sur laquelle la rente est fixée (art. 1983). Cette justification n'est soumise à aucune forme spéciale. Habituellement elle est faite par la production d'un certificat de vie, qui peut être dressé soit par un notaire, soit par le maire ou le président du tribunal civil du domicile de l'intéressé. La loi du 6 mars 1791 n'a pas été modifiée à cet égard par les décrets des 21 août et 23 septembre 1806, qui ne concernent que les rentes viagères et pensions *sur l'État* (2). Mais elle peut résulter aussi de toute autre pièce : notamment d'un acte notarié passé par le rentier depuis le jour d'échéance des arrérages (3).

Il est donc superflu de demander un certificat de vie, quand un mandataire du rentier se présente muni d'une procuration notariée postérieure à la date d'échéance ; la procuration vaut en même temps certificat de vie.

Mais la condition nécessaire, pour qu'un acte puisse

(1) Tribunal d'Audenaarde, 20 juillet 1888, *J. Ass.*, 1889, p. 57.

(2) Cass., 19 novembre 1817, *J. Not.*, art. 2416.

(3) Paris, 17 janvier 1840, *S.* 40, 2, 53.

tenir lieu de certificat de vie, c'est qu'il constate que la personne dont il s'agit a comparu elle-même devant un officier public.

Nous ne saurions donc approuver le jugement précité du Tribunal d'Audenarde, quand il décide qu'une sommation d'huissier délivrée au débi-rentier, à la requête du crédi-rentier, donne au premier une preuve suffisante de l'existence du second. L'huissier ne déclare pas, dans sa sommation, qu'il a constaté l'existence du requérant. Il peut avoir été mis en mouvement par correspondance. L'article 562 du Code de procédure ne s'applique qu'en matière de saisie-arrêt. Une simple sommation ne nous semble pas être une justification suffisante de l'existence du rentier.

Ajoutons qu'en pratique les Compagnies se contentent de la signature que le rentier vient donner aux bureaux où il touche les arrérages, lorsqu'elles ont déjà cette signature sur la police. Elles comparent la première avec la seconde, et elles trouvent dans cette comparaison une garantie suffisante.

Lorsque le rentier a justifié de son existence ou du moins de celle de la tête sur laquelle la rente est fixée, la Compagnie doit payer les termes échus d'arrérages.

Si la Compagnie ne paye pas les termes échus d'arrérages, le rentier peut évidemment former contre elle une demande en paiement.

Le peut-il, alors même qu'il est tiers bénéficiaire, et que la rente est stipulée par une autre personne ? La réponse n'est pas douteuse, si l'on se rappelle que la rente viagère constituée au profit d'un tiers est une stipulation pour autrui, et la théorie à laquelle nous nous sommes rallié à ce sujet. Du contrat intervenu entre le stipulant

et la Compagnie est né un droit de créance, qui est immédiatement entré dans le patrimoine du tiers bénéficiaire. Il peut en sortir par l'effet d'une révocation, tant que le tiers bénéficiaire n'a pas déclaré vouloir en profiter. Mais, s'il n'a pas été révoqué, il peut être exercé directement par ce tiers. Et même nous avons vu que le fait de réclamer le paiement des arrérages constitue l'acceptation qui rend la libéralité irrévocable.

Cette demande en paiement d'arrérages impayés peut être accompagnée d'une demande en constitution d'un capital de garantie, formée dans les termes de l'article 1978. Mais cet article est peu explicite à ce sujet, et l'on s'est demandé comment doit être fait cet emploi et de quelle somme (1).

Trois systèmes ont été proposés : 1° Placement en rentes sur l'État d'une somme suffisante pour que les arrérages servis par l'État s'élèvent au même chiffre que ceux de la rente viagère stipulée ; 2° placement à fonds perdu d'un capital assurant le service d'une rente viagère égale à la rente viagère stipulée ; 3° prélèvement sur les biens du débi-rentier d'une somme qui, si elle était placée à 5 %, produirait des intérêts égaux aux arrérages de la rente stipulée. Cette dernière solution est celle de la jurisprudence (2). Elle a l'avantage, comme la première, de ne point faire disparaître le capital employé du patrimoine du débi-rentier. Mais elle a, comme la première, l'inconvénient de retarder, peut-être très longtemps, le règlement de la situation de ce débiteur et de ses créanciers. En outre, elle

(1) Pont, *op. cit.*, n° 765 ; Guillouard, *op. cit.*, n° 207.

(2) Voyez notamment Poitiers, 7 décembre 1885, D. 87, 2, 61.

est très inférieure à la première solution, en ce qu'elle ne se conforme qu'en théorie à l'article 1978.

Le capital employé ne sera, en effet, certainement pas placé à 5 % ; il sera donc insuffisant à assurer le service des arrérages. Il semble peu équitable de s'abriter ainsi derrière le mensonge de l'intérêt légal.

La deuxième solution, au contraire, qui a l'avantage de permettre un règlement immédiat des droits de chacun, a été adoptée par le Code civil du Bas-Canada (art. 1915) et le Code fédéral suisse.

En fait cette controverse nous intéresse peu. Le plus souvent, pour ne pas dire toujours, au lieu de former une demande en paiement des arrérages, le rentier non payé demandera et obtiendra la résiliation de son contrat. L'article 1978 paraît à première vue s'y opposer. Mais nous verrons bientôt que ce n'est qu'une apparence. Nous étudierons plus loin les effets de la résolution du contrat. Il nous suffit d'indiquer ici que cette résolution peut être obtenue, qu'elle peut d'ailleurs être stipulée dans une clause de la police ; mais que cette clause est peu fréquente dans la pratique et que les Compagnies considèrent que leur caractère de commerçants, permettant aux créanciers de les faire déclarer en faillite, suffit à assurer les droits de ceux-ci mieux que ne le ferait une clause résolutoire.

§ II. — EXIGER LES GARANTIES PRÉVUES AU CONTRAT.

En dehors de ce droit qu'ils possèdent d'exiger le paiement des arrérages, et, le cas échéant, de faire déclarer la Compagnie en faillite, les rentiers ne peuvent-ils pas exiger des garanties pour fortifier leur créance d'arrérages ?

Si l'on examine les polices de rentes viagères, on est tenté de croire que non. En effet, la garantie hypothécaire, qui est d'usage courant dans les rentes viagères constituées par des particuliers, est toujours refusée par les Compagnies, et elle ne peut être obtenue, quoi qu'il arrive, au cours du contrat, puisqu'elle n'a pas été stipulée (1).

Ce serait pourtant une erreur de croire qu'aucune garantie n'assure aux rentiers le paiement de leurs arrérages. Cette garantie, ils la trouvent dans les statuts de la Compagnie, qui imposent à celle-ci l'obligation de constituer des *réserves*. Nous allons en dire quelques mots.

Nous avons exposé comment la Compagnie détermine le capital constitutif de chaque rente viagère demandée. Ce capital, calculé au moyen des tables de mortalité, représente, en tenant compte des intérêts qu'il doit produire, l'équivalent, la *valeur actuelle* au jour du contrat des termes d'arrérages, qui devront être servis, en moyenne, à chaque rentier du même âge.

A chaque inventaire annuel, la Compagnie est obligée par ses statuts à mettre en réserve un capital égal à la valeur actuelle des arrérages qu'il lui reste à servir à chaque rentier, toujours d'après les données des tables de mortalité. Cette réserve diminue donc d'année en année pour chaque série de rentiers ; le chiffre pour chaque rentier en est donné par les tarifs eux-mêmes, puisque ceux-ci fournissent la valeur actuelle des différentes rentes viagères aux différents âges. Elle peut disparaître, lorsque le rentier est décédé. Car c'est à ce moment seulement que la Compagnie cesse d'être débitrice.

(1) Trib. Seine, 24 janvier 1884, *J. Ass.*, 1884, p. 174.

Voici le texte de l'article des statuts d'une Compagnie relatif à cette obligation de constituer des réserves :

« Il (le Conseil d'administration) détermine, pour chaque catégorie d'assurances, pour les rentes viagères et les prêts viagers, le montant des fonds qui doivent être affectés à la garantie des risques et des engagements en cours. Le montant des fonds de garantie de chaque catégorie ne pourra être inférieur au total des réserves de chacun des contrats de cette catégorie, calculées d'après les tarifs annexés aux présents statuts, et, pour les assurés dont les âges ne sont pas compris dans les tarifs, d'après le taux d'intérêt et la table de mortalité qui ont servi de base au calcul des primes de la catégorie à laquelle ils appartiennent, la réserve de chacun des contrats ne pouvant être inférieure au capital que demanderait la Société, d'après ses tarifs, pour constituer sur la tête de l'assuré ou du rentier, à l'âge auquel il est parvenu au moment de l'inventaire, un contrat semblable au premier, en ce qui concerne la somme ou la rente assurée, ainsi que la prime annuelle. »

Si le rentier s'aperçoit que cette garantie n'existe plus ou qu'elle a diminué, deux actions lui sont ouvertes : l'une, en résiliation, fondée sur l'article 1977 du Code civil ; car cette réserve des Compagnies constitue bien une véritable garantie tout-à-fait analogue à un cautionnement (1) ; l'autre, fondée sur la violation des statuts, en responsabilité contre les administrateurs, et peut-être en dissolution de la Société.

Tel est donc, avec les garanties qui y sont attachées, le droit résultant pour le rentier du contrat de rente viagère.

(1) La jurisprudence n'a jamais, à notre connaissance, eu à trancher cette question ; mais la solution indiquée nous paraît raisonnable et juridique.

§ III. — CÉDER SON DROIT.

Ce droit peut-il être cédé ? La question ne saurait embarrasser personne. Il en est autrement de la question inverse : peut-il être stipulé *incessible* ? Nous allons y revenir dans un instant. Mais, en dehors de ce cas particulier, le droit aux arrérages est cessible. Il l'est en tout ou en partie. On peut céder le droit à tous les arrérages à venir, et alors c'est véritablement la rente elle-même que l'on cède ; ou bien on peut céder seulement un certain nombre de termes d'arrérages, et il a été jugé dans ce cas que le cédant reste titulaire et bénéficiaire de la rente elle-même (1). Dans un cas comme dans l'autre la cession s'effectue comme toute cession de créance, et doit être signifiée à la Compagnie conformément à l'article 1690.

De telles cessions sont rares. En effet, la rente viagère cédée reste toujours fixée sur la tête du cédant (2) ; le cessionnaire devra donc justifier de l'existence de celui-ci à chaque terme d'échéance ; or, cette justification peut devenir pour lui une source de difficultés, si le cédant y apporte quelque mauvaise volonté, supposition qui n'est point invraisemblable, puisque la cession d'une rente viagère implique, en fait, un rentier à court d'argent, prêt aux expédients, et donc aux mauvaises chicanes.

Aussi ne rencontre-t-on guère de cessions de rentes viagères que lorsque celles-ci sont les clauses accessoires d'un contrat d'assurance sur la vie : dans certaines combinaisons de l'assurance en cas de décès entre la stipulation d'une rente viagère au profit de l'assuré, s'il vit en-

(1) Trib. Seine, 24 janvier 1884, *J. Ass.*, 1884, p. 174.

(2) Ou du moins sur la tête choisie lors de la rédaction du contrat ; on sait que le plus souvent c'est celle du rentier.

core à une époque déterminée. Cette police d'assurance sur la vie pourra être cédée soit complètement, soit à titre de garantie, et la rente viagère se trouve cédée accessoirement. Mais une pareille cession, qui peut être faite, en certains cas, par voie d'endossement, rentre dans la matière des assurances sur la vie ; elle échappe donc à notre sujet.

SECTION III. — Droits des créanciers du rentier.

Du vivant même du rentier, le contrat de rente viagère qu'il a signé ou tout au moins dont il est bénéficiaire peut faire naître, au profit de ses créanciers, deux droits bien distincts : celui de saisir sa rente, comme ils peuvent saisir, en principe, tous ses biens ; celui de faire annuler le contrat, s'il a été fait en fraude de leurs droits.

Ces deux droits doivent être examinés : d'abord dans le cas où la rente viagère est *égoïste*, puis dans celui où elle est libérale.

§ I. — QUAND LA RENTE EST « ÉGOÏSTE ».

1^o *Saisir la rente*. — Si la rente profite à celui qui l'a stipulée, il va sans dire qu'elle peut toujours être saisie par les créanciers du rentier, suivant les formes établies par les articles 636 et suiv. du Code de procédure. Il est certain que la clause d'insaisissabilité introduite dans la police, sur la demande du souscripteur, n'aurait aucune valeur (art. 1981). On ne peut, par aucun artifice, soustraire ses biens à l'action de ses créanciers (1). Tout au

(1) Troplong, n^o 240 ; Caen, 21 juin 1814, Dall., J. G., v^o *Rente viagère*, n^o 87, note.

plus peut-on soutenir, mais avec raison, nous semble-t-il, bien que nous n'ayons trouvé sur ce point aucun jugement ni arrêt, que la rente viagère ainsi constituée peut être *déclarée* insaisissable, par le juge, comme alimentaire. Assurément on ne se trouve pas dans les termes exacts de l'article 581 du Code de procédure. Mais la jurisprudence n'a-t-elle pas singulièrement élargi la portée des articles 580 et 581, en décidant que les salaires et appointements sont pour partie insaisissables comme alimentaires?

M. Garsonnet (1) écrit à ce propos : « Aux termes de l'article 1244 du Code civil, les Tribunaux ont le droit d'accorder, dans certaines circonstances, un délai de grâce au débiteur ; par analogie ne doit-on pas leur permettre de restreindre les effets de la saisie-arrêt pratiquée sur lui ? Sans doute l'article 581 du Code de procédure civile ne rend insaisissables les sommes dues pour aliments que dans certains cas ; mais, d'autre part, l'article 592 du Code de procédure civile, n^{os} 2 et 4, interdit de saisir-exécuter sur le débiteur ce qui est nécessaire à l'exercice de sa profession, et, *a fortiori*, ce qui lui est nécessaire pour vivre. Cette idée a une portée trop générale pour ne pas être appliquée à toute espèce de saisie. » Ce raisonnement convient exactement au cas où un petit rentier a placé en viager tout son capital. L'équité, en même temps que la logique, veulent que la même solution s'applique (2).

Il est à remarquer qu'en pratique la saisie de la rente viagère ne sera sans doute pas pour les créanciers une opération bien brillante. Car, s'ils ne se contentent pas de

(1) *Procédure civile*, III, n^o 550, p. 533.

(2) Cf. en ce sens : Dall., J. G., Supp. *Saisie-arrêt*, n^o 80 ; Caen, 19 juin 1893, D. 94, 2, 318.

toucher eux-mêmes les arrérages, au fur et à mesure de leur échéance, et s'ils veulent mettre la rente elle-même en adjudication, il est probable que le prix d'adjudication sera fort inférieur à la valeur actuelle de la rente viagère, telle que l'indiquent les tarifs des Compagnies. L'adjudicataire aura peut-être en effet moins de confiance dans la santé du rentier que celui-ci n'en avait eu lui-même. En outre il devra, pour toucher ses arrérages, justifier de l'existence du rentier, qu'il ne connaît pas, et qui sans doute ne manifestera que peu de complaisance vis-à-vis du cessionnaire qu'on lui aura imposé.

2° *Attaquer le contrat de Rente viagère.* — Aussi les créanciers auront-ils naturellement l'idée d'obtenir la résolution du contrat, bien plutôt que celle de saisir la rente. Pour atteindre ce nouveau but, ils devront, suivant les principes généraux, prouver la fraude de leur débiteur, et même celle de la Compagnie, le contrat étant passé entre les parties à titre onéreux (art. 1167). Preuve difficile !

Elle est un peu facilitée, en cas de faillite du rentier. Il n'est pas douteux que l'article 447 ne puisse s'appliquer au contrat de rente viagère, qui pourra être résolu, si les créanciers parviennent à établir que la Compagnie connaissait l'état d'insolvabilité du rentier. Mais il faut se souvenir que cette nullité est facultative, même alors que l'acte attaqué a préjudicié à la masse. Les Tribunaux, s'inspirant des circonstances, apprécient librement s'ils doivent ou non prononcer la nullité (1).

(1) Req., 11 décembre 1876, D. 77, 1, 359; 20 mars 1878, D. 79, 1, 69; Lyon, 10 juin 1881, D. 82, 2, 192; Req., 29 mai 1883, D. 84, 1, 150.

§ II. — QUAND LA RENTE VIAGÈRE EST LIBÉRALE.

1° *Saisir la rente.* — Les mêmes solutions devront-elles être adoptées, lorsqu'il s'agit d'une rente viagère constituée sur la tête et au profit d'un tiers?

Le contrat n'a plus ici les mêmes caractères. Le plus souvent c'est une libéralité envers le tiers bénéficiaire (1).

Cherchons donc quelle sera, en pareil cas, la valeur de la clause d'insaisissabilité, et en même temps celle de la clause d'incessibilité dont nous avons, tout-à-l'heure, réservé l'examen.

L'article 1981 valide évidemment la clause d'insaisissabilité dans la rente viagère constituée par donation ou testament conformément à l'article 1969. La valide-t-il aussi dans la rente viagère constituée conformément à l'article 1973?

L'article 1980 ne distingue pas; il exige seulement que la constitution soit faite à titre gratuit; et l'article 1973 indique que la rente viagère constituée au profit d'un tiers échappe, *pour la forme seulement*, aux règles concernant les libéralités : l'argument de texte est donc probant.

La jurisprudence n'a pas hésité à valider la clause d'insaisissabilité, dans le cas de l'article 1973 comme dans le cas de l'article 1969 (2). Il est bien entendu que

(1) Le plus souvent, mais pas toujours. On verra plus loin que, d'après un arrêt, une rente viagère constituée au profit d'un tiers envers qui on est tenu d'une obligation alimentaire ne peut être considérée comme contenant une libéralité. Bordeaux, 2 février 1885, *Droit*, 26 septembre 85.

(2) Orléans, 6 août 1841, S. 41, 2, 575; Req., 1^{er} mars 1843, S. 43, 1, 345; Bruxelles, 19 mars 1875, *Pasier. belge*, 75, 3, 234; Rouen, 15 janvier 1885, *Rec. de Rouen*, 85, p. 152; Seine, 29 janvier 1894, *J. Ass.*, 94, p. 213.

l'insaisissabilité ne peut en pareil cas s'appliquer que dans les termes de l'article 581 du Code de procédure, c'est-à-dire qu'à condition d'affecter des sommes *disponibles*, et sans pouvoir être opposée aux créanciers postérieurs à la libéralité. Il est clair aussi que la rente viagère stipulée insaisissable doit avoir non seulement l'apparence, mais le caractère véritable d'une libéralité. Il a été ainsi jugé qu'une rente viagère stipulée par un époux au profit de sa femme, comme condition d'une donation-partage consentie par les deux époux au profit de leurs enfants, constituait non pas une libéralité, mais la contre-partie de l'abandon fait par la femme de ses biens et reprises, qu'elle était donc onéreuse et non pas gratuite, et qu'elle ne pourrait être stipulée insaisissable (1).

En va-t-il de même de la clause d'incessibilité ?

Le Code est muet. Remarquons d'abord que l'insaisissabilité qui n'a point pour complément l'incessibilité risque d'être inefficace. De telles clauses ont en général pour but de protéger un prodigue contre lui-même. Si la rente viagère est cessible, les créanciers du rentier pourront en tirer parti aussi bien, mieux peut-être qu'en la saisissant.

Remarquons en outre que si la clause d'incessibilité est en général accueillie avec peu de faveur par la doctrine et la jurisprudence, c'est qu'elle risque de faire obstacle à la libre circulation des biens. Or, la rente viagère n'est point un bien destiné par sa nature à circuler. Le capital versé n'est point retiré de la circulation, et bien au contraire, puisque la Compagnie a intérêt à le faire fructifier. Quant

(1) Trib. Narbonne, 29 décembre 1896, *Gaz. Trib.*, 4 avril 1897.

à la rente elle-même, nous avons vu que la cession en était peu avantageuse et peu usitée.

Cela posé, on ne voit guère sur quel principe on fonderait la prohibition des clauses d'incessibilité introduites dans les polices de rentes viagères libérales.

« Pour enlever au propriétaire le droit de disposer, il faudrait une loi analogue à l'article 1981, » dit M. Laurent (1). Mais à ce compte nulle clause d'incessibilité ne pourrait jamais être admise. En outre le raisonnement porte à faux. On *n'enlève* pas au propriétaire le droit de disposer, puisqu'il ne l'a jamais eu. Le donateur, en l'espèce le stipulant, aurait pu ne rien donner. Il a donné un bien incessible, une propriété grevée d'une charge : rien d'extraordinaire en droit dans cette combinaison ; et encore une fois, en matière de rente viagère, priver le rentier du droit de céder sa rente, c'est le priver de fort peu de chose, et c'est ne causer aucun dommage économique.

Un auteur a relevé avec exactitude et pénétration les différences qui séparent, à cet égard, les constitutions d'usufruit des constitutions de rentes viagères (2).

La jurisprudence admet en général la validité des clauses d'incessibilité insérées dans les donations ou les legs, à condition que cette défense d'aliéner ne soit pas perpétuelle, et qu'elle soit sérieusement motivée, notamment par l'intérêt du donataire (3). Elle devait donc logiquement

(1) xxvii, nos 301, 303.

(2) *Mon. Ass.*, 1891, p. 409.

(3) Paris, 16 février 1859, S. 60, 2, 186 ; Rennes, 16 février 1876, D. 78, 1, 62 ; Seine, 22 mars 1881, *Rev. Not.*, 6274 ; Orléans, 20 février 1892, D. 93, 2, 83 ; Paris, 23 juin 1892, D. 92, 2, 379 ; Paris, 26 janvier 1894, S. 94, 2, 93.

autoriser l'insertion d'une telle clause dans le contrat de rente viagère, et elle le fait alors même que la défense d'aliéner la rente s'étendrait à toute la vie du rentier, confirmant ainsi l'observation que nous avons indiquée tout à l'heure. Il est nécessaire, toutefois, que l'incessibilité soit formellement stipulée.

La seule stipulation d'insaisissabilité ne suffit pas à rendre la rente viagère incessible. Il ne suffirait pas non plus que le capital constitutif fût affecté d'inaliénabilité : la clause doit être expressément inscrite dans la police (1).

Un auteur (2) affirme, sans le démontrer, qu'en pareil cas, la rente viagère doit être constituée par acte notarié. Nous croyons qu'il y a là une confusion. Cela est exact, lorsque la libéralité est directe (art. 1969). Mais cela ne l'est plus, lorsque la libéralité résulte d'une rente viagère constituée à titre onéreux entre le stipulant et la Compagnie ; sinon, à quoi servirait l'article 1973 ?

Il est certain d'ailleurs que si la rente viagère libérale n'était pas stipulée insaisissable, les créanciers du rentier pourraient la saisir. Mais ne pourrait-elle pas aussi être saisie par les créanciers du stipulant ?

La question peut se poser principalement en matière de rente viagère différée. Un père stipule au profit et sur la tête de son fils une rente viagère différée. Avant que le fils n'ait déclaré vouloir profiter de la stipulation, les créanciers du père ne peuvent-ils saisir la rente viagère éventuellement due, en prétendant que, jusqu'à l'accepta-

(1) Rouen, 15 janvier 1885, *Rec. de Rouen*, 1885, p. 152 ; Liège, 25 mai 1887, D. 88, 2, 78 ; Bruxelles, 19 mars 1875, *Paus.*, 75, 3, 234 ; Nîmes, 24 décembre 1895, D. 96, 2, 499 ; Seine, 29 janvier 1894, précité ; Seine, 13 juillet 1898, *Droit*, 12 novembre.

(2) Lefort, *Ass. sur la vie*, II, p. 116.

tion du fils, la rente est encore dans le patrimoine du père? Une question analogue se pose en matière d'assurance sur la vie. Nous avons réfuté par avance cette théorie, en exposant le système que nous avons adopté touchant la stipulation pour autrui. La rente stipulée, de même qu'en matière d'assurances sur la vie le droit à l'indemnité, est entrée immédiatement, directement dans le patrimoine du bénéficiaire; elle se trouve donc hors de la portée des créanciers du stipulant (1).

2° *Attaquer le contrat.* — Si, par la voie de la saisie, les créanciers du stipulant n'ont aucun pouvoir sur la rente viagère libérale, ne pourront-ils pas du moins attaquer la libéralité elle-même, et faire rentrer cette rente dans le patrimoine de leur débiteur, c'est-à-dire dans leur gage commun?

Le droit commun nous donne la réponse. L'article 1973 nous indique que cette libéralité est soumise à toutes les règles de fond qui régissent les donations. L'article 911, qui crée certaines nullités, trouvera donc ici sa pleine application, et de même les créanciers du stipulant pourront exercer contre la libéralité faite à leur détriment toutes les actions en nullité, en rescision, en révocation, que leur ouvre le droit commun, soit de leur chef, soit au nom de leur débiteur (art. 1166).

Il n'entre évidemment pas dans notre tâche d'étudier ici quelles sont ces différentes actions, à quelles conditions elles peuvent être exercées et quels effets elles produisent. Nous nous bornerons à indiquer les principes suivant lesquels fonctionnent généralement ces nullités ou révocations, et nous suivrons seulement l'application de ces prin-

(1) Civ. rej., 6 février 1888, D. 88, 1, 193.

cipes dans deux cas particulièrement pratiques, et où les créanciers agissent en leur propre nom et de leur chef : le cas de l'action paulienne et le cas de la faillite du stipulant.

A) *Généralités sur l'effet de l'action en nullité.* — Un premier point échappe à toute contestation. L'annulation de la libéralité n'entraîne en aucune façon la nullité de la police de rente viagère. La Compagnie a contracté valablement avec le stipulant : elle ne doit point être privée du bénéfice de son contrat ; et les conditions n'en devant point être modifiées, la rente, quoi qu'il arrive, restera toujours fixée sur la tête désignée dans la police.

Quels seront donc les résultats de cette annulation ? Le bénéficiaire devra-t-il restituer le capital constitutif, et reprendre ainsi à son compte l'aléa du contrat ? Nous ne saurions l'admettre. Vainement les créanciers prétendraient-ils que c'est de ce capital qu'a été diminué le patrimoine de leur débiteur. Le bénéficiaire ne l'a point reçu ; il ne le recevra peut-être jamais intégralement ; il ne peut donc avoir à le rendre. Ce qu'il a reçu, c'est la créance de ce capital, créance aléatoire, qui n'est autre que la rente viagère elle-même ; on ne peut lui réclamer autre chose.

Mais deux questions se posent alors :

1° La restitution doit-elle avoir pour objet la rente avec sa valeur actuelle ? Ou bien au contraire les créanciers ont-ils le droit d'exiger une restitution supplémentaire, si la rente a diminué de valeur, et inversement le rentier peut-il exiger une indemnité en échange de sa restitution, si la rente a augmenté de valeur ?

2° La restitution doit-elle comprendre les arrérages perçus ?

Il est facile de répondre à ces deux questions dans les différentes espèces qui peuvent se présenter, si l'on ne

perd point de vue trois propositions, que nous avons déjà énoncées, savoir :

1° Le bien qui a fait l'objet de la libéralité annulée, c'est, non pas le capital constitutif, mais la *rente viagère* ;

2° Les variations de valeur d'une police de rente viagère sont inévitables ; elles sont le fait du temps qui s'écoule. Si la rente est immédiate, elle diminue de valeur à mesure que le rentier approche de son décès ; si la rente est différée et non encore exigible, elle augmente de valeur à mesure que le terme du différé approche (1) ;

3° Les arrérages, qui comprennent toujours une partie du capital constitutif, sont néanmoins, dans leur intégralité, *des fruits*, par rapport à la rente viagère (art. 588) (2).

Ces principes posés, appliquons-les, à titre d'exemple, à l'action paulienne et aux actions nées de la faillite du stipulant.

B). *Action paulienne*. — Si les créanciers satisfont aux conditions de l'article 1167, c'est-à-dire établissent que la constitution de la rente ou plus exactement la libéralité contenue dans le contrat a été faite en fraude de leurs droits, ils triompheront dans leur action révocatoire, sans avoir besoin de prouver que le bénéficiaire, acquéreur à titre gratuit, a été *consciens fraudis*.

En quoi consistera leur triomphe ? MM. Aubry et Rau, et Demolombe, dont l'opinion paraît avoir été adoptée par

(1) Soit une rente viagère de cent francs payable à l'âge de cinquante ans. Constituée au profit d'un rentier

de 25 ans elle vaut	556 fr. 97
30 — —	674 fr. 34
35 — —	820 fr. 37
40 — —	1.003 fr. 72
45 — —	1.248 fr. 16

(2) Cf. *suprà*, ch. iv, sect. iv, § II, 1°, p. 112 et suiv.

la jurisprudence (1), enseignent que l'article 1167 a pour effet, non pas de replacer d'une façon absolue le bien aliéné dans le patrimoine du débiteur, mais simplement de « rendre possible l'exercice du droit de gage établi par l'article 2092, en levant l'obstacle qui s'opposait à la saisie et à la vente de ces biens sur le tiers défendeur. » Cependant les mêmes auteurs et la jurisprudence (2) étendent à cette action révocatoire les règles admises en matière de revendication, et imposent au tiers défendeur de mauvaise foi l'obligation de restituer les fruits qu'il a perçus.

Appliquant ces principes, nous dirons : Agissant en vertu de l'article 1167, les créanciers du stipulant pourront saisir la rente viagère, comme si elle était placée dans le patrimoine de leur débiteur, et donc ils la saisiront dans l'état où elle se trouve, c'est-à-dire avec sa valeur actuelle. Car ses variations de valeur sont le fait, non du gratifié, mais du temps, qui est la plus irrésistible des forces majeures ; c'est donc à celui qui est le propriétaire de la rente, ou réputé tel, que ces variations doivent nuire ou profiter. Quant aux arrérages perçus, ils ne pourront les réclamer au rentier qu'en établissant la mauvaise foi de celui-ci, c'est-à-dire sa complicité dans la fraude.

C). *Actions nées de la faillite du stipulant.* — La faillite du stipulant peut nuire à la rente viagère libérale qu'il a constituée, dans deux hypothèses.

La première est celle de l'article 446 du Code de commerce. Quel que soit le bénéficiaire de la rente, ce texte annulera la libéralité qu'elle contient, si cette libéralité

(1) Bordeaux, 2 juillet 1890, D. 92, 2, 440.

(2) Paris, 24 décembre 1880, D. 81, 2, 203 ; Caen, 31 mai 1883, D. 84, 2, 217.

a été faite depuis la date fixée pour la cessation des paiements, ou dans les dix jours qui précèdent. Ici reparait la question de savoir si cette libéralité, dans notre espèce, prend la date du contrat ou celle de l'acceptation qui en est faite par le rentier. Nous avons déjà répondu, en admettant que le droit du rentier a pris immédiatement naissance, même sans son concours, le jour de la signature de la police.

La nullité prononcée, quels en seront les effets ? Le bien aliéné doit être rapporté par celui qui l'a reçu et qui le détient sans cause, puisque son titre d'acquisition est frappé de nullité ; tous les fruits produits par ce bien depuis le jour où il est sorti du patrimoine du failli doivent être de même rapportés. La jurisprudence sur ce point est constante (1). Les arrérages perçus devront donc être restitués ; mais ici encore c'est pour le compte du stipulant devenu rétroactivement propriétaire de la rente viagère que se seront produites les variations de valeur de celle-ci.

La deuxième hypothèse est celle où le bénéficiaire de la rente est la femme du failli. Dans ce cas particulier et assez fréquent, les créanciers, s'ils ne peuvent invoquer l'article 446, se réclament des articles 559 et 564 du Code de commerce.

Mais il est nécessaire de bien se rendre compte de la portée de ces articles, pour pouvoir en déduire exactement quel est le droit des créanciers dans notre espèce.

Or, il est à remarquer, et il n'a peut-être pas été assez souvent remarqué, que ces textes ne procèdent point du

(1) Douai, 21 novembre 1877, D. 79, 2, 223 ; Paris, 31 décembre 1877, D. 79, 2, 223 ; Amiens, 22 février 1878, D. 79, 2, 224 ; Paris, 10 juillet 1879, D. 81, 2, 225-234 ; Orléans, 24 juillet 1879, D. 82, 1, 198.

tout comme l'article 446, qui *annule* les donations faites dans la période suspecte. Il est inexact, à notre sens, de décider d'une façon générale que toutes les donations faites par le mari à sa femme sont nulles, si elles ont été faites par un mari commerçant ou devenu commerçant dans l'année. Ce système simpliste n'est pas, croyons-nous, celui du Code.

Supposons une femme donataire de son mari. Trois hypothèses, et trois seulement, peuvent être imaginées :

Ou bien le mari a consenti à sa femme, dans le contrat de mariage ou par acte postérieur, une donation qui n'est point exécutée encore : la femme est donc *créancière* du montant de cette donation ;

Ou bien le mari a fourni les deniers au moyen desquels a été faite l'acquisition d'un bien quelconque, meuble ou immeuble, au profit de la femme, bien qui existe encore en nature dans le patrimoine de celle-ci au moment de la faillite ;

Ou bien, enfin, le mari a simplement fait don à sa femme d'une somme d'argent que celle-ci a dépensée, peu importe comment, et qui ne se retrouve donc plus dans son patrimoine ni dans celui de son mari.

Comment dans ces trois hypothèses nos textes vont-ils s'appliquer ?

Dans le premier cas l'article 544 nous dit bien clairement : la femme ne pourra pas exercer le droit de créance qu'elle tient du contrat de mariage, ou *a fortiori*, ajoute la jurisprudence, d'un acte postérieur (1).

Dans le second cas les créanciers invoqueront non moins

(1) Req., 2 mars 1881, D. 81, 1, 401 ; Lyon-Caen et Renault, VIII, § 912, p. 188.

certainement l'article 559 qui, sous une forme un peu ambiguë, contient les deux règles suivantes :

1° Les biens acquis par la femme du failli sont présumés payés des deniers du mari, sauf preuve contraire ;

2° Les biens acquis par la femme du failli au moyen des deniers du mari doivent être réunis à la masse.

Mais, dans le troisième cas, les créanciers pourront-ils exiger de la femme qu'elle restitue la somme qu'elle a reçue et dépensée ? Peuvent-ils réclamer d'elle un *rapport* véritable, comme s'ils invoquaient l'article 446 ? Certes, si la donation dont elle a bénéficié se place dans la période défavorable, pas de doute : elle devra, en vertu de l'article 446, rendre tout ce qu'elle a reçu. Mais sinon ?

Un assez grand nombre d'arrêts, rendus, il est vrai, à propos des indemnités d'assurances sur la vie, paraissent admettre l'affirmative, et croire que la femme est tenue de rapporter les sommes dont elle a été gratifiée. Cette théorie nous paraît inadmissible. Sur quoi se fonde-t-elle en effet ? Sur un texte ? Non pas. Sur une simple analogie ? Moins encore : sur une formule arbitraire et imprécise.

« Si, aux termes de l'article 564 du Code de commerce, la femme ne peut exercer dans la faillite du mari aucune action à raison des avantages portés au contrat de mariage, elle ne peut, à plus forte raison, *se prévaloir des libéralités* que le mari lui aurait faites pendant le mariage (1). »

S'en prévaloir, pour *en réclamer l'exécution* ; certes, elle ne le peut pas.

Mais s'ensuit-il qu'elle doive en restituer le montant, quand elle l'a *reçu et dépensé* ? C'est ce que nous refusons d'admettre. Car, en fait, sa situation sera, dans l'un et

(1) Req., 2 mars 1881, précité.

l'autre cas, des plus différentes. Perdant sa créance de donataire, elle ne perd qu'un bénéfice : *Lucrum non captat*. Obligée de restituer ce qu'elle n'a peut-être plus, elle subit un appauvrissement, *damnum non vitat*, appauvrissement qui peut être considérable et véritablement inique.

En résumé, nous n'hésiterons pas à affirmer que les droits des créanciers en face des donations faites par le failli à sa femme, avant la cessation de paiements, se bornent à ceux-ci :

1° Opposer une fin de non recevoir à toute réclamation fondée sur le contrat de mariage ou un acte de donation postérieur (art. 564) ;

2° Faire réunir à la masse active tout bien acquis par la femme au cours du mariage, lorsque celle-ci ne prouve pas que l'acquisition a été payée par ses deniers personnels (art. 559).

Cette preuve pourra d'ailleurs être faite par tous les moyens ordinaires (1).

Les principes étant nettement posés, revenons à notre matière. Il sera facile de les y appliquer. En fait, c'est le second des droits que nous venons de leur reconnaître, et seulement celui-là que les créanciers du failli peuvent exercer sur la rente viagère de la femme. L'article 564 ne pourra leur servir, puisque la femme n'aura jamais d'action à exercer contre le mari en vertu du contrat de rente viagère. L'article 559, au contraire, leur permettra de faire réunir à la masse active de la faillite la rente viagère, bien acquis par la femme des deniers du mari, et ce

(1) Req., 1^{er} décembre 1879, D. 80, 1, 230 ; Lyon-Caen et Renault, II, 3047 ; Paris, 16 novembre 1891, P. fr., 93, 2, 130.

d'autant plus sûrement que la présomption établie par cet article se trouve, dans notre espèce, conforme à la réalité.

Il paraît bien évident que cette réunion devra se faire en considérant le bien tel qu'il est, et non pas tel qu'il a pu être, puisque le mari en est présumé seul propriétaire. Et quant aux fruits de ce bien, la même présomption a pour conséquence logique de faire admettre qu'ils ont été réellement perçus par le mari, qui avait seulement dissimulé sa propriété sous le nom de sa femme. Si le bien dont s'agit était un titre nominatif quelconque, action ou obligation de société par exemple, on se bornerait à le réunir à la masse, sans rechercher s'il a changé de valeur depuis l'acquisition, et sans réclamer à la femme les coupons qu'elle a pu toucher. De même on réunira à la masse la police de rente viagère, et la femme n'aura à restituer aucun des arrérages perçus.

SECTION IV. — Droits des héritiers.

De même que, durant la vie du stipulant, ses créanciers, de même, après sa mort, ses héritiers peuvent tirer de la police souscrite deux droits distincts et contraires, celui d'en réclamer le bénéfice, et celui de l'attaquer, en ce qu'elle porte préjudice à leurs droits héréditaires.

Il est rare et il peut paraître impossible que des héritiers bénéficient d'une rente viagère constituée au profit de leur auteur. Ne s'est-elle pas en effet éteinte avec lui ? Pas toujours. La rente peut être fixée sur la tête d'un tiers non bénéficiaire. Ou bien c'est le cas, que nous avons cité plus haut, d'une rente viagère fixée sur la tête du stipu-

lant *et de ses héritiers* ; rente que ceux-ci recueillent en vertu de leur droit héréditaire, et non pas d'un droit de réversion (1).

En outre il peut arriver, même si la rente s'éteint avec le *de cujus*, que des arrérages échus ne soient pas touchés, et les héritiers auront évidemment le droit de les réclamer si ce droit n'est pas prescrit (2). On se rappelle d'ailleurs que les arrérages ne sont exigibles qu'à terme échu, et que les héritiers ne peuvent en réclamer pour le temps écoulé depuis le dernier terme jusqu'au décès ; c'est la clause : « sans arrérages au décès, » dont nous avons parlé plus haut.

Ces hypothèses sont d'ailleurs peu fréquentes ; et le plus souvent, c'est pour l'attaquer que les héritiers s'occupent du contrat de rente viagère passé par leur auteur.

Il faut, ici encore, distinguer suivant que la rente viagère est constituée au profit du stipulant ou au profit d'un tiers.

§ 1^{er}. — RENTE VIAGÈRE ÉGOÏSTE.

Comme les créanciers, les héritiers peuvent exercer contre le contrat de rente viagère les actions en nullité qui compétaient à leur auteur. C'est le droit commun. Mais, bien entendu, ils ne peuvent avoir, pour l'attaquer, d'action à eux personnelle et correspondant à l'action paulienne.

Ils ont essayé à maintes reprises de s'en faire reconnaître une ; toujours en vain. Les Tribunaux ont jugé constamment que la nullité d'une constitution de rente viagère ne pouvait être demandée, sous prétexte que le

(1) Cass., 29 mai 1865, *J. Not.*, art. 18313.

(2) Rennes, 28 mai 1895, *J. Ass.*, 95, p. 262.

contrat avait été inspiré au stipulant par un sentiment de malveillance à l'égard de ses héritiers. On ne peut reprocher aux Compagnies d'avoir commis une faute, en donnant au rentier le moyen de spolier ses héritiers. Cette spoliation, en droit strict, est légitime ; car le contrat est passé avec la Compagnie à titre onéreux (1).

Ainsi, de leur propre chef, les héritiers ne peuvent rien contre la constitution de rente viagère qui les prive de toutes leurs « espérances. »

§ II. — RENTE VIAGÈRE LIBÉRALE.

Il n'en est pas de même, si cette rente viagère est libérale, c'est-à-dire si elle contient une libéralité au profit d'un tiers.

Dans ce cas, les héritiers ont un double droit. Du chef de leur auteur, ils peuvent exercer contre la libéralité toutes les actions en nullité ou révocation que le droit commun lui ouvrirait, et qui, on le sait, appartiennent également aux créanciers.

Sur l'effet de cette action en nullité ou en révocation, bornons-nous à renvoyer aux principes généraux que nous avons posés plus haut à propos des droits des créanciers.

Mais en outre, de leur propre chef, ils peuvent avoir deux actions, qui dérivent de leur titre d'héritiers : l'action en rapport et l'action en réduction. Cherchons à préciser quel sera le résultat de l'une et de l'autre.

1° *Action en rapport.* — L'article 843, qui prévoit les

(1) Seine, 2 février 1855, *J. Ass.*, 55, p. 301 ; Tours, 29 janvier 1858, *J. Ass.*, 58, p. 190 ; Seine, 7 avril 1876, *J. Ass.*, 76, p. 241 ; 5 décembre 1891, *J. Ass.*, 92, p. 228.

libéralités indirectes aussi bien que directes, s'applique certainement aux libéralités qui nous occupent.

L'héritier au profit duquel une rente viagère aura été constituée par le *de cujus* devra donc à ses cohéritiers le rapport de cette rente.

Le droit commun s'applique ici sans difficulté. Le rapport se fera en moins prenant, conformément à l'article 868. Et la valeur de la rente rapportable sera calculée au jour de la constitution, ce qui revient à dire qu'elle sera le plus souvent égale au capital constitutif. Il n'y a rien dans cette solution qui soit contradictoire avec celle que nous avons admise en matière de nullité ou de révocation. L'héritier reste en effet propriétaire de la rente ; c'est à lui que profiteront ou nuiront les variations de valeur de la police (1).

Aussi bien, dans le cas où elle a diminué de valeur, l'héritier n'a pas à se plaindre de cette dépréciation, car elle provient de ce qu'il a déjà touché des arrérages, et elle est très sensiblement inférieure au total des arrérages qu'il a touchés, et qu'il n'a certainement pas à restituer. L'article 856 ne laisse aucun doute à ce sujet (2).

2° *Action en réduction.* — La libéralité contenue dans une constitution de rente viagère n'échappe pas davantage à la réduction demandée par les héritiers réservataires (art. 1973).

En conséquence, la rente viagère libérale devra entrer en ligne de compte dans le calcul de la quotité disponible. Mais elle y figurera, non point pour le montant du capital constitutif, mais bien pour la valeur qu'elle représente

(1) Aubry et Rau, VI, § 634, p. 647 et n. 7.

(2) *Ibid.*, VI, § 631, p. 634.

au moment du décès (art. 922). « On procède comme si les biens donnés n'avaient pas cessé d'être la propriété du donateur (1). » Or, même dans cette hypothèse, la rente viagère aurait subi exactement la même variation de valeur.

Si la quotité disponible ainsi calculée est dépassée par les dispositions entre vifs consenties par le *de cujus*, celles-ci sont réduites, en suivant l'ordre de leurs dates (art. 913). Rappelons ici une fois de plus que la date de la libéralité qui nous occupe est celle de la constitution de la rente et non pas celle de l'acceptation du bénéficiaire.

Enfin quel est l'effet de cette réduction? Notons d'abord que l'article 917 ne paraît pas pouvoir s'appliquer à notre hypothèse. Ce texte prévoit en effet qu'une charge aléatoire a été imposée par le *de cujus* à ses héritiers et que ceux-ci se délivrent des risques que comporte cette charge, en abandonnant, à forfait, la quotité disponible. Or, telle n'est pas du tout la situation, lorsque la rente viagère doit être servie par une Compagnie. Les héritiers ici n'ont plus de risques à courir; ils connaissent au contraire exactement la somme qui est sortie du patrimoine de leur auteur. Ils y feront donc rentrer, non pas la somme elle-même, puisque le contrat passé avec la Compagnie doit être respecté, mais la rente viagère acquise en échange par le bénéficiaire, et qui appartient désormais à la succession, soit entièrement, soit jusqu'à concurrence de la réduction, qui doit être opérée.

Cette réintégration est une véritable résolution du droit du rentier. L'hérédité se trouve avoir été rétroactivement seule bénéficiaire de la rente; elle la reprendra donc avec

(1) Aubry et Rau, VII, § 684, p. 195, n° 3.

sa valeur actuelle, celle dont il est tenu compte dans le calcul de la quotité disponible, sans qu'il y ait lieu à indemnité ni d'une part ni de l'autre.

Quant aux arrérages perçus par le rentier avant l'ouverture de la succession, ils ne devront point être restitués. L'hérédité ne pourra même réclamer les arrérages échus depuis le décès que si la demande en réduction a été formée dans l'année (art. 928).

3° *Du cas où la rente a été constituée au moyen de primes annuelles.* — L'application à la rente viagère libérale des règles du rapport et de la réduction soulève une difficulté que nous avons jusqu'ici laissée à dessein de côté. Cette difficulté se présente lorsque la rente viagère différée a été constituée, non pas au moyen d'un capital constitutif une fois versé, mais au moyen de *primes annuelles*.

Ne peut-on pas soutenir que ces primes, ayant été payées par le stipulant de ses revenus, ne doivent ni être sujettes au rapport, ni figurer dans le calcul de la quotité disponible, ni être soumises à la réduction ?

Une théorie analogue a été implicitement admise en matière d'assurances sur la vie par la Cour de cassation (1) ainsi que par plusieurs auteurs (2).

Mais il nous semble que cette thèse provient d'une confusion. Il est certain que les fruits des choses données ne sont point soumis au rapport, qu'ils ne tombent pas sous l'effet de la réduction. On en a déduit que les donations de biens qui avaient le caractère de fruits devaient de même

(1) Cass., 23 juillet 1889, S. 91, 1, 7 ; 29 juin 1896, S. 96, 1, 361.

(2) Lefort, II, p. 346 ; Thaller, *Réforme sociale*, IV^e série, IV, p. 875 et suiv.

échapper au rapport et à la réduction (1). La déduction est logique, et nous l'admettons volontiers, à condition que ce soit dans le patrimoine du donataire qu'on recherche le rôle joué et la place tenue par l'objet de la libéralité.

Car cette dispense de rapport et de réduction, que l'on fait découler comme conséquence des articles 856 et 928, est fondée sur ce qu'il y aurait de rigoureux et même presque d'injuste à réclamer le rapport ou la restitution de biens qui ont été consommés par le donataire au fur et à mesure de leur réception, en vertu même de leur nature et de leur destination.

Mais si le bien donné est destiné à demeurer dans le patrimoine du donataire et à y produire lui-même des fruits, c'est-à-dire à y jouer le rôle de capital, peu importe le caractère qu'avait ce bien, ou qu'avaient les deniers qui ont servi à son acquisition, dans le patrimoine du donateur. Le soustraire au rapport, à la réduction, ce serait porter atteinte, au moment même du décès, au principe de l'égalité entre cohéritiers ou à la réserve des héritiers directs (2).

Au surplus, on l'a fait remarquer plusieurs fois, la démarcation entre les *revenus* et le *capital* du donateur peut être parfois bien difficile à établir. Il faudrait, pour qu'il fût possible de le discerner, que ce capital fût immuable, qu'il n'augmentât, ni ne diminuât. Or, en pratique, il n'en est point ainsi; bien au contraire. Dans une fortune bien gérée, les revenus eux-mêmes doivent être, pour partie, replacés et devenir des capitaux. Si le *de cujus* ne les avait pas donnés, dit-on, il les aurait dé-

(1) Aubry et Rau, VI, § 631, p. 635.

(2) Voir en ce sens : pour le rapport, Chambéry, 6 mars 1899, *G. T.*, 99, 1, 2, 435; pour la réduction, *P. fr.*, v^o *Donat. testam.*, nos 2728, 2734, et les renvois.

pensés *lautius vivendo*. Erreur, le plus souvent. Il les aurait placés, et son patrimoine se serait augmenté d'autant (1).

Et enfin n'y aurait-il pas quelque chose de choquant à ce qu'un même bien, rente viagère différée, tantôt fût soumis, et tantôt échappât au rapport et à la réduction, selon que le capital constitutif aurait été versé en une ou plusieurs fois, alors surtout que le versement par primes, qui aurait pour effet une dispense de rapport, a précisément entraîné pour le stipulant une dépense plus forte ?

Nous touchons ici à une seconde question également délicate. Nous venons, croyons-nous, de démontrer que la rente viagère doit être rapportée, même si elle a été constituée au moyen de primes annuelles. Mais que doit alors rapporter le rentier ? Le total des primes versées ? Ou seulement la somme à laquelle se serait élevé le capital constitutif versé en une seule fois ?

Nous n'hésitons pas à adopter cette seconde solution. Rappelons en effet que ce droit dont le rapport est dû, c'est le bien donné « sur le pied de la valeur lors de la donation » (art. 868). Or, cette valeur reste toujours la même pour le rentier, quel que soit le mode de paiement adopté par le stipulant. *Valeur* de la rente n'est pas toujours synonyme de *prix* de la rente. Comment se fait-il que le stipulant paye davantage, en payant par primes ? Nous l'avons expliqué : c'est que, d'une part, les intérêts des sommes qu'il aura à verser lui demeurent acquis tant qu'elles ne sont pas encore versées, et que, d'autre part, si le rentier vient à mourir au cours du différé, le stipulant évite une perte complète du capital constitutif.

(1) Voir en ce sens : Ch. Boucher, *Assurance sur la vie et réserve héréditaire*, p. 75 et suiv.

C'est en échange de ce double avantage qu'il a consenti à payer pour la rente un prix plus fort.

Mais qui profite de ces avantages? Lui-même et non point le rentier. Il serait donc injuste d'imposer à celui-ci le rapport d'un supplément de prix, qui ne représente nullement un supplément de valeur de la rente.

Concluons donc en admettant que, même constituée au moyen de primes annuelles, la rente viagère reste soumise au rapport et à la réduction ; mais que, en cas de rapport, c'est la *valeur* de la rente au jour du contrat, et non pas le total des primes payées, qui doit être imputée sur la part héréditaire du rentier.

OBSERVATION

COMMUNE AUX SECTIONS III ET IV

Au cours des deux sections que nous venons d'achever, nous avons rencontré pour ainsi dire à chaque pas cette jurisprudence si connue et si intéressante, qui s'est établie depuis une dizaine d'années, en matière d'assurances sur la vie, relativement aux droits que les créanciers et les héritiers de l'assuré peuvent prétendre sur l'indemnité d'assurance.

La Cour de cassation refuse d'appliquer à l'indemnité d'assurance l'action paulienne, les articles 446 et 559 du Code de commerce, les règles du rapport et de la réduction (1).

Toutes les solutions que nous avons admises se trouvent donc contraires à celles de la Cour de cassation ;

(1) Cass., 10 janvier, 6 février, 8 février, 27 février, 27 mars 1888, S. 88, 1, 121 ; 22 juin 1891, S. 92, 1, 181 ; 8 avril 1895, S. 95, 1, 265 ; 29 juin 1896, S. 96, 1, 361.

mais cette apparente contradiction n'est point pour nous embarrasser, puisque nous avons, dès le début de ce travail, admis que la rente viagère, même différée, n'était point une assurance sur la vie.

On voit donc maintenant tout l'intérêt qu'il y avait à prendre parti sur cette question.

Au surplus on peut s'expliquer que la rente viagère et l'assurance sur la vie comportent pour ces différentes difficultés des solutions opposées.

Ces deux opérations sont en effet séparées par une différence essentielle : c'est que la créance résultant de la police d'assurance est la créance d'une indemnité que la Compagnie doit fournir de son propre fonds, et qui peut être de beaucoup supérieure aux primes qu'elle a reçues en échange. Au contraire, la créance résultant de la police de rente viagère est une créance d'arrérages que la Compagnie ne paye qu'après avoir reçu le capital constitutif, et qui, nous l'avons souvent répété, ne sont en réalité que ce capital lui-même augmenté d'intérêts plus ou moins considérables. De sorte que si, dans le premier cas, on a pu dire que le patrimoine du stipulant « n'avait pas fourni l'indemnité, » « qu'il ne s'était pas appauvri du montant de l'indemnité, » il est impossible, dans le second cas, d'en dire autant des arrérages. Cette différence suffit, nous semble-t-il, à expliquer toutes les autres.

Cependant il existe une combinaison que nous avons déjà signalée, et qui participe à la fois de l'assurance en cas de décès et de la rente viagère différée. C'est la *Rente de survie*. Elle est due au bénéficiaire désigné, s'il survit au stipulant, et est exigible au décès de celui-ci. Nous avons indiqué plus haut qu'à notre avis cette opération était double, et qu'elle constituait une assurance sur la

vie, dont l'indemnité est servie sous forme de rente viagère. Faudra-t-il, en ce qui concerne les droits des créanciers et ceux des héritiers, considérer la rente de survie comme une rente viagère ou comme une assurance ?

La réponse en est fournie par la considération générale que nous venons de formuler. Les fonds au moyen desquels les arrérages sont servis sortent toujours du patrimoine du stipulant : telle est la raison qui motive en dernière analyse toutes les solutions adoptées relativement aux rentes viagères.

Or, dans la rente de survie il n'en est point ainsi. Le capital constitutif de la rente viagère, ce ne sont point, en droit au moins, les primes d'assurances, c'est l'*indemnité*, qui est en quelque sorte placée en viager entre les mains de la Compagnie.

Dans ces conditions, il ne nous paraît pas douteux que la rente de survie ne doive être traitée, non pas comme une *constitution de rente viagère libérale*, mais comme une *assurance sur la vie*.

SECTION V. — Droits du conjoint.

L'idée qui se présente immédiatement à l'esprit, lorsque l'on parle des droits résultant pour un époux de la rente viagère stipulée par son conjoint, c'est l'idée d'une rente viagère réversible.

Or, ce n'est point cette idée qui va nous occuper dans cette section. La matière des rentes réversibles est délicate et nous ne devons la traiter qu'à la fin de ce chapitre. Mais précisément parce qu'elle est délicate, nous croyons nous en faciliter l'étude en allant du simple au compliqué

et en examinant d'abord, ici même, les différentes questions qui peuvent être soulevées par la constitution d'une rente viagère au profit d'un *seul époux*.

Ces questions sont de deux sortes : les unes se posent seulement lorsque la rente viagère constitue une libéralité d'un conjoint envers l'autre ; elles touchent à l'application à cette libéralité des règles particulières de révocation ou de réduction des donations entre époux. Ce que nous avons dit déjà sur la révocation ou la réduction de la libéralité contenue dans la constitution de rente viagère suffit pour permettre de résoudre cette première série de questions ; nous ne nous y arrêtons pas (1).

Les autres se posent seulement lorsque les époux sont mariés sous le régime de la communauté et lors de la dissolution de cette communauté. Quels sont les droits qui résultent, pour ou contre la communauté, de la constitution d'une rente viagère au profit d'un seul époux ? Tel va être l'objet de nos recherches, qui devront passer en revue les différentes hypothèses que l'on peut concevoir.

§ 1^{er}. — LA RENTE EST CONSTITUÉE AVEC DES DENIERS
PROPRES A L'UN DES ÉPOUX.

A. — Supposons d'abord que la rente ait été constituée par l'un des époux, à son profit, et avec des deniers propres à lui-même.

(1) C'est ici le lieu de noter, ainsi que nous l'avons fait plus haut d'une façon générale, que la rente viagère constituée par un époux au profit de l'autre ne contient pas toujours une libéralité. Il a été jugé qu'un mari qui constitue une rente viagère sur la tête de sa femme, lorsque celle-ci n'a point de fortune personnelle, ne fait que s'acquitter d'une obligation alimentaire, et que sa femme ne peut être considérée comme une donataire. Bordeaux, 2 février 1885, *Le Droit*, 26 septembre 1885.

Le placement de ces deniers propres en rente viagère peut en constituer un emploi licite et valable, aux conditions ordinaires : déclaration de la provenance des deniers et de l'emploi, et acceptation de la femme, s'il s'agit d'un propre appartenant à celle-ci (1).

Donc en ce cas la rente viagère sera elle-même un propre de l'époux constituant, c'est-à-dire que lors de la dissolution de la communauté, cet époux reprendra la police avant tout partage, et si c'est la femme, malgré sa renonciation à la communauté.

Mais les fruits des propres tombent en communauté ; tel sera le sort des arrérages. Or, si cette communauté se dissout par la mort du rentier, on a deviné que le droit de reprise de ses héritiers se trouvera sans objet.

Faut-il donc admettre que l'époux bénéficiaire de la rente puisse réclamer à la communauté une indemnité pour les arrérages qu'elle a perçus ? Cette réclamation n'est-elle pas contraire à l'article 588 du Code civil ? Ne tend-elle pas à entamer le droit d'usufruit que la loi accorde à la communauté sur les biens propres ?

La Cour de cassation et après elle la Cour de Bordeaux (2) ont jugé que cette réclamation d'une indemnité était fondée. L'article 1433 et l'article 1437 s'opposent en effet à ce que, par une combinaison quelconque, le patrimoine commun s'enrichisse au détriment de l'un des patrimoines propres. Or, si les arrérages sont les fruits de la rente, ils contiennent, on le sait, et les arrêts précités l'affirment, une partie du capital constitutif ; ce n'est pas

(1) Art. 1434, 1435 ; Guillouard, II, n° 480 ; Dall., J. G., Supp., v° *Contrat de mariage*, nos 548-551 ; Bordeaux, 17 décembre 1873, D. 74, 5, 101.

(2) Req., 1^{er} avril 1868, D. 68, 1, 311 ; Civ. cass., 8 avril 1872, D. 72, 1, 108 ; Bordeaux, 17 décembre 1873, D. 74, 5, 102.

une restitution de fruits inconciliable avec l'article 588, que doit la communauté usufruitière de la rente; c'est une indemnité que doit le patrimoine commun à celui des patrimoines propres au détriment duquel il s'est trouvé avantagé. Et le montant de cette indemnité, très logiquement, sera la différence qui sépare la somme des arrérages perçus par la communauté de la valeur totale des fruits qu'elle aurait touchés, si les biens employés en rente viagère n'avaient point quitté la forme première sous laquelle ils figuraient dans le patrimoine de l'époux constituant.

B. — Il est un autre cas où la rente viagère acquise au moyen des deniers propres restera propre elle-même. C'est le cas où l'un des époux (en pratique sans doute le mari) constituera, de ses deniers propres, une rente au profit de sa femme. Il ne nous paraît pas contestable en effet qu'un époux puisse de ses biens propres consentir au profit de son conjoint une libéralité dont l'objet ne tombera point en communauté. Cette solution, que nous n'avons trouvée nulle part explicitement approuvée, nous paraît découler nécessairement des trois propositions suivantes, qui sont certaines :

1° Chaque époux a le droit de faire une donation avec ses biens propres ;

2° Les époux peuvent se faire des donations pendant le mariage, et ces donations produisent les mêmes effets que les donations consenties à des étrangers ou par des étrangers (1) ;

3° Un donateur peut, en faisant une libéralité à un époux, stipuler que le bien mobilier donné ne tombera pas en communauté.

(1) D., J. G., Supp., v° *Disposit. entre vifs*, n° 599.

La rente viagère ainsi constituée sera donc propre à l'époux bénéficiaire ; mêmes conséquences que tout à l'heure, notamment en ce qui touche les arrérages qui tomberont dans la communauté.

Mais alors la communauté devra-t-elle une indemnité ? Nous croyons pouvoir, sans nous contredire, affirmer que non. La situation n'est nullement la même que ci-dessus. La femme n'est point appauvrie par la constitution de rente viagère, ni par le fait que les arrérages tombent en communauté. Avant la constitution, elle n'avait rien ; après la constitution, elle est enrichie de la valeur de la rente ; et peu importe qu'elle en ait à partager les arrérages avec son mari : elle n'a point le droit de rechercher si ces arrérages contiennent une partie d'un capital constitutif qui ne lui a jamais appartenu.

Quant au mari, il serait vraiment singulier qu'il prétendit fonder un droit à une indemnité sur ce que le capital, dont il a entendu se priver au profit de sa femme, lui est échappé moins complètement qu'il ne le pensait, et lui est partiellement restitué, sous forme d'arrérages, par l'intermédiaire du patrimoine commun !

C. — En dehors de ces deux cas, la rente viagère constituée au profit d'un seul époux, au moyen des deniers propres à l'un d'eux, tombe en communauté ; c'est l'application du droit commun (art. 1401). La communauté comprend tous les biens mobiliers acquis pendant le mariage.

Tombée en communauté, la rente viagère devra, lors de la dissolution, et si la communauté est acceptée par la femme, être partagée par moitié entre chaque époux ou ses ayants droit.

Il est certain d'ailleurs que, si la rente viagère était stipulée au profit du constituant, celui-ci aura droit à une

indemnité de la part de la communauté : indemnité, qui comprendra non seulement la différence entre les arrérages de la rente et les revenus du propre aliéné, comme dans notre premier cas, mais encore la valeur de la rente au jour de la dissolution de la communauté.

Or, comme le bénéficiaire désigné par la police est seul créancier de la Compagnie, et que par suite le partage de la rente en nature sera peu commode pour le conjoint du bénéficiaire, il y aura un grand avantage pratique à affecter au rentier, en paiement de l'indemnité dont le montant égale la valeur actuelle de la police, cette police elle-même. Mais ce n'est qu'une facilité de règlement, et non point une nécessité juridique.

§ II. — LA RENTE EST CONSTITUÉE AVEC DES DENIERS COMMUNS.

Plaçons-nous maintenant dans l'hypothèse où la rente a été constituée avec des deniers *communs*.

En principe, il est clair que cette rente appartiendra à la communauté ; peu importe qu'elle ait été stipulée au profit du mari seul ou de la femme seule ; cette circonstance aura bien pour effet que le rentier désigné ou ses ayants droit auront seuls action contre la Compagnie, mais elle ne pourra empêcher le bien acquis de deniers communs au cours du mariage de tomber dans la communauté (1).

(1) Bien entendu, dans le partage, il sera avantageux pour tout le monde de mettre dans la part de communauté revenant au rentier la rente viagère tout entière, sauf indemnité à l'autre conjoint. Mais ce procédé de règlement, pour avantageux qu'il soit, ne peut être imposé audit conjoint ou à ses ayants droit.

Mais que décider, si, en contractant avec la Compagnie, le mari a stipulé que la rente viagère qu'il constitue serait propre au rentier désigné ?

A. — Si c'erentier, c'est le mari lui-même, pas de doute possible : Une simple déclaration de volonté de la part du mari ne peut pas accroître son patrimoine propre au détriment du patrimoine commun. Autant vaudrait alors biffer purement et simplement l'article 1401 (1). En plaçant en viager les fonds communs, le mari ne peut pas se les rendre propres, pas plus qu'il ne pourrait, en achetant avec des deniers communs des valeurs mobilières, actions ou obligations de sociétés, stipuler que celles-ci lui resteraient propres.

B. — La question est infiniment plus délicate, lorsque le mari stipule la rente viagère, non plus à son profit, mais au profit de sa femme. Elle suppose résolue cette autre question plus générale : un mari peut-il avec des biens communs faire à sa femme une donation qui ne tombe point en communauté ? Cherchons d'abord à trouver à cette question générale une réponse nette et précise ; puis quand celle-ci sera formulée, nous verrons à quelle solution elle nous amènera dans notre espèce particulière.

a) Avant d'entrer dans l'examen de cette difficulté, supposons-la tranchée par la solution affirmative, et voyons quels devront être logiquement les résultats d'une pareille donation au moment de la dissolution de la communauté.

Un mari a pris 10.000 fr. dans la communauté pour les donner à sa femme sous la forme d'une valeur mobilière, qu'il stipule propre à celle-ci. Une récompense est-elle due et par qui ?

(1) Trib. de Bordeaux, 29 mai 1872, D., Supp., *Contrat de mariage*, n° 308, n. 1 ; Aubry et Rau, v, § 507, p. 283, § 509, p. 326.

Il semble que l'article 1437 réponde péremptoirement à la première question ; la communauté a été appauvrie : elle doit être indemnisée. La jurisprudence a cependant admis que l'article 1469, en exigeant une récompense du mari qui a doté un enfant du premier lit avec les deniers de la communauté, le dispensait implicitement de récompense pour toute autre libéralité faite à toute autre personne. Mais il nous paraît impossible de concilier cette jurisprudence avec l'article 1437, et nous ne pouvons discerner sur quelle base juridique la Cour de cassation a pu la fonder. Elle a été, à notre sens, définitivement critiquée et condamnée par une dissertation de M. Beudant (1), qui paraît avoir même convaincu les magistrats de la Cour suprême (2).

Ajoutons seulement que, dans notre espèce, si la communauté ne recevait récompense, l'opération, analysée dans sa portée pratique, serait bâtarde et partiellement illicite. Car, si la communauté ne reçoit pas récompense, chaque époux, en tant que commun en biens, est appauvri de 5.000 fr. ; la femme ne s'enrichira donc en définitive que de 10.000—5.000, soit 5.000 fr., et l'opération réalisée par le mari se décompose ainsi : 5.000 fr. appartenant au mari dans la communauté ont été donnés à la femme à charge de rester propres ; 5.000 fr. appartenant à la femme dans la communauté ont passé de la communauté dans son patrimoine propre.

Or, d'une part, ce résultat concorde mal avec l'intention apparente du mari donateur, qui a voulu sans doute gratifier sa femme de la totalité et non pas de la moitié de

(1) D. 1870, 1, 5.

(2) Req., 14 avril 1886, D. 87, 1, 169. Voir aussi, dans le même sens, un article de M. Labbé, *Rev. crit.*, 1887, p. 433.

la libéralité qu'il lui a faite. Et, d'autre part, nous ne pouvons admettre qu'une simple déclaration de volonté d'un seul époux puisse retirer de la communauté des biens qui y sont tombés du chef d'un époux, pour les rendre à celui-ci avec la qualité de biens propres. A quoi serviraient alors les règles de l'emploi et du remploi ? Et à quoi serviraient même les principes posés par l'article 1401 relativement à la composition de la communauté, et par l'article 1395 sur l'immutabilité des conventions matrimoniales, si les époux pouvaient à leur gré modifier la consistance du patrimoine commun ?

Une récompense est donc due à la communauté. Est-ce la femme donataire qui la paiera ?

Alors l'opération se ramènerait à ceci : le mari a pris dans la communauté 10.000 fr. pour les donner en propre à sa femme. A la dissolution, la femme doit reprendre 10.000 fr. dans ses biens propres pour les remettre dans la communauté. A quoi aura servi la donation ? Et en particulier dans notre espèce : le mari place en viager des biens communs, au profit de sa femme. Mais les arrérages de la rente vont tomber en communauté ; et à la dissolution la femme devra récompense de la valeur actuelle de la rente. Quel aura été finalement son bénéfice ? Et que devient l'intention libérale du constituant ?

Elle ne sera pas beaucoup mieux respectée, si chaque époux fournit récompense de 5.000 fr. Le résultat sera le même que dans le premier cas, avec cette différence que c'est dans son patrimoine propre, par suite de la récompense fournie, et non pas dans le patrimoine commun, que chaque époux subira un appauvrissement de 5.000 fr. ; la femme ne sera encore gratifiée que de 5.000 fr., et 5.000 fr. auront passé de la communauté dans son patri-

moine propre, durant la communauté ; nous avons déjà démontré qu'un tel résultat ne saurait être admis.

Il reste que le mari seul fournisse récompense à la communauté ; et tel est le seul moyen, pour que la libéralité produise son effet. La donataire sera vraiment enrichie de 10.000 fr., le donateur vraiment appauvri de 10.000 fr. ; et tel doit être aussi bien l'effet de toute libéralité (1).

Mais cette donation est-elle licite ? Nous revenons à la question momentanément abandonnée.

Il importe de la bien poser. Un mari fait, avec des biens communs, une donation à sa femme, en stipulant que le bien donné restera propre à celle-ci. La donation en est-elle valable ? Cela n'est pas contestable. Le mari a le droit de faire une donation à sa femme ; la provenance des biens qu'il emploie ne peut pas entamer ce droit. Mais cette donation est-elle efficace ? Produira-t-elle l'effet désiré par le mari ? Pourra-t-elle faire passer le bien donné du patrimoine commun dans le patrimoine propre de la femme ? C'est une autre question, et c'est celle-là qui nous paraît digne d'un examen attentif.

Tout d'abord un argument se dresse en faveur de l'affirmative. Il est en germe dans l'article 1401, 1°. Ce texte permet au donateur d'un des époux de stipuler que l'objet de la donation ne tombera point en communauté. Or, le mari peut être le donateur de sa femme. Pourquoi ne pourrait-il pas, comme tout autre donateur, adjoindre à sa donation la stipulation qu'autorise l'article 1401 ? Il n'y a plus seulement ici cette simple déclaration, qui prétend transformer un bien commun en bien propre et dont nous avons refusé tout à l'heure de reconnaître l'efficacité : il y

(1) Cf. Amiens, 25 février 1880 ; Req., 9 mai 1881, D. 82, 1, 97.

a un acte de disposition fait par le mari, une mutation de propriété, qui, peut-être, explique cette transformation. Cette théorie est très nettement exposée dans un arrêt de la Chambre des requêtes (1).

L'article 1395 réfute péremptoirement, à notre sens, cet argument. Les conventions matrimoniales, c'est-à-dire le régime adopté avec ses conséquences, c'est-à-dire encore, en communauté, la consistance respective des deux patrimoines propres et du patrimoine commun, ne peuvent être modifiés.

L'article 1401 autorise néanmoins un donateur à faire tomber à sa volonté le bien qu'il donne dans l'un ou l'autre

(1) Req., 21 juin 1893, D. 94, 1, 21; Bourguoin contre Enregistrement. Les motifs de cet arrêt sont très précis et méritent d'être cités :

« Attendu que le Mémoire soutient vainement qu'aucun droit principal ne pouvait être perçu à raison de ce que les époux étant mariés sous le régime de communauté légale, et les fonds, objet de la donation, faisant, aux termes de l'article 1401, 1^o, Code civil, avant comme après, partie de l'actif de cette communauté, l'acte du 9 avril 1889 n'avait pu produire effectivement aucune mutation ;

» Qu'en effet, s'il est vrai qu'aux termes de l'article 1401, 1^o, le mobilier, qui échoit aux époux pendant le mariage à titre de donation, fait partie de la communauté, c'est à la condition que le donateur n'ait pas exprimé le contraire ;

» Que, dans l'espèce, la volonté d'exclure les biens donnés de la communauté résulte expressément de l'acte litigieux et de l'intention formelle des parties contractantes ;

» Que, tandis que le sieur B. C... donnait la somme de 300.000 fr. à la dame P. G..., son épouse, pour en jouir et disposer comme lui appartenant en toute propriété à compter du 9 avril 1889, ladite dame donataire déclarait qu'elle se proposait de l'employer à l'acquisition d'un titre de rente de l'État français à son nom ;

» Qu'ainsi la somme donnée a été formellement exclue de la communauté, et a constitué un propre de la dame P. G...;

» Que l'acte par conséquent a produit effectivement une mutation. »

tre des trois patrimoines ; car il aurait pu ne rien donner, et le bénéfice réalisé gratuitement par l'un des trois ne lèse pas les deux autres.

Mais l'article 1401 n'a jamais autorisé un donateur à *retirer* de la communauté un bien, qu'il y a fait tomber, pour le faire passer dans un des patrimoines propres : une telle opération, à la différence de la précédente, lèse un droit acquis par la communauté ; elle est donc illicite au premier chef.

Comme tout donateur, le mari peut, en donnant un de ses biens propres à sa femme, *empêcher* celui-ci de tomber en communauté (1). Il ne peut pas *retirer* de la communauté un bien, qui y est tombé, pour le faire passer dans le patrimoine propre de sa femme.

Mais alors l'effet de la donation, que nous examinons, ne sera-t-il pas absolument vain ? Le mari prend 10.000 francs dans la communauté, et les donne à sa femme sous forme de valeurs mobilières. Ces valeurs mobilières tombent en communauté. Avant la donation, la communauté possédait 10.000 francs en deniers ; après la donation, elle possède 10.000 francs en valeurs mobilières. A quoi a servi la donation ? Ne paraît-elle pas dénuée de tout effet ?

Elle a servi à quelque chose néanmoins. Elle a fait naître au profit de la femme donataire un droit de créance. Or, le Code semble avoir prévu ce cas, lorsque (art. 1480) il indique que « les donations, que l'un des époux a pu faire à l'autre, ne s'exécutent que sur la part du donateur dans la communauté, et sur ses biens personnels. » — « Cette créance par conséquent doit être réglée après le partage de la communauté (2). »

(1) Cf. *suprà*, § 1^{er}, B, p. 165.

(2) Baudry-Lacantinerie, *Précis*, III, n° 130, p. 165.

Dès lors la solution de notre difficulté se montre en pleine lumière, et nous pouvons formuler la règle générale suivante :

Lorsqu'un mari fait à sa femme une donation avec des biens communs, en stipulant que les biens donnés deviendront propres, cette stipulation est inefficace, et cette donation ne modifie en rien le patrimoine commun ; mais elle fait naître au profit de la femme une créance, dont celle-ci pourra réclamer le paiement après le partage, conformément à l'article 1480.

b) Il nous reste maintenant à rechercher comment cette règle générale va s'appliquer au cas où la libéralité a été faite par le mari à sa femme *indirectement*, au moyen de la constitution d'une rente viagère.

Un premier point est certain : Le mari aura beau stipuler que la rente viagère constituée avec des deniers communs au profit de sa femme restera propre à celle-ci, cette stipulation sera inopérante : la rente viagère tombera en communauté ; elle se partagera à la dissolution, si la communauté est acceptée par la femme.

Celle-ci à la vérité sera bien seule créancière de la Compagnie ; mais elle devra compte à son conjoint ou aux ayants droit de celui-ci, de la moitié des arrérages qu'elle touchera.

Aura-t-elle du moins, suivant la règle générale, que nous venons de poser, un droit de créance à exercer contre son mari ?

Nous ne voyons pas d'où ce droit de créance pourrait naître. Nous ne sommes plus en effet dans l'hypothèse simple, où le mari a consenti une donation à sa femme, et où par suite il s'est obligé vis-à-vis d'elle. Nous sommes

en présence d'une stipulation pour autrui, qui contient bien à la vérité une libéralité indirecte, mais qui ne fait naître au profit du bénéficiaire aucune action contre le stipulant. Le bénéficiaire n'est pas créancier du stipulant : il est créancier seulement et directement du promettant. Si, pour une raison ou pour une autre, la libéralité contenue dans la stipulation pour autrui n'est point exécutée, le bénéficiaire ne peut réclamer au stipulant aucune garantie. Tel est précisément notre cas. La stipulation du mari a fait naître au profit de sa femme une créance contre la Compagnie. Elle n'a pas pu modifier la nature du capital constitutif, ni le règlement des droits de la communauté et des époux : la libéralité désirée par le mari est restée vaine, inexécutée : la femme ne peut s'en plaindre. Le mari a fait un placement de deniers communs : il n'a point fait autre chose ; son opération n'a pas eu d'autre résultat ; elle n'a fait naître aucune créance au profit de sa femme contre lui-même.

Cette solution peut être rigoureuse et peu conforme aux nécessités de la pratique. Juridiquement elle paraît inattaquable (1).

Elle est même confirmée implicitement, en quelque sorte, par la législation qui régit la Caisse des retraites pour la vieillesse. Pourquoi l'article 13 de la loi du 20 juillet 1886, reproduisant des textes antérieurs, stipule-t-il expressément que les versements faits, au cours du mariage, de deniers communs « profitent séparément » à chaque époux (expression que tous les auteurs traduisent par celle-ci :

(1) Cf. Aubry et Rau, v, § 507, p. 283 et note 9 ; Guillaouard, 1, n° 375, p. 373 ; Angers, 6 mars 1844, D. 45, 2, 56 ; Bordeaux, 17 décembre 1873, D. 74, 5, 102.

restent propres à chaque époux) (1), pourquoi, sinon parce qu'un texte de loi était nécessaire pour permettre qu'au cours du mariage les deniers communs fussent employés à l'acquisition de biens propres, en dehors des cas de remploi prévus par le Code ?

Il faut noter néanmoins que notre solution n'est point acceptée par la jurisprudence, lorsque la rente viagère est une rente de survie. Nous nous sommes déjà expliqué au sujet de cette combinaison particulière des assurances sur la vie. C'est son caractère d'assurance qui, ici encore, la fait échapper aux règles communes des rentes viagères.

La jurisprudence tend à admettre qu'en pareil cas, la rente viagère ainsi créée au profit exclusif de la femme lui reste propre, et que même celle-ci ne doit point de récompense à la communauté (2).

D'autres pensent qu'il y a lieu à récompense au profit de la communauté (3). Mais alors se pose la question bien connue de savoir quel doit être le montant de la récompense : est-ce le profit réalisé par la femme ? Est-ce seulement le total des primes d'assurances déboursées par la communauté ? Nous n'avons point à prendre parti dans ce débat. Il ressort uniquement en effet de la matière des assurances sur la vie, qui n'est point nôtre. Il nous suffisait ici de signaler au passage une nouvelle différence séparant la rente viagère de survie des rentes viagères ordinaires.

(1) Cf. Baudry-Lacantinerie, *Contrat de mariage*, 1, n° 852.

(2) Douai, 31 janvier 1876, D. 76, 2, 121 ; Paris, 5 mars 1886, S. 88, 2, 227 ; Paris, 19 mai 1890, D. 93, 2, 185 ; Civ. cass., 29 juin 1896, S. 96, 1, 361.

(3) Baudry-Lacantinerie, *Contrat de mariage*, 1, p. 693.

SECTION VI. — Droits du fisc.

Lorsqu'on recherche quels sont les droits qui résultent d'un contrat quelconque, il y a quelqu'un qu'on ne doit jamais oublier, c'est le *fisc*.

Que peut-il réclamer sur un contrat de rente viagère ?

Si la rente viagère est constituée au profit du stipulant, la réponse est fournie par la loi du 22 frimaire an VII (art. 69, § 5, 2°, et art. 14, 6°), qui assujettit la constitution de rente au droit proportionnel de 2 % sur le capital constitutif.

Le même article 14, 7°, exige qu'en cas de cession d'une rente viagère, le même droit de 2 % soit encore calculé sur le capital constitutif, et non pas sur la valeur actuelle de la rente, ce qui paraît en même temps peu logique et peu équitable.

Mais si la rente viagère est constituée au profit d'un tiers, quel droit sera perçu ? Le droit de 2 % sera toujours dû ; mais le fisc pourrait-il en outre réclamer un droit de mutation sur la libéralité indirecte ?

La Cour de cassation avait d'abord décidé qu'un seul droit devait être perçu, sur l'acte à titre onéreux, qui était l'acte principal (1).

Mais revenant sur cette doctrine un arrêt des Chambres réunies du 23 décembre 1862 (2) vint déclarer qu'il y avait lieu à perception de deux droits distincts, puisque la libéralité et la constitution de rente sont deux opérations également distinctes ; « que, même dans le cas où la libéralité aurait été révoquée ou annulée, les débiteurs de la rente

(1) 21 juin 1847, *J. Not.*, 13442 et 10540.

(2) *Dall.*, 1863, 1, 64.

n'en seraient pas moins tenus à la servir aux héritiers de Beaunet (le constituant) jusqu'au décès de Gontard (sur la tête de qui la rente était fixée)... Que, par conséquent, l'une des dispositions pouvant exister sans que l'autre en soit affectée, il en résulte qu'elle en est manifestement distincte; qu'ainsi, à aucun titre, elle ne dépend ni ne dérive nécessairement de la vente dont s'agit; — que l'article 1973 ne saurait avoir pour effet, au point de vue fiscal, de soustraire aux droits déterminés par les lois de la matière, les conventions qui en sont légalement passibles. »

« Mais ce droit, ajoute un interprète, ne pourrait être perçu qu'au cas où la libéralité serait acceptée (1). »

Nous doutons que cette dernière opinion soit exacte. La libéralité, on le sait, existe et produit des effets dès qu'elle est stipulée. L'acceptation la rend seulement irrévocable. L'Enregistrement ne pourrait-il avec raison réclamer le droit sur une libéralité qui produit des effets, alors même qu'elle est encore révocable? La question ne paraît pas avoir été tranchée par la jurisprudence.

Ainsi la constitution d'une rente viagère peut donner lieu à un droit de mutation entre vifs.

Peut-elle donner lieu au droit de mutation par décès?

Nous ne parlons ici que des rentes constituées sur la tête ou au profit *d'une seule personne*.

Cela est possible, mais très rare en pratique, si l'on suppose que la rente est fixée sur une autre tête que celle du bénéficiaire: le décès de celui-ci n'éteindra pas la rente, qui sera transmise à ses héritiers: d'où un droit de mutation par décès, calculé sur le capital constitutif.

Cela est encore possible dans une hypothèse plus fré-

(1) *J. Not.*, 10540; *Dict. Enreg.*, v° *Rente*, nos 54 et suiv.

quente : celle des rentes de survie. Ici, c'est le décès du stipulant qui donne ouverture au droit à la rente, et l'article 6 de la loi du 21 juin 1875 indique qu'un droit de mutation est dû (1).

Mais comment sera-t-il calculé ?

« On est loin d'être fixé à ce sujet, écrit M. Lefort (2); *a priori*, rien n'indique s'il y a lieu de prendre pour point de départ la somme que le crédi-rentier aurait dû verser s'il avait acheté de la Compagnie une rente égale, le jour où est mort l'assuré; si, au contraire, on doit réunir toutes les primes acquittées par le signataire de la police, ou si, enfin, il convient de s'en tenir au capital formé de dix fois la rente. »

M. Lefort tranche ainsi la difficulté (3):

« Si la prime est le prix du risque, elle est bien le prix de ce capital, de cette indemnité mise à la charge de la Compagnie.

» Quand cette prime consiste en un capital une fois payé, elle représente la chose que, comme contre-partie, l'assuré s'est fait promettre; partant, elle est le capital aliéné passible du droit de mutation. Assurément, avec une rente viagère de survie, la Compagnie doit avoir en vue la possibilité de ne pas payer la rente, si le bénéficiaire prédécède. Il y a là une éventualité favorable à l'assuré. Mais il y en a une autre contraire. Il risque d'arriver, en effet, que le bénéficiaire vive au-delà du terme probable attesté par les tables de mortalité. On fait évidemment entrer en ligne de compte ces éventualités dans le calcul de la prime;

(1) Cass., 10 mai 1876, S. 77, 1, 33; Seine, 21 mai 1898, *Rec. pér. Ass.*, 1898, p. 522.

(2) *Op. cit.*, III, p. 250.

(3) *Ibid.*, p. 219 à 221.

mais c'est la prime seule qui exprime le résultat de toutes les chances, soit favorables, soit contraires. On conclut de là que la prime est bien le capital aliéné passible de l'impôt. »

Malgré l'autorité de cet auteur, son raisonnement n'entraîne pas entièrement notre conviction.

La prime versée, nous dit-il, est en définitive le capital aliéné.

Aliéné, sans doute ; et c'est même parce que ces primes sont complètement, définitivement aliénées, que nous ne pouvons leur reconnaître le caractère de capital constitutif d'une rente viagère. Le capital constitutif, c'est un capital *prêté* à la Compagnie et destiné à être par elle *remboursé*, avec intérêts, sous forme d'arrérages. Quel est le capital constitutif d'une rente de survie ? Il nous semble bien que c'est l'indemnité que le bénéficiaire de l'assurance est censé toucher et remplacer immédiatement en viager ; autrement dit, c'est la valeur de la rente au moment où elle prend naissance et d'après les tarifs de la Compagnie assureur.

A côté des droits d'enregistrement, il faut dire un mot des droits de timbre.

Soumis autrefois au droit commun, c'est-à-dire au timbre proportionnel, les contrats de rentes viagères ont été, par la loi de finances du 13 avril 1898, assujettis, comme les contrats d'assurances, à l'abonnement établi pour ceux-ci par la loi du 20 décembre 1884 (2.40 %). Cette loi a eu pour cause déterminante la jurisprudence de la Cour de cassation, qui avait, on s'en souvient, refusé d'étendre la loi de 1884 aux rentes viagères, qui ne sont pas des opérations d'assurance. Elle a reçu des assureurs un accueil assez froid. « Le fisc a étouffé, sous une loi

votée à la hâte, les raisons de bon sens qui avaient fait exempter jusqu'ici les contrats de rente viagère de la taxe d'abonnement (1).» Cette appréciation est peut-être un peu dure. Sans être le moins du monde des opérations d'assurance, on conçoit pourtant que les contrats de rente viagère passés par les Compagnies soient soumis à la même réglementation fiscale que les autres contrats qu'elles passent et qui, eux-mêmes, ne sont pas toujours, nous croyons l'avoir démontré, de véritables contrats d'assurance.

SECTION VII. — Des rentes réversibles.

§ I^{er}. — DÉFINITION.

Nous touchons à l'une des questions les plus délicates de notre matière : il importe donc de définir et de préciser avec plus d'attention que jamais.

Cherchons à définir ce que c'est qu'une rente réversible.

Ecartons d'abord, pour déblayer notre terrain et éviter des confusions, les rentes viagères dites *réductibles*. Nous en avons expliqué le mécanisme (2). Nous avons démontré qu'elles sont en réalité des rentes composées, et qu'elles peuvent se décomposer en une ou deux rentes individuelles, et une rente commune à deux bénéficiaires et irréductible (3).

Occupons-nous donc uniquement des rentes irréductibles constituées sur la tête et au profit de deux bénéficiaires (4).

(1) *Mon. Ass.*, 1898, p. 90.

(2) Cf. *suprà*, ch. II, section I, § II, p. 25 et s.

(3) Cf. en ce sens : Riom, 17 mai 1887, *J. Not.*, 1888, p. 242.

(4) Il pourrait y en avoir plus de deux, évidemment, mais c'est une hypothèse à peu près inconnue en pratique.

La police peut stipuler que les deux bénéficiaires seront appelés *successivement* au bénéfice de la rente ; elle peut les y appeler *conjointement*, avec réversion sur la tête du survivant ; elle peut enfin, les appelant conjointement, être muette sur la réversion (1).

Nous avons expliqué plus haut pourquoi à notre sens les seules rentes qui méritent vraiment le nom de *réversibles* sont les rentes constituées au profit de deux bénéficiaires *successifs*. Si les rentiers sont conjoints, il nous paraît qu'au décès du prémourant le survivant bénéficie d'un *accroissement* plutôt que d'une *réversion*.

Nous ne reviendrons pas sur ce développement, et, sans en rien rétracter, nous nous conformerons cependant dans l'étude des questions pratiques à la manière de voir et de dire de la jurisprudence, qui ne fait point cette distinction (2) et qui nomme rente réversible toute rente stipulée payable à deux rentiers intégralement jusqu'au décès du survivant.

La jurisprudence va-t-elle plus loin, et voit-elle une rente réversible dans une rente stipulée au profit de deux bénéficiaires, sans clause expresse de réversion ? Autrement dit la réversion (ou, avec la terminologie que nous préférons, l'accroissement) a-t-elle lieu de plein droit ?

Il ne faut pas hésiter à admettre l'affirmative (3), bien que quelques arrêts paraissent adopter la solution contraire. Nous verrons tout à l'heure qu'en présence des difficultés que soulève une rente viagère réversible dans la liquidation d'une communauté entre époux, la jurisprudence s'est trouvée parfois fort embarrassée, hésitant en-

(1) Cette dernière hypothèse est en pratique peu vraisemblable.

(2) Voyez pourtant : Civ. cass., 14 juin 1858, J. P., p. 1215.

(3) Req., 18 janvier 1830, S. 30, 1, 142; Guillouard, n° 189, p. 275.

tre l'intention manifeste des époux et les règles fondamentales du régime de communauté, impuissante à concilier les unes avec l'autre. Aussi s'est-elle emparée avec empressement de cette circonstance que les époux constituants n'avaient point parlé de réversibilité, pour affirmer qu'ils ne l'avaient point désirée ou du moins qu'une volonté non exprimée ne pouvait pas « déroger aux principes qui régissent la communauté (1). »

Mais au fond cette volonté n'en est pas moins certaine. On ne comprendrait pas que deux rentiers qui placent leurs fonds en viager, qui par conséquent se font peu de scrupule sans doute de soustraire leurs capitaux à l'attente de leurs héritiers, et qui stipulent une rente conjointe, plus chère qu'une rente individuelle, se privent d'un surcroît de bénéfice pour avantager qui ? Les héritiers du prémourant ! Rien de plus naturel au contraire que cette diminution volontaire de bénéfice pendant la vie conjointe, si elle doit procurer au survivant un bénéfice plus considérable.

Au surplus cette controverse ne nous touche que de loin. Car en fait les polices des Compagnies s'expriment toujours explicitement sur la réversion, qu'elles stipulent toujours.

Ayant ainsi précisé ce que l'on entend dans la pratique par une rente *réversible*, étudions la nature et les effets de la clause de réversion en général, indépendamment de la qualité des rentiers. Puis nous arriverons enfin à la réversion entre époux, fidèle à la méthode analytique que nous avons suivie jusqu'ici, divisant autant que possible les difficultés, pour les mieux résoudre.

(1) Paris, 19 février 1864, D. 65, 2, 73 ; Bordeaux, 24 décembre 1867, *J. Not.*, 19279 ; Poitiers, 1^{er} août 1872, D. 73, 5, 108.

§ II. — NATURE ET EFFETS DE LA CLAUSE DE RÉVERSION
EN GÉNÉRAL.

Ecartons d'abord une hypothèse : celle où le capital constitutif a été fourni par un seul des rentiers. Dans ce cas en effet il est bien évident que, vis-à-vis du rentier qui n'a rien versé, la rente constitue une libéralité, dans les termes de l'article 1773 ; libéralité plus ou moins considérable, suivant que le bénéficiaire survivra ou ne survivra pas au gratifiant, mais libéralité soumise à toutes les règles que nous avons étudiées plus haut.

Examinons au contraire le cas où la rente a été constituée à frais communs. Quel est le caractère de la clause de réversion ?

Il est certain que le survivant des rentiers jouira d'une rente qu'il n'aura pas entièrement payée. Doit-on en conclure qu'il est gratifié pour partie ? Que la rente viagère ainsi constituée contient, de la part de chaque rentier, une libéralité éventuelle et réciproque ? La jurisprudence a depuis longtemps adopté une autre théorie (1).

Un pareil contrat, dit-elle, est aléatoire. Chaque rentier a fait abandon d'une partie des arrérages auxquels pouvait lui donner droit son capital constitutif, pour courir la chance d'acquérir la rente de son co-rentier en plus de la sienne. « Il tient son droit non pas d'une libéralité qui lui aurait été faite par le prédécédé, mais de sa propre stipulation (2). »

On pourrait peut-être trouver, à l'appui de cette solu-

(1) Civ. cass., 14 juin 1858, J. P., p. 1215. (Cet arrêt parle de la copropriété d'un immeuble, et non pas d'une rente viagère. Mais l'argument est tout aussi fort). Civ. rej., 26 janvier 1870, D. 70, 1, 160.

(2) Arrêt précité.

tion, une argumentation plus exacte encore, en substituant l'idée d'*accroissement* à l'idée de réversion.

J'ai cinquante-cinq ans, mon frère en a soixante-cinq. Nous versons chacun cent francs, et nous acquérons une rente commune de 6 fr. 50 0/0, soit de 13 fr.

Si chacun de nous avait opéré seul, j'aurais eu, pour cent francs, une rente de 7 fr. 25 pour moi tout seul, et mon frère, pour cent francs, une rente de 10 fr. 02 pour lui tout seul. Nous avons opéré de concert, et chacun de nous a acquis, avec ses cent francs, non pas une rente individuelle de 6 fr. 50, mais bien une rente de 13 fr., qui appartient tout entière à chaque co-rentier, le droit de chacun étant seulement limité en fait par le droit de l'autre, et qui lui appartiendra à lui tout seul, dès que son co-rentier sera décédé. Chacun de nous court une double chance : chance de *longue vie*, qui est la chance ordinaire du rentier, et chance de *survie*, qui est la chance particulière à cette combinaison. Aucun de nous n'a reçu de l'autre une libéralité.

Voilà l'hypothèse courante. On pourrait en imaginer d'autres, où l'intention libérale apparaîtrait.

Il est certain, par exemple, que si l'un des rentiers a 45 ans et l'autre 80 ans, celui-ci ne court aucune chance de gain.

En effet, la rente commune sera, pour cent francs versés par chacun des stipulants, de 11 fr. 42. Or, stipulant seul, le plus âgé des deux aurait eu, pour cent francs, une rente de 14 fr. 37. Il a choisi une combinaison qui, quoi qu'il arrive, est désavantageuse pour lui, mais qui au contraire peut faire réaliser à son co-rentier un gain considérable, sice dernier survit, ce qui est fort probable. L'intention libérale est ici bien manifeste. Elle le sera

encore si, dans l'hypothèse imaginée d'abord (55 et 65 ans), les versements faits par les deux rentiers sont de quotité bien différente. Si le plus âgé a versé 180 fr. et le plus jeune 20 fr., le premier a acquis pour 180 fr. une rente de 13 fr. Or, pour la même somme, stipulant seul, il aurait acquis une rente de 17 fr. 53. Il n'a donc, en ce cas non plus, aucune chance de gain ; l'opération, étant certainement désavantageuse pour lui, contient certainement une libéralité vis-à-vis de son co-stipulant. D'une façon générale, il y a une libéralité de la part de l'un des rentiers lorsque celui-ci aurait pu, stipulant seul, acquérir une rente individuelle plus forte que la rente *commune* qu'il a acquise. Mais ces exemples sont beaucoup plus théoriques que pratiques. Tout ce qu'il faut en retenir, c'est qu'avant d'appliquer la jurisprudence il est utile de considérer les âges respectifs des deux rentiers et le tarif de la Compagnie. Mais le plus souvent, pour ne pas dire toujours, le contrat aura le caractère que lui reconnaît la jurisprudence, d'une opération aléatoire, par laquelle chaque rentier essaie de gagner davantage en y introduisant un nouvel aléa à côté du premier.

Ce caractère aléatoire et onéreux se retrouve, quoique d'une façon moins nette peut-être, dans la combinaison qui devrait seule, selon nous, porter le nom de rente *réversible*, c'est-à-dire dans la rente constituée à frais communs au profit de deux rentiers *successivement*. Cela est certain pour le second rentier. Il renonce momentanément au bénéfice de la rente produite par son capital, avec l'espoir, s'il survit, de jouir de la rente produite par le capital de son co-stipulant. Quant au premier rentier, il semble à première vue qu'il reçoive de l'autre un avantage gratuit, auquel ne correspond aucun aléa. Il n'en

est rien cependant. Il ne faut pas oublier qu'en fait une telle combinaison suppose nécessairement que le second rentier est à la charge du premier. En réalité, les deux rentiers se sont tenu le raisonnement suivant : Mettons chacun cent francs en commun. Achetons une rente viagère avec ces deux cents francs. Pendant la vie commune, Primus seul touchera la rente, mais il doit entretenir Secundus. Il n'aura donc de bénéfice que s'il survit à Secundus. De son côté, si Secundus survit, il jouit de la rente tout entière : il sera ainsi dédommagé de son attente et de son avance. Pour tous les deux il y a double chance : chance de longue vie et chance de survie.

Les conséquences de cette théorie sont nombreuses et importantes. Si l'opération contenait une libéralité, il faudrait lui appliquer toutes les règles que nous avons étudiées plus haut : la libéralité serait annulable, révocable, réductible, rapportable ; elle donnerait lieu à un droit de mutation à titre gratuit, et peut-être par décès.

Au contraire, rien de semblable dans le système de la jurisprudence, qui a décidé en particulier dans les deux arrêts précités qu'aucun droit de mutation par décès ne pouvait être dû à raison de la réversion opérée ; car « les co-propriétaires ne sont ni héritiers, ni légataires, ni donataires les uns des autres (1). »

Nous pensons même qu'aucun droit de mutation ne peut être dû, même à titre onéreux. Car aucune mutation ne s'est en réalité produite : le rentier survivant est resté ce qu'il était en droit : bénéficiaire de la rente tout entière ; seulement le droit qui limitait le sien *en fait* a disparu (2).

(1) Civ., 14 juin 1858, déjà cité.

(2) En ce sens : Civ. rej., 15 mai 1866, D. 66, 1, 201 ; Trib. Besançon, 26 juillet 1867, D. 69, 3, 47 ; Civ. rej., 26 janvier 1870, D. 70, 1, 160.

§ III. — NATURE ET EFFETS DE LA CLAUSE DE RÉVERSION
ENTRE ÉPOUX.

Tels sont les principes, si l'on considère la clause de réversion en elle-même, sans tenir compte de la qualité de ceux qui l'emploient.

Étudions maintenant, et enfin, le cas, de beaucoup le plus fréquent, où la rente réversible a été stipulée par deux époux, sur leur tête et à leur profit.

Nous supposons, bien entendu, comme ci-dessus, que la rente a été constituée par eux à frais communs.

1^o *Nature*. — La clause de réversion change-t-elle de caractère, par ce fait seul qu'elle est employée par deux époux? On l'a prétendu, en invoquant deux arguments : l'un purement sentimental, l'autre purement utilitaire.

L'argument sentimental est le suivant : Il serait immoral que deux époux cherchassent à réaliser un gain que procurerait à chacun d'eux le prédécès de son conjoint. Cette sorte de « pari sur la vie d'autrui..... lorsqu'il intervient entre deux époux, dénote une telle indécatesse de sentiment que nous devons essayer de lui donner une physionomie nouvelle (1). »

Nous avouons (est-ce oblitération du sens moral?) ne pas être choqué le moins du monde par cette prétendue indécatesse. Deux époux, qui, nous le supposons, ne forment vraiment qu'une âme et qu'un être, qui, selon la forte expression de l'Écriture, *sunt duo in carne una*, acquièrent une rente commune, qui durera jusqu'au décès du survivant : ils préfèrent cette combinaison, avantageuse pour le survivant et qui prolongera en quelque

(1) Desribes, *Rente viagère sur plusieurs têtes*, Paris, 1892, p. 154.

sorte au-delà de la tombe leur communauté de vie et de ressources, à cette autre combinaison qui leur fournirait à chacun une rente individuelle et égoïste, absolument distincte de celle du conjoint, et qui augmenterait les ressources de la vie commune au détriment des ressources du survivant. Qu'y-a-t-il donc de blâmable et d'indélicat dans ce calcul et dans cette préférence? Ne dénote-t-elle pas au contraire une prévoyance mutuelle, un désir commun de savoir le survivant des deux époux, quel qu'il soit, à l'abri du besoin et de la misère? C'est un pari, dit-on; soit; mais ne connaît-on pas de ces paris faits entre parents ou entre amis, où l'on ne sait si l'on ne désire pas autant perdre que gagner, hésitant entre le plaisir de recevoir l'enjeu et le plaisir plus délicat de le donner?

Le caractère juridique de la clause de réversion, contrat aléatoire à titre onéreux, ne saurait être modifié par des considérations de ce genre.

On a essayé cependant (1) de soutenir que la clause de réversion entre époux constitue une donation mutuelle et réciproque.

Mais pourquoi ce changement de nature? Comment un contrat, aléatoire et à titre onéreux lorsqu'il est passé entre toutes autres personnes, se transforme-t-il en une donation, s'il intervient entre deux époux?

C'est que, dit M. Labbé, la volonté des époux ne sera légale que si l'on y voit une donation. Si la clause de réversion n'est point une donation mutuelle, il faudra décider qu'elle est nulle, comme portant atteinte à l'immuabilité des conventions matrimoniales.

(1) Nous rencontrons ici la haute autorité de M. Labbé (Note sous Paris, 19 février 1861, *J. P.* 65, p. 85) et quelques arrêts : Nancy, 11 juin 1887, *D.* 88, 2, 183; Trib. Gand, 11 novembre 1896, *J. Ass.*, 97, p. 171.

Nous étudierons tout à l'heure cette difficulté, qui ne s'élève au surplus que si les époux sont mariés en communauté. Constatons seulement ici que cet argument, ainsi que nous l'avions annoncé, est purement utilitaire, inspiré uniquement par le désir de trancher une difficulté redoutable, et non point par de véritables considérations juridiques.

Il a été battu en brèche très fortement par M. Mourlon (1) qui lui oppose une objection décisive tirée de l'article 1525. Lorsque les époux stipulent que la communauté tout entière appartiendra au survivant, ils ne sont point censés avoir consenti au profit l'un de l'autre une libéralité réciproque. Ils ont fait une « *convention entre associés*, » un contrat à titre onéreux (2). Comment dès lors la même stipulation, relative non plus à la communauté tout entière, mais seulement à une rente viagère commune, aurait-elle un autre caractère ? Il resterait à l'expliquer : et c'est ce que ne font point les partisans de la doctrine de M. Labbé.

Concluons donc, avec la plupart des auteurs et des arrêts, que la clause de réversion garde, intervenant entre époux, le caractère qu'elle présente en général, de convention aléatoire passée à titre onéreux.

Il va sans dire que cette conclusion ne doit point être étendue au-delà de ses limites raisonnables. Nous avons vu tout à l'heure que, dans quelques cas exceptionnels, la clause de réversion contenait une libéralité manifeste, soit parce que l'un des rentiers était de beaucoup plus âgé que l'autre, soit parce que le capital constitutif avait été fourni

(1) Note sous Paris, 19 février 1864, D. 65, 2, 73.

(2) Voir, dans ce sens, un arrêt tout récent de la Cour de cassation : Civ. rej., 2 août 1899, G. T., 1900, 1, 2.

en majeure partie par l'un des rentiers. Il en serait de même, le cas échéant, de la réversion stipulée entre époux ; mais on peut remarquer que ces hypothèses se présenteront encore plus rarement entre époux qu'entre parents ou étrangers. Il n'est point fréquent que des époux soient séparés par une différence d'âge de plus de vingt ans. Et, d'autre part, presque toujours la rente est constituée avec des deniers communs, c'est-à-dire que le capital constitutif appartient pour moitié à chaque époux. La réserve que nous faisons et qui laisse une place à l'appréciation du juge du fait, reste donc très théorique, et ne préjudicie en rien au système que nous avons adopté.

2^e *Effets*. — Cherchons maintenant quels seront les effets de la clause de réversion.

Il y a d'abord toute une série d'effets que nous devons écarter, puisque nous refusons de voir dans la clause de réversion une donation réciproque : révocation, réduction, rapport; il n'en sera pas question dans notre système. Pas davantage le fisc ne pourrait élever la prétention de percevoir sur la rente réversible un droit de mutation pour décès. (Nous verrons qu'il peut avoir, néanmoins, dans certains cas une réclamation à élever).

L'effet certain, incontestable, de la clause de réversion sera, pour les époux, comme pour tout autre rentier, de donner au survivant le droit de réclamer à la Compagnie le paiement intégral des arrérages de la rente, en vertu de la stipulation même contenue dans la police.

Il n'y aurait rien de plus à dire, si l'on se plaçait uniquement dans les divers régimes matrimoniaux qui sont exclusifs de communauté.

Mais le régime de communauté, si l'on veut concilier ses règles particulières avec la clause de réversion, fait naître

deux questions fort délicates et en même temps fort pratiques, puisque ce régime est de beaucoup le plus répandu. Il nous reste à les examiner.

A). — Stipulée par deux époux communs en biens, la clause de réversion peut-elle produire quelque effet ? Autrement dit, est-elle valable ?

B). — A supposer qu'elle soit licite, quels sont les effets de la clause de réversion, au jour où la communauté se dissout ?

A). — Posons exactement la question. Il est évident qu'il ne s'agit point ici de savoir si la réversion est valable vis-à-vis de la Compagnie. Cela n'est point douteux. L'époux survivant sera toujours et sera seul créancier de la totalité des arrérages. C'est à lui seul que la Compagnie les pourra valablement payer.

Mais il s'agit de savoir si, bien mobilier acquis par les époux au cours du mariage, la rente viagère est ou n'est pas tombée en communauté : si la clause de réversion a le pouvoir de faire de cette rente un bien propre à l'époux survivant.

Nous avons vu déjà, au chapitre précédent, que la rente viagère constituée par un seul époux au profit d'un seul époux peut rester propre, si elle est constituée avec des deniers propres, mais tombe nécessairement en communauté, si elle est constituée avec des deniers communs.

Il s'agissait alors, il est vrai, d'une rente viagère qui le plus souvent contenait une libéralité. Ici, nous avons vu qu'il n'en est plus de même.

Devrons-nous donc décider différemment sur la question qui nous occupe ?

Si les deniers fournis conjointement par les époux provenaient de leur patrimoine propre, nous pensons qu'il

n'y aurait point de difficulté. L'acquisition de la rente commune constituerait une sorte de remploi qui, nous l'avons admis, serait valable (1).

Mais l'hypothèse est peu vraisemblable, et celle qui se présente dans la pratique nous montre la rente acquise des deniers de la communauté. Peut-elle être rendue propre au survivant par la clause de réversion?

Que telle soit l'intention des époux, c'est l'évidence même. Mais cette intention est-elle légale?

La difficulté, considérable, résulte, comme pour la rente viagère libérale, dont nous venons de parler, des articles 1401, 1^{er}, et 1395. Tout conquêt de communauté doit être commun : les conventions particulières ne peuvent déroger à cette règle fondamentale du régime.

Cette difficulté a été mise en pleine lumière, à plusieurs reprises, par la Cour de Paris (2) qui n'a pas hésité à la considérer comme insoluble, et à prononcer que la clause de réversion était nulle, du moins au regard de la communauté.

Telle est aussi l'opinion de jurisconsultes tels que M. Mourlon (3) et MM. Aubry et Rau (4).

D'autres, plus nombreux, et presque toute la jurisprudence, notamment celle de la Cour de cassation (5), ne se sont point laissés arrêter; mais les auteurs et les arrêts qui

(1) *Adde* aux arrêts cités plus haut : Trib. Pont-L'Evêque, 26 juillet 1898, *Mon. Ass.*, 98, p. 660.

(2) 12 décembre 1885, S. 89, 1, 16; 31 décembre 1890, D. 94, 1, 337.

(3) Note au Dalloz, 1865, 2, 73.

(4) *iv*, p. 283, § 507; p. 445, § 521; *viii*, p. 102, § 744.

(5) Req., 16 décembre 1867, D. 68, 1, 270; Civ. cass., 20 mai 1873, D. 74, 1, 172; Civ. cass., 30 décembre 1873, D. 74, 1, 363; Civ. cass., 22 octobre 1888, S. 89, 1, 16; Civ. rej., 24 janvier 1894, S. 94, 1, 280; Civ. cass., 4 décembre 1894, D. 95, 1, 353.

ont voulu, en passant outre, donner à leur décision une base vraiment juridique, se sont trouvés assez embarrassés.

C'est pour éviter la difficulté, que M. Labbé a imaginé la doctrine que nous avons exposée plus haut : la clause de réversion constituerait une donation éventuelle et réciproque. Nous avons dit pourquoi cette doctrine ne nous semblait pas exacte. Nous pouvons ajouter ici qu'elle ne présente même pas l'avantage de tourner la difficulté qui nous arrête.

En effet, fût-elle une donation réciproque, la clause de réversion se heurterait à une double objection qui en ébranle singulièrement la validité.

En premier lieu, objection classique, les donations mutuelles entre époux par le même acte sont interdites (art. 1097). On répond, en invoquant l'article 1973. La réponse n'est peut-être pas décisive. L'article 1973 dit simplement que la libéralité contenue dans la constitution de rente viagère « n'est point assujettie aux formes requises pour les donations. » Or, l'article 1097 pose-t-il seulement une règle de forme ? Se borne-t-il à déterminer le mode d'expression d'une volonté libérale ? N'a-t-il pas plutôt pour but d'assurer la faculté de révocation que la loi veut réserver à tout époux donateur ? Et que deviendra cette faculté, si la clause de réversion contient une libéralité réciproque (1) ?

Une seconde objection nous paraît bien plus forte. Que veut-on expliquer, en effet, dans le système que nous combattons ? Que la rente viagère, objet de la libéralité, reste propre à l'époux bénéficiaire, bien que constituée des deniers communs. Or, nous avons vu que ce résultat est

(1) En ce sens : Nancy, 11 juin 1887, D. 88, 2, 183.

antijuridique et inadmissible, même en supposant que la rente est l'objet d'une libéralité. Un époux ne peut pas, avec les deniers de la communauté, constituer au profit de son conjoint une rente viagère qui restera propre à celui-ci. Les articles 1401, 1^o, et 1395 s'y opposent. Ce qu'un époux stipulant seul ne peut pas faire, comment expliquer que les deux époux stipulant conjointement puissent le faire, si leurs stipulations sont de même nature et ont le même objet que la stipulation isolée? Cette solution est vraiment insoutenable. Et dès lors, à quoi sert toute cette théorie, si, pas mieux que la première, elle ne réussit à éviter la difficulté qui nous arrête?

D'autres auteurs, en plus grand nombre, et presque toute la jurisprudence, notamment celle de la Cour de cassation dont nous avons cité les arrêts, ont passé outre à l'objection tirée des articles 1401, 1^o, et 1395, et décidé hardiment que la clause de réversion avait pour effet de donner à la rente le caractère de bien propre. Parmi ces auteurs et ces arrêts quelques-uns, plus scrupuleux, ont essayé d'appuyer leur système sur des motifs juridiques : la tâche était singulièrement malaisée. « On ne saurait prétendre qu'un propre soit créé aux dépens de la société d'acquêts, ce qui rendrait la convention nulle et de nul effet : car le contrat qu'ils (les époux) ont consenti à titre onéreux était essentiellement aléatoire : aucun bénéfice propre n'était conféré aux conjoints, » dit la Cour de Caen (1).

« Du moment où l'on oblige l'époux survivant à indemniser la communauté de la valeur de la rente réversible sur sa tête, la communauté n'en éprouve aucun préjudice

(1) 12 mars 1874, S. 74, 2, 310.

et il n'est plus exact de dire que l'on a constitué un propre à l'un des époux avec les fonds de la communauté ; c'est en dernière analyse l'époux survivant lui-même qui paiera la valeur de la rente dont il doit profiter, » écrit M. Guillaouard (1).

Voilà assurément des explications ingénieuses et subtiles ; elles peuvent se résumer ainsi : la communauté ne perd rien : elle touche, tant qu'elle dure, les arrérages de la rente ; elle recevra, au jour de la dissolution, la valeur de la police ; de quoi se plaint-elle ?

Rien de plus juste, et c'est habilement plaider les circonstances atténuantes ; mais l'article 1401 ne fait point ces distinctions : il n'envisage pas le préjudice que peut causer à la communauté la transformation d'un bien commun en bien propre. Il défend absolument, brutalement, qu'un bien commun acquis, au cours du mariage, avec des biens communs, soit soustrait à la communauté. Le système que l'on propose enfreint-il, oui ou non, cette défense ? Il faut bien reconnaître que oui. Dès lors une seule explication nous reste de la jurisprudence établie : c'est celle que donnait parfois notre vénéré professeur M. Rataud, sous cette formule : « Le vieux préteur romain n'est pas mort ! » La jurisprudence a reconnu que l'intention incontestable des parties, que leur avantage était que la rente réversible restât propre au survivant. Elle en a ainsi décidé, outrepassant peut-être un peu son droit strict, mais donnant satisfaction, en somme, à l'équité et à l'intérêt général (2).

(1) *Contrat de mariage*, 1, p. 377, n° 377.

(2) Voir, outre les arrêts de Cassation déjà cités : Paris, 19 février 1864, D. 65, 2, 73 ; Poitiers, 1^{er} août 1872, *J. P.*, 72, p. 905 ; Paris, 14 février 1867, S. 67, 2, 359 ; Caen, 12 mars 1874, S. 74, 2, 310 ; Paris, 26

B) — Cette première question ainsi tranchée, examinons la seconde. Quels seront les effets de la clause de réversion au moment de la dissolution de la communauté ?

Ici encore il importe d'éliminer une circonstance qui a fait naître parfois quelque confusion dans l'esprit même de certains magistrats.

Alors même que la clause de réversion ne serait point valable, il se pourrait que l'époux survivant eût le droit de toucher intégralement les arrérages de la rente viagère tombée cependant en communauté. Il suffit, pour obtenir ce résultat, que ledit époux survivant ait droit, en vertu d'un titre régulier, à l'usufruit des biens du prémourant.

Et dans ce cas il y aurait même avantage pour le survivant à ce que la clause de réversion fût déclarée nulle. Car la rente n'étant point sortie de la communauté, il ne pourrait être question de récompense ; et d'autre part, percevant les arrérages de la rente comme usufruitier, il ne sera tenu à aucune restitution à la fin de l'usufruit (art. 588). C'est ce qu'a fort bien exprimé la Cour de Paris dans deux arrêts (1). C'est à tort, à notre avis, que la Cour de cassation, et après elle la Cour d'Amiens sur renvoi en ont décidé autrement (2). Ces deux décisions ont commis la confusion que nous signalions. Elles ont forcé la femme à fournir une récompense à la communauté, en se fondant sur la valeur illusoire de la nue propriété d'une rente viagère constituée sur la tête de l'usufruitier. La solution peut être juste : elle est mal motivée. Peu importe que la

juin 1880, D. 81, 2, 207 ; Lyon, 6 janvier 1881, S. 84, 2, 146 ; Poitiers, 1^{er} février 1881, D. 81, 2, 179 ; Amiens, 4 avril 1889, S. 89, 2, 164.

(1) 12 décembre 1885, S. 89, 1, 161, et 31 octobre 1890, D. 96, 1, 337.

(2) Civ. cass., 22 octobre 1888, S. 89, 1, 16 ; Amiens, 4 avril 1889, S. 89, 2, 164.

rente viagère prenne fin en même temps que l'usufruit qui la grève, et que la reprise du nu-propriétaire soit absolument vaine. Telle est la conséquence, un peu étrange, mais inévitable de l'article 588. Le motif qu'il fallait donner, c'est que la rente était sortie de la communauté au profit de la femme, et que la communauté avait droit à une récompense ; que d'ailleurs la constitution d'usufruit ne pouvait produire effet sur la rente viagère, parce que celle-ci n'était plus dans la communauté, et qu'en conséquence il était hors du pouvoir du mari prédécédé de grever d'usufruit un bien qui ne lui appartenait plus. Mais il était contradictoire d'affirmer simultanément que la rente était propre, et que la femme en avait l'usufruit pour moitié.

Cette circonstance accidentelle de l'usufruit du conjoint survivant étant mise à part, voyons enfin à quelles indemnités ou à quelles récompenses la clause de réversion pourra donner lieu.

On peut supposer, bien que l'hypothèse se trouve rarement réalisée, que la rente a été constituée à frais communs, bien entendu, mais de deniers propres à chaque époux. Dans ce cas nous savons que la clause de réversion aura pour effet d'empêcher la rente de tomber en communauté. Néanmoins la communauté devra-t-elle indemnité ?

En théorie, oui, assurément. Nous avons vu que si une rente viagère est achetée par un époux en remploi d'un bien propre, les arrérages en sont perçus par la communauté, qui doit indemnité de l'excédent des arrérages sur les revenus du propre aliéné. Il n'y a point de raison de décider autrement, lorsque la rente dont la communauté a gagné l'usufruit a été acquise des deniers propres non plus d'un seul, mais des deux époux.

Mais en fait cette indemnité devrait être fournie par la communauté à chacun des patrimoines propres pour parts égales, ce qui rend l'indemnité absolument inutile. Et en effet les époux ont acquis une rente qui leur est commune, qui appartient à chacun pour le tout, sous réserve du droit égal de son conjoint. Qu'importe donc que les arrérages aient été versés à la communauté, patrimoine indivis des époux, ou pour moitié à chacun de leurs patrimoines propres : le résultat final est identique.

Abordons enfin l'hypothèse courante : la rente a été constituée avec des deniers communs. La clause de réversion la rend propre à l'époux survivant. Celui-ci doit-il récompense à la communauté ?

Dans le système de M. Labbé, on soutenait que non ; et il est à remarquer que cette solution contredit en partie le fondement même de la théorie. Car nous avons reconnu qu'un époux qui constitue une rente viagère au profit de son conjoint avec des deniers de la communauté, doit récompenser la communauté de la valeur entière de la rente viagère, s'il veut que sa donation produise un effet libéral.

Parmi les auteurs qui regardent la clause de réversion comme un contrat aléatoire, certains ont soutenu qu'aucune récompense n'était due (1).

Mais dans ce système la violation du régime de communauté, l'atteinte portée aux conventions matrimoniales sont vraiment trop flagrantes : les circonstances atténuantes ont disparu, et l'ensemble de la théorie devient inadmissible.

C'est bien ce qu'a senti la jurisprudence ; et tous les arrêts que nous avons cités admettent qu'une récompense

(1) Troplong, *Contrats aléatoires*, n° 254, et Req., 15 mai 1844 ; Paris, 25 mars 1844 ; arrêts rendus sous son influence.

est due par l'époux survivant à la communauté, comme ayant tiré un profit personnel des biens de la communauté (art. 1437). « Il résulte du caractère aléatoire du contrat, non qu'il ne procure pas au survivant un profit qui lui sera personnel, mais seulement qu'il est incertain quel est celui des deux époux en faveur de qui l'avantage se réalisera. » Ainsi s'exprime la Cour de cassation dans plusieurs arrêts (1).

Quel sera maintenant le montant de cette récompense ? La jurisprudence presque unanimement répond : ce sera la valeur de la rente à la dissolution de la communauté. Jusqu'à la dissolution en effet la communauté a perçu les arrérages qui représentaient une partie du capital constitutif. Elle s'enrichirait sans cause, si elle recevait le capital constitutif tout entier. Et dans notre espèce, cette valeur est fournie sans difficulté par le tarif de la Compagnie débitrice. Quelques rares décisions sont contraires (2).

Il est à remarquer cependant que cette récompense peut ne pas être due, si l'époux prémourant en a dispensé son conjoint (3).

L'espèce de l'arrêt de la Cour de cassation du 26 janvier 1894 est assez curieuse.

Le mari prédécédé avait légué à sa femme l'usufruit de tous ses biens. Si la clause de réversion avait été nulle, la femme n'aurait point dû récompense (art. 588). C'est ce qu'avait jugé la Cour de Paris (4). Au contraire, la Cour de cassation décida que la clause de réversion était vala-

(1) Notamment : 16 décembre 1867, D. 68, 1, 270.

(2) Trib. Coulommiers, 27 novembre 1868, D. 70, 3, 15.

(3) Paris, 14 février 1867, S. 76, 2, 359 ; Civ. rej., 26 janvier 1894 D. 94, 1, 337 ; et note de M. Planiol.

(4) 31 octobre 1890, arrêt déjà cité.

ble : dès lors le legs d'usufruit ne pouvait pas s'exécuter sur la rente viagère, qui restait propre à la femme : la Cour de cassation l'a interprété comme une dispense de récompense ; et, adoptant en droit l'opinion contraire à celle de la Cour d'appel, elle est arrivée néanmoins, par ce biais, à approuver la même solution, en fait.

3° *Droits d'enregistrement.* — Nous en aurons terminé avec cette délicate matière des rentes réversibles, lorsque nous aurons dit un mot des droits d'enregistrement qu'elles motivent.

Un point est certain, nous l'avons établi : la réversion n'est point une transmission, et ne donne donc point lieu à droit de mutation par décès (1).

Néanmoins, nous avons annoncé que l'enregistrement peut élever dans certains cas une réclamation : c'est dans le cas où une récompense est due. Cette récompense doit entrer en ligne de compte dans l'évaluation de la communauté, lors du calcul du droit de mutation par décès perçu sur le montant de celle-ci (2).

Et même dans le cas où l'époux survivant serait dispensé de récompense, il devrait néanmoins payer sur la moitié du montant de la récompense qu'il ne fournit pas, le droit de transmission par décès. Car « c'est une véritable transmission par décès, qui donne ouverture au droit de succession entre époux..... La dispense du rapport ne peut avoir pour effet de soustraire au paiement des droits une valeur dépendant de la succession (3). »

(1) Civ., 15 mai 1866, D. 66, 1, 201 ; Civ. rej., 26 janv. 1870, D. 70, 1, 160.

(2) Trib. Melun, 27 août 1868, D. 70, 3, 14 ; Civ. cass., 30 décembre 1873, D. 74, 1, 353.

(3) Trib. Melun, jugement précité.

CHAPITRE VI

COMMENT LE CONTRAT PREND FIN

Les obligations nées du contrat de rente viagère peuvent s'éteindre par suite de trois événements distincts : le décès du rentier ; la prescription extinctive de son droit ; la résolution du contrat.

Ce dernier mode d'extinction seul mérite de retenir notre attention. En quelques mots, nous serons quittes envers les deux premiers.

SECTION I. — Décès du rentier.

C'est la terminaison prévue et normale du contrat.

Rappelons seulement que, dans la combinaison dite : rente viagère temporaire, l'arrivée du terme stipulé met fin, aussi bien que le décès, au service de la rente.

Une fois le rentier mort, le capital constitutif est, en principe, acquis à la Compagnie, qui n'est plus tenue de le conserver dans ses réserves. En principe, disons-nous, car nous avons vu que, si ce rentier a contracté une contre-assurance, dans le cas de rente viagère différée, ou si la rente a été stipulée à capital réservé, la Compagnie est tenue de restituer le capital. Mais ces hypothèses sont des

plus rares dans la pratique des Compagnies d'assurances.

On s'est demandé parfois, lorsque la rente est constituée sur plusieurs têtes, si le décès de l'une d'elles n'éteignait pas une partie de la rente. Mais il serait impossible de le soutenir, que ces têtes soient étrangères au contrat ou qu'elles soient au contraire celles des bénéficiaires eux-mêmes (1). La rente est une : l'extinction en est subordonnée à la condition d'un double décès ; tant que ce double décès ne s'est pas produit, la rente dure tout entière. Le décès d'un des rentiers ne l'entame point. Et nous avons établi que la clause de réduction ne sera pas pour porter atteinte à cette affirmation.

On s'est demandé parfois aussi, et la jurisprudence a examiné la question de savoir, si la mort du rentier éteint la rente viagère, lorsqu'elle est l'œuvre criminelle du débirentier.

Nous ne croyons pas devoir examiner ici cette question toute spéciale : car on n'a pas encore eu d'exemple que les Compagnies d'assurances aient soudoyé des assassins pour mettre fin aux jours de leurs rentiers, et l'on peut même ajouter qu'elles auraient peu d'intérêt à le faire.

SECTION II. — Prescription.

Les rentes viagères sont susceptibles de s'éteindre par prescription. On l'a contesté autrefois (2). Mais cette doctrine est rejetée par tous les auteurs comme contraire aux principes du Code ; et en effet, si la créance dont il s'agit ici est limitée dans sa durée par un événement futur et

(1) Guillouard, n° 188.

(2) Metz, 28 avril 1819, D. 20, 2, 3; Lyon, 5 avril 1824, S. 47, 2, 323.

incertain, elle est en elle-même pure et simple, tant qu'elle existe, et la règle générale de l'article 2262 doit l'atteindre (1).

On admet aussi généralement que la prescription court à dater du jour même de la constitution, s'il n'a jamais été payé d'arrérages, et, en cas contraire, à dater du jour du dernier paiement.

Quant aux arrérages échus, ils se prescrivent par cinq ans, en vertu de l'article 2277, et la mort du crédi-rentier survenue pendant le délai de cinq ans calculé à partir de l'exigibilité n'interrompt pas la prescription (2).

SECTION III. — Résolution.

Quand la rente viagère se trouve-t-elle résolue ?

Qui peut demander la résolution ?

Quels en sont les effets ?

Telles sont les trois questions qu'il nous faut ici examiner.

§ I^{er}. — QUAND Y A-T-IL LIEU A RÉOLUTION ?

D'abord il est certain (3) que les parties peuvent valablement insérer dans le contrat de rente viagère une clause résolutoire, autrement appelée pacte commissoire, en cas de non paiement des arrérages (4).

(1) Toulouse, 23 janvier 1828, D. 29, 2, 255.

(2) Bordeaux, 21 mars 1846, D. 49, 2, 108; M. Pont, n° 787.

(3) Bordeaux, 24 janvier 1867, D. 68, 1, 492; Paris, 7 mars 1868, J. Ass., 68, p. 428; Nancy, 2 août 1880, D. 81, 3, 86; Civ. rej., 24 décembre 1884, D. 85, 1, 69; Grenoble, 31 janvier 1887, S. 90, 1, 169.

(4) Nous avons vu plus haut qu'à l'inverse, les polices de rentes viagères différées contiennent une clause résolutoire pour non paiement

L'article 1978 écarte, en l'absence de toute stipulation contraire, l'application de l'article 1184 à notre contrat. Mais cette disposition n'a rien qui intéresse l'ordre public, et les contractants peuvent remettre leur convention sous le régime du droit commun.

Nous avons dit plus haut qu'en fait les Compagnies acceptaient rarement d'inscrire dans leurs polices cette clause résolutoire pour non paiement d'arrérages. Et nous avons affirmé cependant que le non paiement des arrérages donnait lieu le plus souvent à une résolution du contrat, affirmation qui paraît se mettre en contradiction avec l'article 1978. Il est temps de dissiper cette fausse apparence.

Les Compagnies d'assurances sont des Sociétés commerciales. Lorsqu'elles cessent de payer leurs rentiers, ceux-ci peuvent les faire déclarer en état de faillite. Or, la faillite d'une Société prouve manifestement que les réserves de celle-ci sont épuisées. Mais ces réserves, nous avons vu qu'elles constituent de fait la garantie que les polices et les statuts des Compagnies assurent aux rentiers. Si ces réserves ont disparu, le rentier peut invoquer l'article 1977, qui lui ouvre une action résolutoire. De sorte qu'en définitive la sanction du non paiement des ar-

des *primes* constitutives, ou plus exactement des trois premières primes.

Voici d'ailleurs comment cette clause est rédigée :

« La police est annulée, et les primes payées sont acquises à la Compagnie, si les primes des trois premières années n'ont pas été intégralement acquittées. Si les primes de trois années au moins ont été intégralement payées, la rente assurée est et demeure réduite dans la proportion des primes payées comparées au montant total des primes stipulées. Il n'est tenu compte que des primes annuelles qui ont été entièrement payées. »

rérages par la Compagnie se trouve bien être la résolution du contrat (1).

Il a même été jugé, et à bon droit, nous semble-t-il, que le rentier ne pouvait point obtenir autre chose que cette résolution; et qu'en demandant la continuation du contrat, et le placement dans une autre Compagnie d'un capital suffisant pour lui assurer le service de la rente, il demandait à obtenir sur les autres créanciers un privilège que la loi ne lui accorde pas (2).

§ II. — QUI PEUT LA DEMANDER ?

Ainsi, soit que la police contienne une clause résolutoire, soit que la Compagnie se trouve en état de faillite ou de liquidation judiciaire, l'action résolutoire est ouverte au rentier non payé. Est-elle ouverte aussi à ses héritiers ?

Il faut faire à ce sujet des distinctions nécessaires.

La résolution s'est-elle, en vertu des stipulations contenues au contrat, produite de plein droit ? Est-elle résultée du seul fait du non paiement d'un terme, ou du fait d'une mise en demeure lancée par le rentier contre son débiteur ? Elle constitue alors un droit acquis que les héritiers recueillent dans le patrimoine de leur auteur : l'action qu'ils intentent a seulement pour objet de faire *constater* ce droit acquis, et ils l'intentent valablement (3).

Au contraire, si la résolution n'est point encourue de

(1) Comm. Seine, 24 février 1863, *J. Ass.*, 63, p. 269 ; Comm. Seine, 14 novembre 1884, *J. Ass.*, 85, p. 197 ; Comm. Seine, 1^{er} septembre 1886, *J. Ass.*, 86, p. 469.

(2) Trib. comm., 1^{er} septembre 1886.

(3) M. Laurent, t. xxvii, n° 330 ; Guillouard, n° 214.

plein droit, soit parce que le rentier n'a point accompli le fait qui devait l'entraîner, par exemple s'il n'a pas mis le débi-rentier en demeure ; soit parce qu'il se trouvait dans la nécessité de la faire *prononcer*, et non plus seulement *constater* par justice, et que, bien que se trouvant dans un cas où la résolution pouvait être demandée, il n'a point formé cette demande, alors on suppose qu'il n'a point voulu la former, et l'on refuse à ses héritiers le droit de prendre une offensive que leur auteur n'a point prise (1).

§ III. — QUELS EN SONT LES EFFETS ?

Quels seront, enfin, les effets de la résolution prononcée ?

Il est nécessaire encore de distinguer ici, suivant que les parties ont réglé ou n'ont pas réglé dans le contrat comment en fonctionnerait la résolution.

Toutes les conventions, en pareille matière, sont libres. Les contractants ont donc pu stipuler, nous l'avons admis implicitement tout à l'heure, non seulement la faculté de faire prononcer en justice la résolution, mais même une résolution de plein droit, après un terme d'arrérages non payé, et par le fait d'une mise en demeure ou même sans mise en demeure (2). De même ils ont pu décider à quelles restitutions la résolution donnerait lieu, et notamment que les arrérages seront dus par le débiteur jusqu'au jour du remboursement du capital (3).

Mais que faut-il décider, en dehors des conventions expresses intervenues entre les parties ?

(1) M. Pont, n° 765 ; M. Laurent, *loc. cit.*, Req., 15 nov. 1892, D. 94, 1, 40.

(2) Req., 26 mai 1868, D. 68, 1, 492 ; Req., 9 juin 1869, D. 70, 1, 82 ; Rouen, 6 février 1874, D. 75, 2, 199.

(3) Civ. rej., 24 déc. 1884, D. 85, 1, 69.

L'article 1183 porte que la résolution d'un contrat doit remettre les choses au même état que si l'obligation n'avait point existé. Faut-il en conclure que le rentier devra restituer tous les arrérages perçus et pourra réclamer intégralement son capital constitutif ?

Ce serait méconnaître le caractère aléatoire de notre contrat. Il est impossible de remettre les choses en l'état où elles étaient au jour de la signature de la police : car, depuis, des risques ont été courus par le rentier, risques qu'on ne peut effacer. Or, les arrérages, ou, pour mieux dire, la portion d'intérêts contenus dans les arrérages a été calculée en considération de ces risques, et le rentier doit donc les garder (1). Il faut noter que la Cour de cassation, en adoptant la solution de la Cour de Grenoble, non restitution des arrérages, l'a motivée autrement et, à notre avis, moins exactement que celle-ci ne l'avait fait. Les arrérages ne seront pas restitués, dit la Cour de cassation, « parce que ce sont des fruits perçus de bonne foi. » Mais à ce compte s'ils n'étaient pas perçus, c'est-à-dire payés, pourraient-ils être encore réclamés ? L'affirmative n'est pas douteuse avec le système de la Cour de Grenoble, qui est le nôtre (2).

Par suite, le rentier n'a pas le droit de réclamer la restitution du capital constitutif intégral, puisqu'en touchant les arrérages il a été remboursé d'une partie de ce capital. Mais de quelle quotité ? Et de quelle somme pourrait-il réclamer le remboursement ? Ce sont encore les tarifs

(1) Comm. Seine, 24 février 1863, précité ; Bordeaux, 24 janvier 1867, D. 68, 1, 492 ; Nancy, 2 août 1880, D. 81, 3, 86 ; Grenoble, 13 janvier 1887, Req., 13 mars 1888, S. 90, 1, 169 ; Niort, 28 septembre 1896, *J. Not.*, 97, p. 249.

(2) Cf. Note de M. Lacoste au S. 90, 1, 169, et D., sup., n° 76.

qui vont nous répondre. C'est la valeur de la police au jour de la résolution, qui représente le capital restant dû par la Compagnie, capital qu'elle aurait dû garder dans ses réserves et qu'elle doit rembourser au rentier. Notons seulement que, dans ce calcul, c'est du tarif de la Compagnie débitrice qu'il faut se servir et non point d'un autre : la convention des parties fait la loi du contrat (1).

Ainsi les arrérages échus au jour de la résolution, qu'ils soient ou non payés, demeurent acquis au rentier, qui peut réclamer en outre la valeur de la police audit jour. Tel est l'effet de la résolution.

Il reste à savoir maintenant à quel moment ces effets se produiront ; autrement dit, quelle est la date de cette résolution ?

Le plus souvent, le jugement qui la prononcera ou la constatera désignera lui-même cette date. Ce sera tantôt celle fixée par la clause résolutoire (date du dernier paiement ou de la mise en demeure), tantôt celle de la faillite, tantôt celle de la demande ou celle du jugement.

A laquelle de ces deux dernières solutions faut-il s'arrêter, si le jugement ne dit rien ?

On décide généralement qu'il faut s'attacher à la date du jugement (2). Mais la Cour de cassation (3) et le Tribunal de Nancy ont adopté l'autre opinion. Il nous semble que ces dernières autorités sont dans le vrai. N'est-il pas de principe que c'est au jour de la demande que doivent remonter les effets d'une condamnation, et que les parties ne doivent point souffrir des lenteurs de la justice ?

(1) Voir jugem. Trib. comm. précités.

(2) M. Pont, I, n° 747 ; MM. Aubry et Rau, IV, § 390, et notes.

(3) Civ., 23 août 1843, D. Rép., n° 128 ; Trib. Nancy, 2 août 1880, D. 81, 3, 86.

Par quel argument justifie-t-on l'opinion que nous combattons ? « Le crédi-rentier demandeur en résolution du contrat de constitution de rente viagère a continué de courir, jusqu'au jour du jugement, les risques inhérents à ce contrat, puisque sa mort, arrivée au cours de l'instance, aurait eu pour effet de faire tomber la demande. »

Mais cette dernière affirmation elle-même est-elle bien exacte ? Nous ne pouvons la considérer comme telle, si nous nous souvenons de la doctrine à laquelle nous nous sommes rangé dans le paragraphe précédent.

Nous y avons refusé à l'héritier le droit de demander la résolution, si elle n'est pas encourue. Mais il faut remarquer que, dans notre espèce, le rentier a formé sa demande en résolution. L'action engagée est dans son patrimoine. Peut-être même est-elle assez avancée pour que le décès du demandeur ne donne plus lieu à reprise d'instance. Comment dès lors soutenir que ses héritiers ne peuvent continuer le procès, et bénéficier du jugement qui va être rendu ?

Mais si l'on donne ce droit aux héritiers, l'argument invoqué tout à l'heure tombe. Le rentier ne court plus de risques, dès que la demande en résolution est formée. Il n'aura donc pas droit à des arrérages à partir du jour de la demande, et c'est à ce jour que la résolution doit être placée.

CHAPITRE VII

VALEUR ÉCONOMIQUE ET MORALE DU CONTRAT

SECTION I. — Accroissement progressif du nombre des rentes viagères servies par les Compagnies.

Il suffit de jeter les yeux sur les comptes rendus annuels des Compagnies d'assurances sur la vie, pour se convaincre que le nombre des rentes viagères qu'elles servent s'accroît chaque année. Mais il n'est pas sans intérêt de préciser cette idée, d'examiner des statistiques et d'y rechercher les modes, et, s'il est possible, les causes de cet accroissement.

Les chiffres les plus anciens que nous avons pu recueillir remontent à 1867 (1). A cette époque, voici quel était le montant des rentes en cours dans trois grandes Compagnies :

La Nationale	477.407 fr. »
Les Assurances générales (2) . .	655.904 fr. 85
L'Union	166.383 fr. »

(1) Cf. *Mon. Ass.*, 1868.

(2) La Compagnie des Assurances générales avait été fondée en l'année 1819.

Trente ans après, en 1897, voici les chiffres que donnent les comptes rendus des mêmes Compagnies :

La Nationale.	16.609.005 fr. 06
Les Assurances générales . . .	34.271.047 fr. 02
L'Union	3,121.168 fr. 05

Ce rapprochement est assez démonstratif.

Voici maintenant, d'après les tableaux et les comptes rendus publiés chaque année par les 17 Compagnies françaises, dans le *Moniteur des Assurances*, les chiffres représentant les rentes viagères nouvelles constituées chaque année, depuis 1888 jusqu'à 1898 inclusivement :

ANNÉES	RENTES IMMÉDIATES	RENTES DIFFÉRÉES et de survie.
1888	3.498.205	326.872
1889	4.354.965	385.107
1890	5.646.019	547.987
1891	5.919.447	519.130
1892	8.057.326	721.612
1893	8.756.650	888.196
1894	5.924.348	570.693
1895	6.013.958	426.158
1896	6.076.429	596.914
1897	7.197.305	517.266
1898	7.220.478	579.068

Ces chiffres sont fort curieux. Si l'on fait abstraction des années 1892 et 1893, on constate une augmentation progressive et à peu près régulière.

Que s'est-il donc passé en 1892 et 1893, pour que la production des Compagnies ait subi cette brusque élévation ?

C'est que, dès cette époque, deux nouvelles avaient précipité les capitaux vers les Compagnies : l'annonce d'une conversion de la rente sur l'Etat et comme conséquence l'annonce d'une refonte des tarifs des Compagnies établis désormais sur un taux annuel de 3 1/2, au lieu de 4 %.

Les Compagnies ne se firent aucune illusion à ce sujet. Le rapport lu aux actionnaires de la Compagnie des Assurances générales le 28 avril 1894, après avoir mis en lumière cette augmentation considérable des rentes viagères, s'exprimait ainsi : « Cet accroissement d'affaires est dû incontestablement en grande partie à l'empressement mis par notre clientèle à profiter des avantages des anciens tarifs à 4 % pendant les derniers jours de leur application. »

Et le même rapporteur, l'année suivante, disait : « La diminution dans la production des affaires nouvelles était prévue. Elle est due à l'application simultanée des deux importantes réformes que les Compagnies françaises ont apportées à leur fonctionnement (1). »

Remarquons d'ailleurs que l'augmentation d'affaires signalée plus haut s'est fait sentir à peu près également pour les rentes immédiates et pour les rentes différées. La proportion entre les unes et les autres reste sensiblement la même ; tout au plus constate-t-on une légère dépression relative des dernières, dans les dernières années.

Voici le tableau de cette proportion, d'après les chiffres qui précèdent :

(1) *Moniteur des Assurances*, 1895, p. 344.

ANNÉES	IMPORTANCE PROPORTIONNELLE des rentes viagères différées, par rapport aux rentes viagères immédiates.
1888	9.36 %
1889	8.84 %
1890	9.70 %
1891	8.60 %
1892	8.95 %
1893	10.14 %
1894	9.63 %
1895	7.08 %
1896	9.82 %
1897	7.18 %
1898	8.01 %

Il serait intéressant en outre de savoir quelle est l'importance moyenne des rentes constituées par les Compagnies, et si la recrudescence d'opérations de 1892-93 a eu quelque influence sur cette moyenne.

Voici des chiffres qui vont répondre à cette question :

ANNÉES	CONTRATS EN COURS	RENTES EN COURS	MOYENNE des RENTES en cours
1888	35.478	28.643.398 04	807 35
1889	37.480	30.616.681 17	814 21
1890	40.155	33.497.184 62	834 19
1891	42.095	35.497.193 05	843 26
1892	46.682	39.777.884 36	852 12
1893	51.777	44.798.733 65	865 22
1894	55.318	47.217.856 30	853 57
1895	58.653	49.481.600 59	843 63
1896	62.489	51.592.098 24	825 61
1897	67.049	54.759.161 63	816 74
1898	71.032	57.407.912 88	808 19

Nous pouvons constater là un curieux phénomène. La moyenne des rentes va en croissant jusqu'à la conversion et au changement de tarifs, puis elle décroît régulièrement depuis ce moment; ce qui tendrait à prouver que les rentiers qu'a attirés l'appât des tarifs anciens et de l'ancien taux étaient, non pas les petits rentiers, mais des capitalistes un peu plus riches, cherchant à réaliser une bonne affaire plutôt qu'à assurer seulement leur subsistance pour la fin de leurs jours.

Quoi qu'il en soit, cette recrudescence accidentelle met bien en lumière l'une des causes auxquelles l'on peut attribuer l'augmentation progressive des rentes viagères. Cette cause est manifestement la baisse progressive du loyer de l'argent. A mesure que les différentes valeurs mobilières augmentent de prix, à mesure qu'un même capital devient de moins en moins productif, à mesure que, d'autre part, l'accroissement progressif des impôts, la hausse du prix de certaines denrées, le besoin grandissant de confortable rendent l'existence plus coûteuse, « la vie plus chère, » comme l'on dit, un certain nombre de petits capitalistes, qui pouvaient jadis vivre de leurs revenus, ont vu leur sécurité troublée, et leur vieillesse menacée de dénuement. Deux moyens s'offraient à eux : placer leurs capitaux dans des entreprises industrielles ou commerciales, qui peuvent rapporter 6 à 7 % d'intérêts, mais qui peuvent aussi engloutir sans rémission les capitaux engagés ; ou bien placer ces mêmes capitaux à fonds perdu, en viager. Ce second procédé répond assurément bien mieux aux besoins d'un homme ou d'une femme qui cherche avant tout à s'assurer le pain quotidien de ses vieux jours. De là l'augmentation du nombre des contrats de rentes viagères.

Il est donc probable que ce nombre augmentera encore, si toutefois le loyer de l'argent est appelé à baisser encore. Si, au contraire, comme d'aucuns le prétendent (1), nous sommes au début d'une période où la demande de capitaux, et par suite leur rémunération, doit se relever sensiblement, il serait curieux d'examiner si ce relèvement n'aura pas pour conséquence de diminuer ou du moins de rendre stationnaire le nombre de rentes viagères constituées par les Compagnies d'assurances.

Au surplus, d'autres causes encore sont venues contribuer à leur développement. De plus en plus les cours et les tribunaux prennent l'habitude, lorsqu'ils prononcent une condamnation comportant le service d'une rente viagère, de permettre ou même d'ordonner au débiteur de la rente de verser le capital nécessaire à une Compagnie qu'ils désignent (2).

Cette pratique offre de nombreux avantages : pour le crédi-rentier, qui se trouve avoir un débiteur toujours solvable et prêt à payer ; pour le débi-rentier lui-même, qui perd, il est vrai, définitivement le capital constitutif, mais qui se trouve dispensé de fournir des garanties pour le service de la rente, soit en affectant un capital bien plus considérable à cette garantie, soit en voyant ses immeubles grevés d'hypothèques.

(1) Cf. article de M. P. Leroy-Beaulieu, *Journal des Débats* du 4 août 1899.

(2) Rouen, 6 décembre 1884, *J. Ass.*, 86, p. 145 ; Lyon, 14 avril 1886, *J. Ass.*, 86, p. 245 ; Angoulême, 28 juin 1886, *Rec. Ass.*, 86, p. 568 ; Paris, 13 juillet 1892, *J. Ass.*, 93, p. 442 ; Montmorillon, 10 mars 1893, *J. Ass.*, 93, p. 443 ; Fontainebleau, 9 octobre 1893, *J. Ass.*, 94, p. 67 ; Seine, 29 mars 1898, *M. Ass.*, 98, p. 289 ; Montauban, 21 décembre 1898, *Rec. Ass.*, 99, p. 193.

Il a même été jugé (1) qu'un mari condamné après divorce à servir une pension alimentaire à sa femme, peut obtenir mainlevée de l'hypothèque judiciaire, que celle-ci a prise sur ses biens, en constituant dans une Compagnie d'assurances une rente viagère au profit et sur la tête de la crédi-rentière.

Notons cependant que, dans le cas où les héritiers débiteurs envers un légataire d'une rente viagère se déchargent sur une Compagnie d'assurances du service de cette rente, ils en restent néanmoins responsables de l'exécution régulière ; le légataire a donc le droit d'obtenir un jugement en délivrance, formant titre contre les héritiers, pour le cas où la Compagnie choisie cesserait de payer les arrérages (2). Mais cette responsabilité, toute subsidiaire, est peu dangereuse, si la Compagnie d'assurances est bien choisie.

Cette tendance des Tribunaux à faire intervenir les Compagnies d'assurances dans les rentes viagères, qu'ils mettent à la charge d'une partie en faveur d'une autre, ne pourra sans doute que s'accroître par suite de deux lois nouvelles, dont l'une est toute récente : la loi du 9 mars 1891 sur les droits du conjoint survivant et la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, qui ont fait naître, l'une et l'autre, de nouveaux cas, dans lesquels une rente viagère peut être due ou faire l'objet d'une condamnation.

(1) Trib. Seine, 29 mars 1898, *M. Ass.*, 98, p. 289.

(2) Paris, 9 mai 1895, *Gaz. Trib.*, 11 août 95.

**SECTION II. — Utilité du contrat en lui-même,
et de l'intervention de la Compagnie d'assurances.**

Nous venons de voir quels sont les avantages pratiques qui ont poussé les Tribunaux dans cette voie. Ils sont indiscutables. Le rentier a toujours avantage à avoir comme débiteur une Compagnie d'assurances. Il est sûr, en effet, si la Compagnie est bien choisie, que ses arrérages seront payés régulièrement, même complaisamment. Le fameux *votum mortis* est évité, puisque la Compagnie n'a aucun intérêt à voir mourir tel ou tel de ses rentiers.

Quant au débi-rentier, si son créancier paraît de bonne santé et destiné à une longue vie, il a tout intérêt à se décharger sur une Compagnie du service de la rente ; et, s'il fait ainsi, il devra souhaiter que le rentier vive le plus longtemps possible, puisque c'est à cette condition qu'il aura réalisé une opération avantageuse.

Nous avons vu aussi que ce procédé lui évite d'avoir à fournir des garanties hypothécaires ou autres, parfois fort gênantes.

Il existe un cas assez fréquent où ces divers avantages sont plus accentués que jamais : c'est le cas où de vieux parents font un partage anticipé de leurs biens entre leurs enfants, à charge par ceux-ci de leur servir une rente viagère. Cette combinaison a souvent les conséquences les plus désastreuses pour l'union de la famille et l'existence même des auteurs du partage, lorsque les héritiers ont un intérêt direct à ce que la rente s'éteigne. Ces conséquences sont complètement évitées, si l'on introduit dans l'opération une Compagnie d'assurances qui

recevra, lors du partage, un capital constitutif d'une rente viagère prélevé sur la masse à partager (1).

A un autre point de vue, l'intervention d'une Compagnie d'assurances dans le contrat de rente viagère procurera de nouveaux avantages. Nous pensons au cas où un testateur consent un legs de rente viagère. S'il fait ce legs directement et sans s'expliquer sur le mode d'exécution, il peut causer à son légataire des désagréments considérables. Peut-être la rente sera-t-elle divisée entre plusieurs héritiers qui se montreront envers le rentier d'exactitude ou de complaisances inégales. En tous cas, si le légataire n'est pas dispensé par le testateur du droit de mutation, il devra le payer au taux fixé par la loi du 22 frimaire an VII, c'est-à-dire sur un capital formé de dix fois la rente annuelle. Or, si le légataire n'est point un parent du testateur, le droit perçu est de 11 fr. 25 %. Supposons une rente viagère de 1.000 francs : le droit à percevoir sera de 11 fr. 25 % sur 10.000 francs, soit 1.125 francs ; si bien que, la première année, le malheureux légataire, au lieu de toucher un terme d'arrérages, devra au contraire déboursier 125 francs. Singulier émolument !

Supposons au contraire que le testateur ait stipulé que le capital constitutif soit placé dans une Compagnie. Triple avantage pour le rentier. D'abord le droit de mutation sera prélevé sur ce capital, avant qu'il ne soit placé, si bien que la charge en sera répartie sur chaque année de vie, et par suite bien plus facile à supporter. En outre, si le légataire a atteint l'âge de soixante-cinq ans, le taux de la rente sera supérieur à 10 % ; le capital constitutif

(1) Cf. Vermot, *Catéchisme de l'assurance*, 2^e partie; p. 250.

réel sera donc *inférieur* au capital fictif établi par la loi de frimaire, et par conséquent le droit de mutation moins considérable. Enfin, quel que soit le nombre des héritiers, le rentier n'aura jamais qu'un seul débiteur : la Compagnie d'assurances.

Un testateur ne doit donc pas hésiter, dans une pareille circonstance, à recourir à une Compagnie d'assurances.

Jusqu'ici nous avons envisagé l'utilité que présente pour les particuliers, crédi ou débi-rentier, l'intervention d'une Compagnie d'assurances dans le contrat. Il est juste d'ajouter que les Compagnies trouvent aussi un réel avantage à constituer des rentes viagères.

Cet avantage est double.

D'abord leurs contrats de rentes viagères sont, en quelque sorte, un régulateur des risques courus. La mortalité s'est-elle accrue, pendant une année, de façon anormale, sous l'influence de quelque cause extérieure et imprévue, d'une épidémie, par exemple, la Compagnie aura de nombreuses indemnités à servir à ses assurés, et elle subira une perte ; mais, d'autre part, le groupe des rentiers atteint par la même cause se trouvera diminué, et l'excès de la mortalité réelle sur la mortalité prévue fera regagner d'un côté à la Compagnie ce qu'elle aura perdu de l'autre, ou du moins atténuera considérablement sa perte.

A un autre point de vue, on a affirmé (1) que, pendant les années de mortalité normale, les grosses rentes s'éteignaient plus vite que les petites ; qu'en d'autres termes, les petits rentiers mouraient moins facilement et plus vieux que les gros rentiers. *A priori*, on pourrait trouver

(1) Cf. *Mon. Ass.*, 1888, p. 157. Note sur la mortalité des rentiers viagers, par M. L. Massé.

la cause de cette différence dans les conditions d'existence des uns et des autres. On conçoit en effet qu'un rentier qui touche à une Compagnie cinq ou six cents francs, et qui, grâce à cet humble revenu, vit tout modestement au fond de quelque campagne, d'une petite ville assoupie ou d'un couvent tranquille, soit, de par la modestie forcée de la vie qu'il mène, moins exposé peut-être aux maladies et aux accidents qu'un rentier qui touche quinze ou vingt mille francs, et dépense, avec son revenu, le reste de ses forces dans une vie trop confortable et dans des jouissances imprudentes.

La conclusion qu'a tirée l'auteur de cette note des chiffres qu'il cite à l'appui de sa théorie, c'est que, la moyenne des rentes qui s'éteignent chaque année étant supérieure à la moyenne des rentes en cours, la Compagnie réalise un bénéfice presque certain sur ses contrats de rentes viagères.

Nous avons eu la curiosité de vérifier ces chiffres et cette constatation, et nous en avons reconnu l'exactitude.

Reprenons en effet les comptes rendus des Compagnies (1) et cherchons-y, de 1888 à 1898, les chiffres, qui représentent, chaque année, les *contrats* et les *rentes* en cours, les *contrats* et les *rentes éteintes*. Nous pourrions ainsi calculer la valeur moyenne de chaque rente en cours et de chaque rente éteinte.

(1) Nous n'avons fait entrer dans notre calcul que les chiffres donnés par six Compagnies : les Assurances générales, la Nationale, l'Union, l'Urbaine, le Soleil et l'Aigle.

Mais il faut remarquer qu'à elle seule la première constitue autant de rentes que les cinq autres réunies, et que la seconde en constitue à elle seule trois fois plus que les quatre dernières.

Les résultats sont les suivants :

Années	Contrats en cours	Rentes en cours	Valeur moyenne des rentes en cours	Contrats éteints	Rentes éteintes	Valeur moyenne des rentes éteintes
1888	35.478	28.643.398 04	807 35	1732	1.624.460 18	937 91
1889	37.480	30.616.681 17	814 21	1766	1.690.927 30	957 48
1890	40.155	33.497.184 62	834 19	2174	1.781.171 45	819 30
1891	42.095	35.497.193 05	843 26	2099	1.994.808 80	950 36
1892	46.682	39.777.884 36	852 12	2235	2.333.522 86	1044 88
1893	51.777	44.798.733 65	865 22	2539	2.276.978 67	888 92
1894	55.318	47.217.856 30	853 57	2203	1.972.338 95	895 29
1895	58.653	49.481.600 59	843 63	2530	2.331.133 31	921 39
1896	62.489	51.592 098 24	825 61	2558	2.368.954 75	926 09
1897	67.049	54.759.161 63	816 74	2415	2.314.656 11	958 44
1898	71.032	57.407.912 88	808 19	2807	2.556.748 45	910 84

Si l'on prend la moyenne de ces onze années, on trouve pour la valeur des rentes en cours 833 fr. 09, et pour la valeur des rentes éteintes 928 fr. 19, chiffres qui vérifient l'affirmation de M. Massé, et qui même la vérifieraient sans doute bien davantage, s'ils n'appartenaient pas à une période particulière. Nous avons déjà remarqué en effet que la conversion de la Rente sur l'État, la modification des tarifs et la recrudescence des rentes viagères constituées qui en a été la conséquence, ont eu ce résultat curieux de faire croître progressivement jusqu'en 1893 de 807 fr. à 865 fr. la moyenne des rentes en cours, moyenne qui depuis 1894 est redescendue à 808 fr. en 1898. La moyenne des rentes éteintes, au contraire, n'a pas sensiblement varié. On peut donc supposer que, sans cette cause purement accidentelle, la différence entre la moyenne des rentes éteintes et la moyenne des rentes en cours serait encore un peu plus forte.

Concluons donc avec M. Massé : les rentes viagères sont

une source de bénéfices pour les Compagnies d'assurances.

Enfin, si nous considérons d'un point de vue plus général l'intervention dans notre contrat des Compagnies d'assurances, on devra reconnaître qu'il y a un avantage économique à ce que de nombreuses rentes viagères soient constituées. Le plus souvent en effet, on l'a fait remarquer (1), les rentiers sont des vieillards qui ne peuvent mettre en valeur leurs minces capitaux, qui les dépenseraient par bribes, et sans grande utilité pour personne, et qui, en les confiant à une Compagnie d'assurances, en retirent un plus grand profit pour eux-mêmes, et en même temps les lancent par la main des Compagnies dans des entreprises où ils fructifieront et joueront leur rôle dans le mécanisme social.

Ainsi, à quelque point de vue qu'on se place, on ne trouve qu'avantages à l'intervention des Compagnies d'assurances dans le contrat de rente viagère.

Quant à l'utilité que présente le contrat en lui-même, elle est trop manifeste pour qu'il soit nécessaire d'y insister, du moins si l'on considère l'espèce-type du petit capitaliste qui trouve dans la rente viagère le moyen de quadrupler ou de quintupler son revenu. Une autre espèce pourtant mérite un moment d'attention, c'est celle où les fonds placés en viager représentent non pas tout ou majeure partie du patrimoine du constituant, mais seulement une fraction relativement minime de sa fortune. Il faut donc supposer que cette fortune soit considérable. La rente viagère peut être un moyen de l'augmenter, et à ce titre elle constitue un acte d'habile administration. C'est un principe à peu près universellement reconnu aujour-

(1) Desribes, *Rentes viagères constituées sur plusieurs têtes*, p. 83.

d'hui qu'une fortune importante, pour être bien établie et offrir des chances d'accroissement, doit comprendre des valeurs aléatoires. Ce peut être des valeurs à lots ou des valeurs industrielles : pourquoi ne seraient-ce pas aussi des polices de rentes viagères ? Sont-elles, surtout si le rentier se sent bien constitué, beaucoup plus aléatoires que des actions de telle mine ou de telle société industrielle ? On cite dans les Compagnies l'exemple d'un rentier fameux, M. le comte P..., qui, voyant sa fortune délabrée et sentant sa constitution fort solide, plaça en viager les débris de son patrimoine, fit des économies sur les arrérages qu'il touchait, en remplaça une partie, pour augmenter encore ses revenus et par suite ses économies, et finit ainsi par reconstituer un patrimoine respectable.

Voici, à titre de curiosité, les sommes que lui payaient annuellement, quand il mourut, les Compagnies françaises :

Assurances générales	136.000	Monde	36.000
Union.	146.000	Alliance	34.000
Caisse paternelle . .	87.000	Soleil	93.000
Phénix	60.000	Atlas	38.000
Crédit viager . . .	50.000	Confiance	8.000
Urbaine	88.250	Abeille	25.000
Caisse des familles .	22.000		

Au moyen de la rente viagère, M. le comte P..., loin de perdre ses capitaux, les avait donc retrouvés (1).

L'utilité des rentes viagères en général et en particulier des rentes viagères constituées par les Compagnies d'assurances, ne peut donc pas être, et, en fait, n'est guère contestée.

(1) *J. Ass.*, 1879.

SECTION III. — Moralité du contrat.

Il n'en est point de même de leur moralité. Et ç'a été parmi les jurisconsultes une formule de style, pendant bien longtemps et peut-être encore aujourd'hui, que de flétrir « l'égoïsme » du contrat de rente viagère et de ceux qui en usent.

Serait-il téméraire d'essayer de réhabiliter les uns et l'autre ?

Le tribun Duveyrier, présentant au Corps législatif le vœu du Tribunal sur la loi relative aux contrats aléatoires, disait, en parlant de la rente viagère :

« Ce contrat présente dans ses motifs, dans ses combinaisons, dans ses effets, des contrastes si bizarres et des oppositions si extrêmes, qu'on ne sait trop si on lui doit plus d'intérêt que d'indignation. Lorsqu'il n'est pas un bienfait touchant, une généreuse libéralité, il ne peut être qu'un odieux calcul d'avarice et de cupidité, le froid conseiller de l'égoïsme, le compagnon solitaire de la misanthropie, l'ennemi de toute affection sociale et le spoliateur des familles. »

Que voilà d'éloquents antithèses ! Mais combien la réalité est moins symétrique que ces pompeuses périodes, qui portent si bien leur date !

Il faut d'abord mettre à part, comme ayant toujours échappé à tout reproche d'immoralité, la rente viagère constituée au profit d'un tiers. Remarquons pourtant et faisons ressortir tout l'usage qu'on pourrait faire de cette combinaison, en employant la rente différée et la clause d'insaisissabilité et d'incessibilité que nous avons reconnue licite et valable.

En constituant au profit de son fils tout jeune, au lieu d'un capital de dotation, comme il est fréquent, une rente viagère différée stipulée incessible et insaisissable, un père peut assurer à celui-ci une sorte de fonds de réserve, de retraite inaliénable, intangible, qui le mettra, quoi qu'il arrive, à l'abri de la misère. La rente est moins utile que le capital, dit-on souvent. Elle est autrement utile. Le capital pourra permettre les grandes entreprises. Mais la rente permettra de vivre, si les entreprises ont échoué : elle est une mesure de prévoyance libérale et, à ce titre, elle mériterait d'être employée plus fréquemment.

Mais il faut aller plus loin. Nous ne craignons pas d'affirmer que, même sous sa forme en apparence égoïste, la rente viagère est le plus souvent un acte de prévoyance ou de bonne administration absolument légitime et moral.

Personne ne songerait assurément à reprocher à un père de famille de faire des versements à une société de secours mutuels, pour s'assurer contre la maladie. N'est-il pas pour lui d'une nécessité à peu près égale de s'assurer contre la vieillesse (1), et de se constituer une sorte de pension de retraite, surtout si son métier ou sa profession n'en comporte point ?

Mais il va spolier ses héritiers ! Voilà la grande objection ! Elle n'est, le plus souvent, qu'une apparence.

Elle suppose d'abord, pour avoir quelque force, que les héritiers sont des parents fort proches : enfants, petits-enfants ou collatéraux immédiats. Mais, alors même, ceux-

(1) Il est bien entendu que la rente viagère n'est point *juridiquement* une assurance, mais il est néanmoins certain *qu'économiquement parlant* elle évite au rentier les risques de pauvreté que pourrait lui faire courir une vieillesse trop prolongée.

ci subissent-ils un réel préjudice ? Examinons le fond des choses.

Pour tout homme arrivé à la vieillesse, il y a un revenu nécessaire (1). Si cet homme ne possède pas ce revenu, il sera, un peu plus tôt ou un peu plus tard, à la charge de ses proches. Vaut-il mieux, pour satisfaire à la morale et pour sauvegarder les intérêts des héritiers, leur faire courir le risque d'avoir à assurer la subsistance de leur vieux parent, en leur laissant la chance, s'il meurt promptement, d'hériter de lui et en leur inspirant par suite le *votum mortis* ?

Ne vaut-il pas mieux, au contraire, les priver de propos délibéré d'un capital, qu'ils n'auraient touché qu'au prix d'un deuil prématuré, mais les garantir, en outre, de façon non moins certaine, du danger que présenterait pour leur bourse et aussi pour leur piété filiale, la vieillesse trop longue d'un ascendant trop pauvre ?

Ce prétendu préjudice dont se plaignent les héritiers est encore plus problématique lorsque la rente a été constituée différée, au moyen de primes annuelles. Dans ce cas, les primes sont le plus souvent prélevées sur des économies qui n'auraient peut-être pas été réalisées, si la prévoyance du constituant n'avait cherché à garantir un peu de bien-être à ses vieux jours.

Ces économies, qu'il aurait pu ne pas faire, qu'il ne devait pas assurément à ses héritiers, comment ceux-ci prétendraient-ils qu'ils en sont frustrés ? C'est au contraire peut-être, nous venons de le voir, leur intérêt pécuniaire bien entendu, en même temps que le sien propre, et en tous cas l'intérêt de leurs bonnes relations familiales, que

(1) Cf. *Bull. des inst. de prévoyance*, 1889, p. 125.

le constituant a sauvegardés, en plaçant tout ou partie de ses fonds en viager. C'est une injustice de le taxer d'égoïsme, alors qu'il a fait preuve de la prévoyance la plus éclairée.

Et si l'on suppose, comme cela est fréquent, la rente viagère constituée, non pas sur une seule tête, mais aussi sur la tête de son conjoint, avec réversibilité totale, sa prévoyance se double de désintéressement. Ce serait juger bien singulièrement les gens et les choses que de trouver le moindre sentiment blâmable dans une semblable opération.

Aussi bien la rente viagère forme-t-elle souvent l'un des éléments d'opérations dont chacun célèbre à l'envi la moralité : les assurances sur la vie. Une des combinaisons la plus fréquemment demandées aux Compagnies est celle où à l'expiration d'un délai de vingt ans par exemple, l'assuré, s'il est encore vivant, restera assuré pour le capital stipulé, sans avoir désormais à payer de primes, et recevra au contraire une rente viagère égale à la prime annuelle qu'il a versée jusque là. Il est clair que cette rente n'est pas gratuite, et qu'elle a été constituée au moyen d'une augmentation de primes. C'est une rente viagère différée accolée à l'assurance en cas de décès.

Les héritiers, les enfants, vont-ils se plaindre d'être spoliés ? Leurs plaintes seraient peu apitoyantes.

Rappelons-nous au contraire que parfois des héritiers ont vu le patrimoine qui leur était destiné reconstitué et augmenté, grâce aux contrats de rentes viagères passés par leur auteur, grâce aussi à l'économie et à la bonne santé de celui-ci ; et concluons que si, dans certains cas exceptionnels, la rente viagère a été pour certains monomanes un moyen de témoigner à leurs héritiers les sentiments malveillants qui les animaient à leur égard, le plus

souvent elle est un instrument de prévoyance, une garantie contre les dissensions si pénibles que peuvent faire naître dans les familles des vieillesse trop prolongées ; que cet instrument et cette garantie ne fonctionnent sûrement qu'entre les mains des Compagnies d'assurances, et qu'en conséquence il n'y a pas lieu de s'affliger, comme on le fait souvent, en constatant que le nombre de contrats de rentes viagères passés avec ces Compagnies va en augmentant chaque année.

Vu :

Le Doyen,
GLASSON.

Vu :

Le Président,
SAUZET.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

LA ROCHELLE, IMPRIMERIE NOUVELLE NOEL TEXIER.

